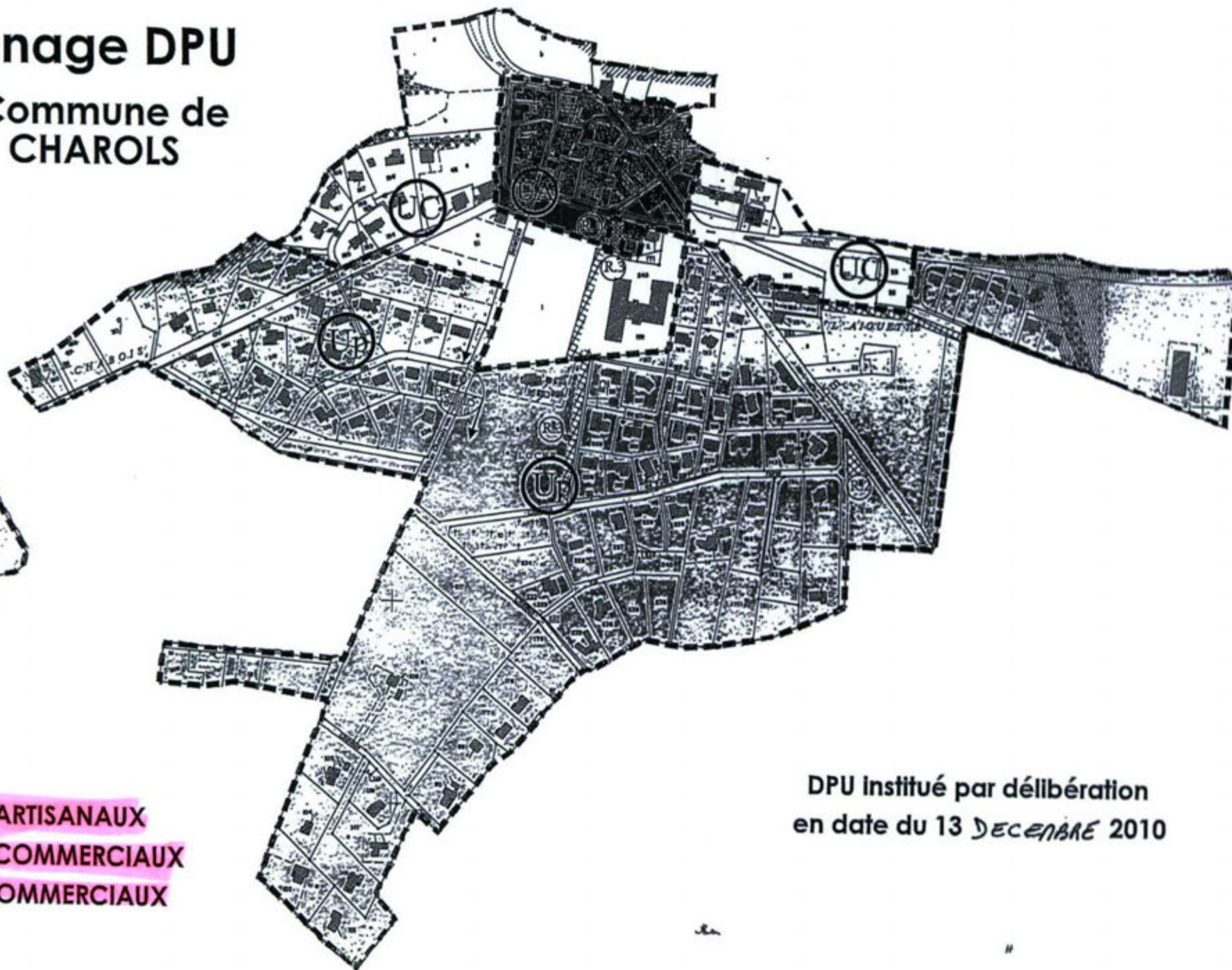


# Zonage DPU

Commune de  
CHAROLS



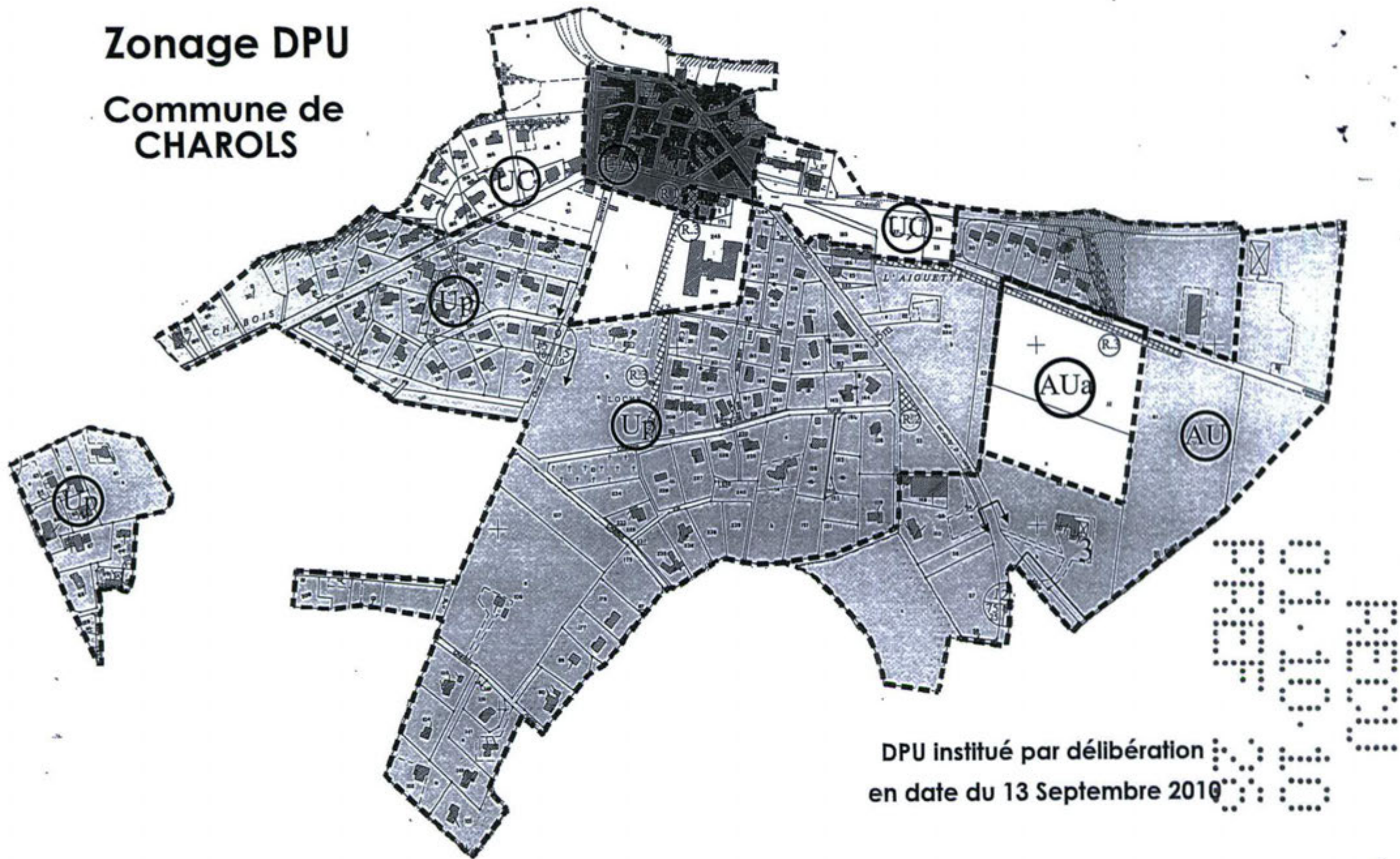
DPU Institué par délibération  
en date du 13 *DECEMBRE* 2010

FONDS ARTISANAUX  
FONDS COMMERCIAUX  
BAUX COMMERCIAUX



# Zonage DPU

Commune de  
CHAROLS



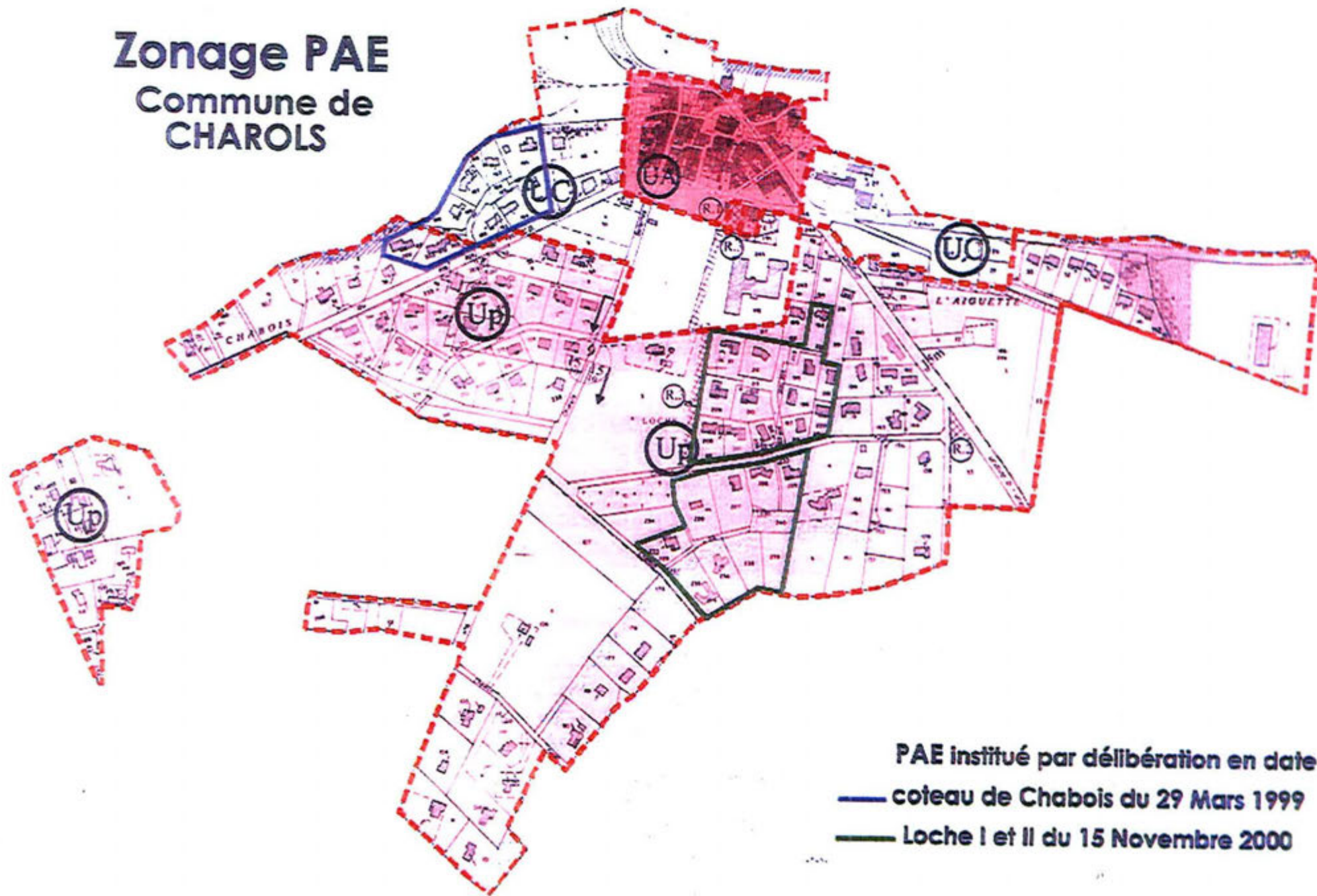
DPU institué par délibération  
en date du 13 Septembre 2010





# Zonage PAE

## Commune de CHAROLS



PAE institué par délibération en date

— coteau de Chabois du 29 Mars 1999

— Loche I et II du 15 Novembre 2000

# **ASSAINISSEMENT**



**COPIE**



CONSEIL GENERAL DE DROME  
AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

## **COMMUNE DE CHAROLS (26)**

Révision du P.O.S.

### **SCHEMA GENERAL D'ASSAINISSEMENT**

APTITUDE DES SOLS A  
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME  
DES ZONES A URBANISER

**Rapport définitif avec complément d'étude**

FEVRIER 1998

97.M.53.061 (2)

sol, eau, environnement

**GEO+**  
GEOPLUS. SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

## SOMMAIRE

1 - DEFINITION DE LA MISSION.....	3
2 - PRESENTATION DU RAPPORT .....	3
3 - FILIERE D'ASSAINISSEMENT .....	4
4 - CONCLUSIONS .....	7
SECTEUR A : CHABOIS.....	9
SECTEUR B : LA MOTTE.....	13



## 1 - DEFINITION DE LA MISSION

Dans le cadre de la révision de son P.O.S., la mairie de CHAROLIS a demandé à la société GEOPLUS de réaliser une étude concernant l'aptitude des sols à l'assainissement autonome de 2 secteurs à urbaniser qui sont :

A : CHABOIS,  
B : LA MOTTE,

soit une superficie d'environ 1.5 ha non-construits.

Le substratum géologique régional (cf. Carte géologique de la France au 1/ 50 000 "MONTEILMAR"), constitué par les marnes de l'Aptien supérieur et de l'Albien, est masqué par :

- des colluvions sur les versants des collines,
- des limons peu calcaires des terrasses würmiennes et des alluvions récentes fluviales post-wurmiennes dans la plaine alluviale.

## 2 - PRESENTATION DU RAPPORT

Le présent rapport est composé de 2 dossiers correspondant à chacun des secteurs étudiés.

Dans chaque dossier sont abordés successivement les points suivants :

- Morphologie
- Géologie
- Contexte sanitaire (puits, sources, venues d'eau...)
- Pédologie
- Essais d'infiltration

A partir des éléments obtenus pour ces différents points, l'aptitude du terrain à l'épandage naturel selon les critères S.E.R.P. est évaluée avec :

- S (Sol) : Texture, structure, conductivité hydraulique qui peuvent être appréciées globalement par la vitesse de percolation convenablement mesurée,
- E (Eau) : Profondeur d'une nappe pérenne, possibilité d'inondation,
- R (Roche) : Profondeur du substratum rocheux altéré ou non,
- P (Pente) : Ratio de pente du sol naturel en surface.

Les valeurs limites régulièrement prises en compte pour la détermination de l'aptitude à l'assainissement autonome sont les suivantes (d'après le document « Assainissement Autonome, éléments pour un bilan technico-économique »; Ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports; Mai 1985) :

Caractéristique	Très favorable	Favorable	Peu favorable	Exclu
Sol : perméabilité (mm/h)	> 20	20 à 10	10 à 6	< 6
Eau : niveau de la nappe (en m*)	> 3	3 à 1	1 à 0.5	< 0.5
Roche : Profondeur d'un substratum perméable fissuré ou graveleux (en m*)	> 2	1.5 à 2	1 à 1.5	< 1
Roche : profondeur d'un substratum imperméable (en m*)	> 2.5	1.5 à 2.5	1 à 1.5	< 1
Pente du terrain (%)	< 2	2 à 8	8 à 15	> 15

\* par rapport à la cote des drains

Après chaque fiche sont placés :

- les coupes des sondages
- les résultats des essais d'infiltration
- le plan du secteur avec :
  - \* d'une part les implantations des reconnaissances
  - \* et d'autre part, une carte de zonage d'aptitude des sols à l'assainissement autonome sur laquelle on a distingué :

**Zone verte** : zone où l'assainissement autonome peut être mis en oeuvre selon les filières habituelles classiques et à un coût normal.

**Zone jaune** : zone où l'assainissement peut être mis en oeuvre selon des filières particulières, contraignantes et relativement peu économiques : filtre à sable, tranchées filtrantes approfondies, tertre filtrant,

**Zone rouge** : zone inapte à l'assainissement autonome avec justification

Le dimensionnement des systèmes d'assainissement autonome est réalisé pour une maison individuelle (4/5 habitants, 500 l/jour).

### 3 - FILIERE D'ASSAINISSEMENT

**DESCRIPTION** : La filière d'assainissement comprend généralement les éléments suivants :

- Un dispositif de **traitement préalable** ou **pré-traitement** constitué par une fosse septique toutes eaux (FSTE) d'un volume au moins égal à 3 m<sup>3</sup> pour des logements comprenant jusqu'à 5 pièces principales ( Réf. : arrêté du 6 mai 1996 - Ministère de l'environnement) et par un préfiltre (pour éviter le colmatage du champ d'épandage).

- Un **dispositif épurateur** représenté par un épandage souterrain : tranchées filtrantes ou sol reconstitué (filtre à sable ou tertre filtrant).

Le dimensionnement des épandages est donné en m<sup>2</sup> en fonction de la perméabilité du sol mesurée in-situ.



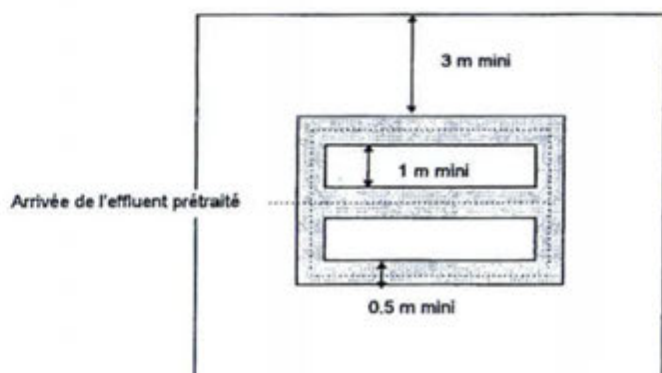
\* Tranchées filtrantes

Les surfaces de tranchées filtrantes préconisées varient généralement entre 15 et 60 m<sup>2</sup> pour une maison individuelle. La longueur et la largeur des tranchées seront calculées de façon à obtenir en fond de tranchées la surface préconisée.

La surface totale nécessaire à la réalisation de l'assainissement comprend généralement :

- un écartement de 1 mètre entre les tranchées
- la longueur des drains
- un espacement de 3 m autour des tuyaux délimitant le champ d'épandage.

**Exemple :** Pour une surface de tranchées de 60 m<sup>2</sup> répartie en trois tranchées de 25 mètres de long et 0.80 mètre de large ( $25 \times 3 \times 0.80 = 60 \text{ m}^2$ ) avec un espacement de 1 m entre les tranchées et un espace de 3 m autour du champ d'épandage la surface nécessaire pour la réalisation de l'épandage sera de 322 m<sup>2</sup>.



Réalisation d'un champ d'épandage selon le DTU

\* Filtre à sable

La surface généralement préconisée pour la réalisation d'un filtre à sable est de 25 m<sup>2</sup> pour une maison d'habitation de 4-5 équivalents habitant.

*CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT :*

Les eaux pluviales et de ruissellement seront détournées du champ d'épandage.

Le champ d'épandage sera laissé en prairie naturelle, le recouvrement réalisé dans un matériau perméable à l'eau et à l'air.

Arbres et arbustes seront proscrits pour cause de racines pouvant endommager le champ d'épandage (queues de renard).

La circulation des véhicules sur la zone d'épandage sera strictement interdite.



**4 - CONCLUSIONS**

• Les sondages réalisés sur les secteurs étudiés confirment cinq types de dépôts :

- un limon argilo-sableux,
- un sable limoneux,
- des alluvions récentes,
- des colluvions argileuses,
- une marne altérée.

• Mesures de perméabilité :

Ces essais ont permis de différencier les capacités hydrauliques des sols à recevoir ou non un épandage souterrain et d'établir le zonage sur le plan parcellaire.

La fraction argileuse dans les limons est directement influente sur les mesures de perméabilité "in situ" par tests d'infiltrations.

• Sur les zones NB, il a été défini un zonage en deux couleurs concernant l'aptitude des sols à l'assainissement autonome par épandage souterrain :

- Zone rouge : inapte
- Zone verte : apte

Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

SECTEUR	ZONES	PARCELLES	EPANDAGE
A - CHABOIS	VERTES	21 en partie	60 m <sup>3</sup> de tranchées
	VERTES	27 et 30 en partie	15 m <sup>3</sup> de tranchées
B - LA MOTTE	ROUGES	93 et 113 en totalité	
	VERTES	82, 111 et 179 en totalité	60 m <sup>3</sup> de tranchées

*PROTECTION SANITAIRE : La réalisation suivant les règles de l'Art (cf. DTU 64.1) des filières d'assainissements préconisées et en particulier des champs d'épandages, ainsi qu'un entretien régulier des ouvrages, assurera une bonne protection du milieu naturel.*

\*\*\*\*\*

GEOPLUS reste à la disposition des différents intervenants pour tout renseignement complémentaire concernant cette étude.

Marsanne le 6 février 1998

S. ARGENTI

**CARTE DE LOCALISATION  
DES SECTEURS**  
Echelle 1/25 000





## SECTEUR A :

CHABOIS

**A/ MORPHOLOGIE**

La zone étudiée se situe en bordure de la plaine alluviale du Roubion, au contact des dépôts colluvionnaires et de la basse terrasse du cours d'eau.  
Les pentes sont de 7%-8% environ en direction du NO.

**B/ GEOLOGIE**

Le substratum géologique local, représenté par les marnes de l'Aptien supérieur et de l'Albien, est masqué par des limons peu calcaires des terrasses würmiennes et des alluvions fluviales de lits majeurs et de basses terrasses post-würmiennes dans la plaine alluviale (cf. Carte géologique de la France au 1/ 50 000 "MONTELIMAR").

**C/ CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE ET SANITAIRE**

A notre connaissance, il n'existe pas de puits ni de source à proximité de la zone d'étude.  
Aucune venue d'eau n'a été observée dans les sondages de reconnaissance descendus jusqu'à 3.50 m de profondeur.  
L'ensemble des habitations du secteur est relié au réseau AEP de la commune.

**D/ PEDOLOGIE**

Les deux sondages de reconnaissance au tracto-pelle ont mis en évidence deux types de coupes lithologiques :

sous 0.30 m à 0.40 m d'épaisseur de terre végétale, on note :

- P1 :

- 1.80 m d'épaisseur d'un horizon limoneux argilo-sableux,
- des alluvions à matrice argilo-sableuse devenant sablo-argileuse à partir de 2.60 m et reconnues jusqu'à 3.50 m de profondeur.

- P2 :

- un horizon sablo-limoneux reconnu à partir de 0.30 m jusqu'à 3.30 m de profondeur.

**E/ ESSAIS D'INFILTRATION**

Trois essais d'infiltration de type Porchet à niveau constant ont été effectués sur le secteur. Les résultats obtenus sont les suivants :

ESSAI	RÉSULTAT	PROFONDEUR	FORMATION TESTÉE
Ka	6 mm/h	0.70 m	Limon argilo-sableux
Kb	140 mm/h	1.20 m	Alluvions grossières à matrice sablo-limoneuse
Kc	240 mm/h	0.65 m	sable limoneux

**Caractérisation des terrains :**

On retiendra les perméabilités suivantes :

- 6 mm/h dans le limon argilo-sableux,
- 140 mm/h dans les alluvions grossières à matrice sablo-limoneuse,
- 240 mm/h dans le sable limoneux.

NB : l'essai de perméabilité Kb a été réalisé en dehors de la zone NB de manière à proposer éventuellement une solution alternative, au vu des faibles valeurs mesurées sur la parcelle 21 (Ka), pour l'épandage des eaux usées.

**F/ APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME**

Les critères retenus pour déterminer l'aptitude à l'assainissement autonome d'un terrain sont le Sol (perméabilité), l'Eau (présence d'eau à faible profondeur), la Roche (profondeur du substratum) et la Pente.

Le Sol présente une perméabilité faible dans le limon argilo-sableux (6 mm/h) à très bonne (240 mm/h) dans le sable limoneux.

L'Eau et La Roche n'ont pas été rencontrées dans les sondages de reconnaissance.

La Pente est de 7%-8% environ.

L'analyse des critères SERP est favorable à la réalisation d'assainissement autonome par tranchées filtrantes.

Il en résulte la création d'une zone apte sur l'ensemble de la zone d'étude.

**G/ DISPOSITIFS D'EPANDAGE**

Zone classée "en vert" sur la parcelle 21 en partie :

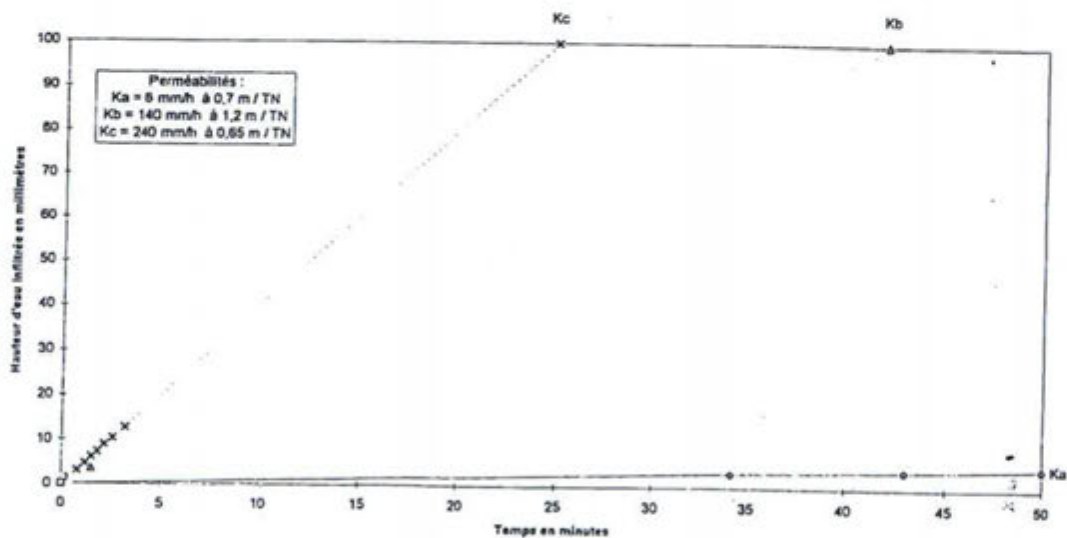
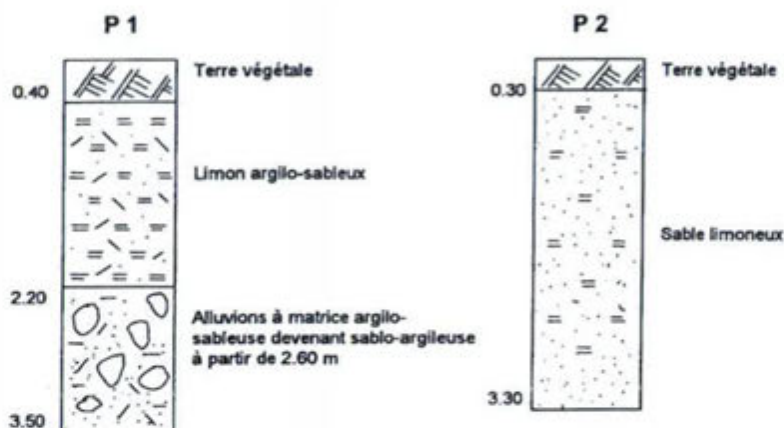
- Pédologie : limon argilo-sableux,
- Perméabilité : 6 mm/h
- Epandage : 60 m<sup>2</sup> de tranchées filtrantes.

Remarque : La présence, en limite Nord de la Zone NB, d'alluvions grossières perméables (140 mm/h), permet d'envisager la création d'un épandage par tranchées filtrantes sur la parcelle 21, hors zone NB, ou sur la parcelle 25.

Zone classée "en vert" sur les parcelles 27 et 30 en partie :

- Pédologie : sable limoneux,
- Perméabilité : 240 mm/h
- Epandage : 15 m<sup>2</sup> de tranchées filtrantes.

Secteur A : CHABOIS  
SONDAGES DE RECONNAISSANCE  
ET  
ESSAIS D'INFILTRATION

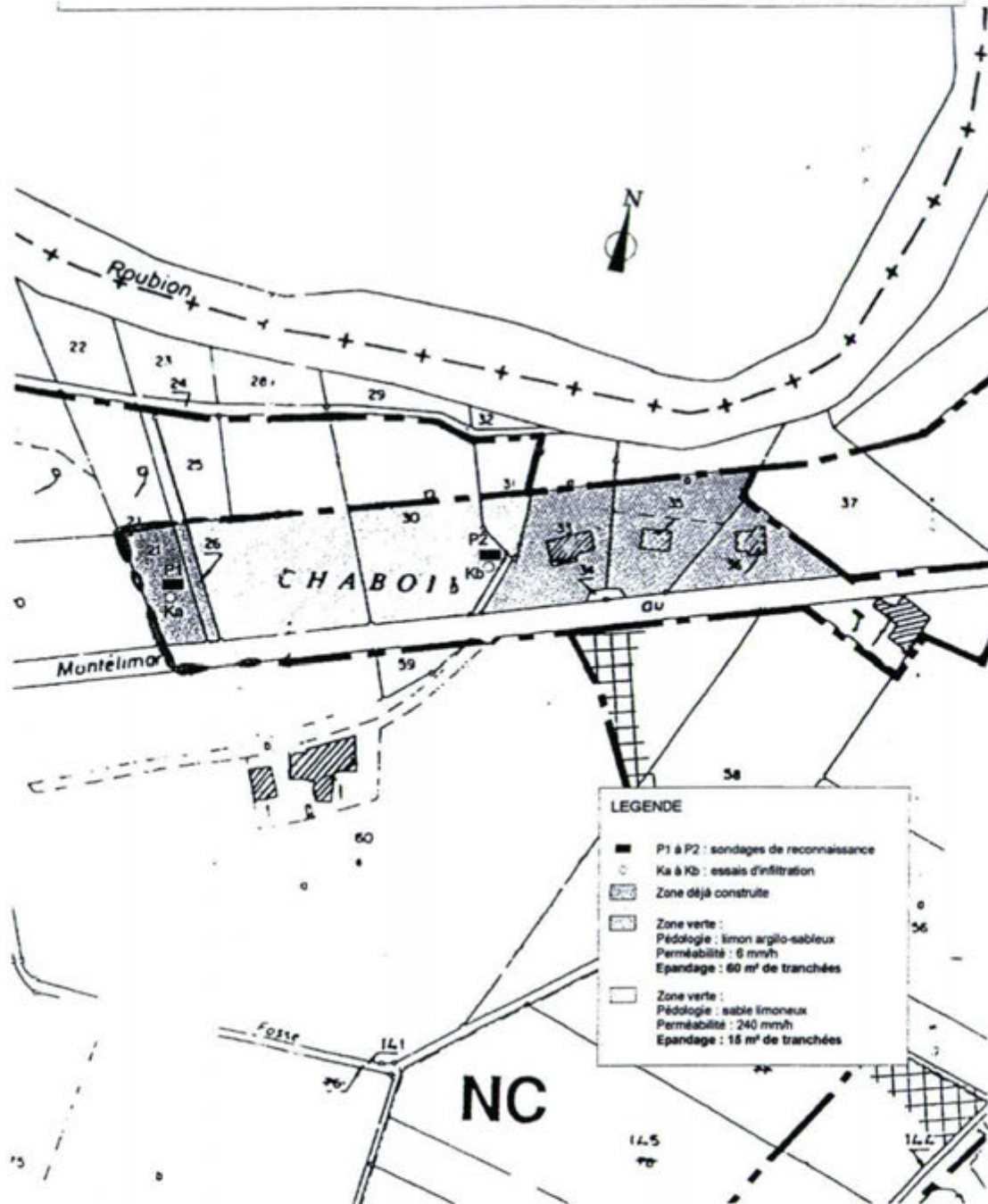




**Secteur A : CHABOIS**

Commune de CHAROLS      IMPLANTATION DES RECONNAISSANCES  
ET CARTE D'APTITUDE

Echelle 1/2 500



**SECTEUR B :****LA MOTTE****A/ MORPHOLOGIE**

Les parcelles étudiées se situent sur le versant Nord-Ouest d'une colline, La Motte, correspondant à l'émergence du substratum rocheux dans la plaine alluviale du Roubion.

La majorité des parcelles est aménagée en terrasses successives séparées par des talus de 1.50 m à 2.50 m de hauteur.

Les pentes s'atténuent depuis des valeurs > 15% dans la partie haute jusqu'à 4% environ dans la partie basse du secteur.

**B/ GEOLOGIE**

Le substratum géologique régional, constitué par les marnes de l'Aptien supérieur et de l'Albien, est masqué par des colluvions sur le versant de la colline (cf. Carte géologique de la France au 1/ 50 000 "MONTELMAR").

**C/ CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE ET SANITAIRE**

A notre connaissance, il n'existe pas de puits à proximité de la zone d'étude.

On note la présence d'une source captée dans la partie inférieure de la parcelle 82.

Aucune venue d'eau n'a été rencontrée dans les sondages de reconnaissance descendus jusqu'à 2.60 m de profondeur.

L'ensemble des habitations du secteur est relié au réseau AEP de la commune.

**D/ PEDOLOGIE**

Les quatre sondages de reconnaissance au tracto-pelle ont mis en évidence des coupes lithologiques similaires :

sous 0.20 m à 0.30 m d'épaisseur de terre végétale, on note :

- 0.50 m à 2.20 m d'épaisseur d'un horizon argileux légèrement sableux et caillouteux (colluvions) plus limoneux en P4,
  - une marne altérée reconnue respectivement en P1, P2, P3 et P4 à partir de 2.50 m, 0.50 m, 1.40 m et 1.10 jusqu'à 2.60 m, 1.60 m, 2.10 m et 2.00 m de profondeur.
- Elle présente en P3 et P4 des concrétions calcaires sous forme de linéations blanchâtres.

**E/ ESSAIS D'INFILTRATION**

Six essais d'infiltration de type Porchet à niveau constant ont été réalisés sur le secteur. Les résultats obtenus sont les suivants :

ESSAI	RÉSULTAT	PROFONDEUR	FORMATION TESTÉE
Ka	7 mm/h	0.70 m	Argile sableuse et caillouteuse (colluvions)
Kb	3 mm/h	0.55 m	Marne altérée
Kc	8 mm/h	0.60 m	Argile sableuse et caillouteuse (colluvions)
Kd	3 mm/h	0.60 m	Argile limono-sableuse et caillouteuse (colluvions)
Ke	9 mm/h	0.50 m	Argile limono-sableuse et caillouteuse (colluvions)
Kf	6 mm/h	0.60 m	Argile limono-sableuse et caillouteuse (colluvions)

**Caractérisation des terrains :**

On retiendra les perméabilités suivantes :

- < 6 mm/h dans la marne altérée,
- 6 mm/h en moyenne dans les colluvions argileuses.

**F/ APTITUDE A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME**

Les critères retenus pour déterminer l'aptitude à l'assainissement autonome d'un terrain sont le Sol (perméabilité), l'Eau (présence d'eau à faible profondeur), la Roche (profondeur du substratum) et la Pente.

Le Sol présente une perméabilité très faible dans l'ensemble des horizons testés.

L'Eau n'a pas été rencontrée dans les reconnaissances.

La Roche (substratum) a été rencontrée dans les sondages de reconnaissance sous son faciès d'altération à une profondeur minimale de 0.50 m en P2 (hors zone NB).

La Pente varie de 4% à plus de 15%.

L'analyse des critères SERP démontre la faisabilité d'un champ d'épandage par tranchées filtrantes en dehors des zones présentant, soit une perméabilité < 6 mm/h, soit une pente trop élevée > 15%, soit un substratum à moins de 1 mètre de profondeur par rapport au terrain naturel.

Il en résulte la création de deux types de zones :

- zone rouge : inapte à l'assainissement
- zone verte : apte à l'assainissement



Remarques :

- Les systèmes d'épandages, situés sur des parcelles avec des talus en limite de voirie, devront être implantés à une distance de 10 m en retrait du talus.
- Il n'a pas été retenu un périmètre de protection de 35 m autour de la source située dans l'angle Nord-Ouest de la parcelle 82 car celle-ci n'est pas utilisée pour l'alimentation en eau potable.

**G/ DISPOSITIFS D'EPANDAGE**

Zone classée "en Rouge" sur les parcelles 93 et 113 :

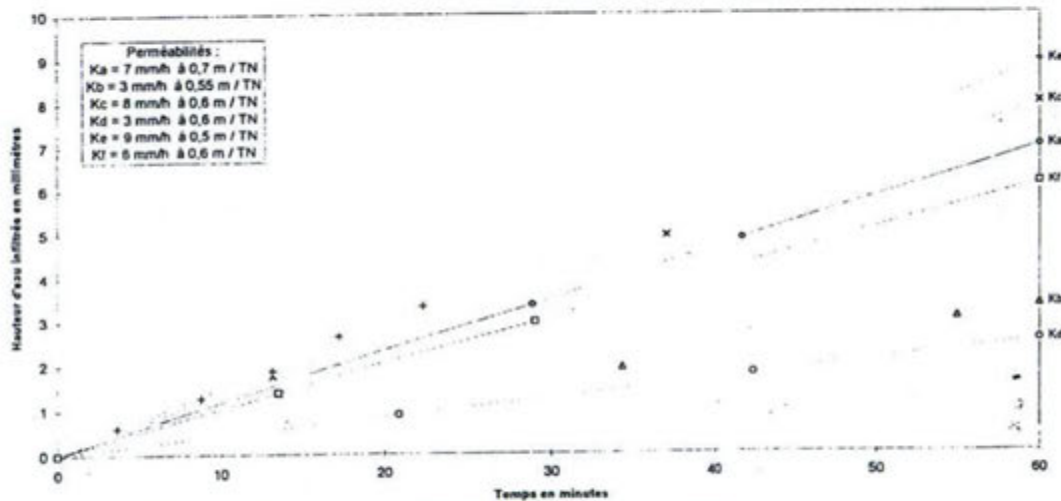
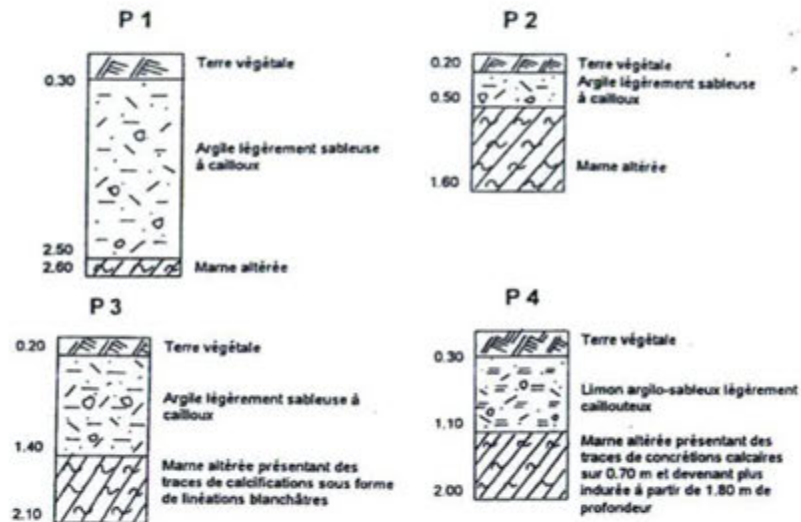
- Pédologie : colluvions argileuses
- Epandage impossible car la pente est supérieure à 15%.

Zone classée "en Vert" sur les parcelles 82, 111 et 179 :

- Pédologie : colluvions argileuses.
- Perméabilité : 6 mm/h.
- Epandage : 60 m<sup>3</sup> de tranchées filtrantes.

NB : les dispositifs seront implantés au droit du sondage de reconnaissance P4 et de l'essai Ke.

**Secteur B : LA MOTTE**  
**SONDAGES DE RECONNAISSANCE**  
**ET**  
**ESSAIS D'INFILTRATION DE TYPE PORCHET**

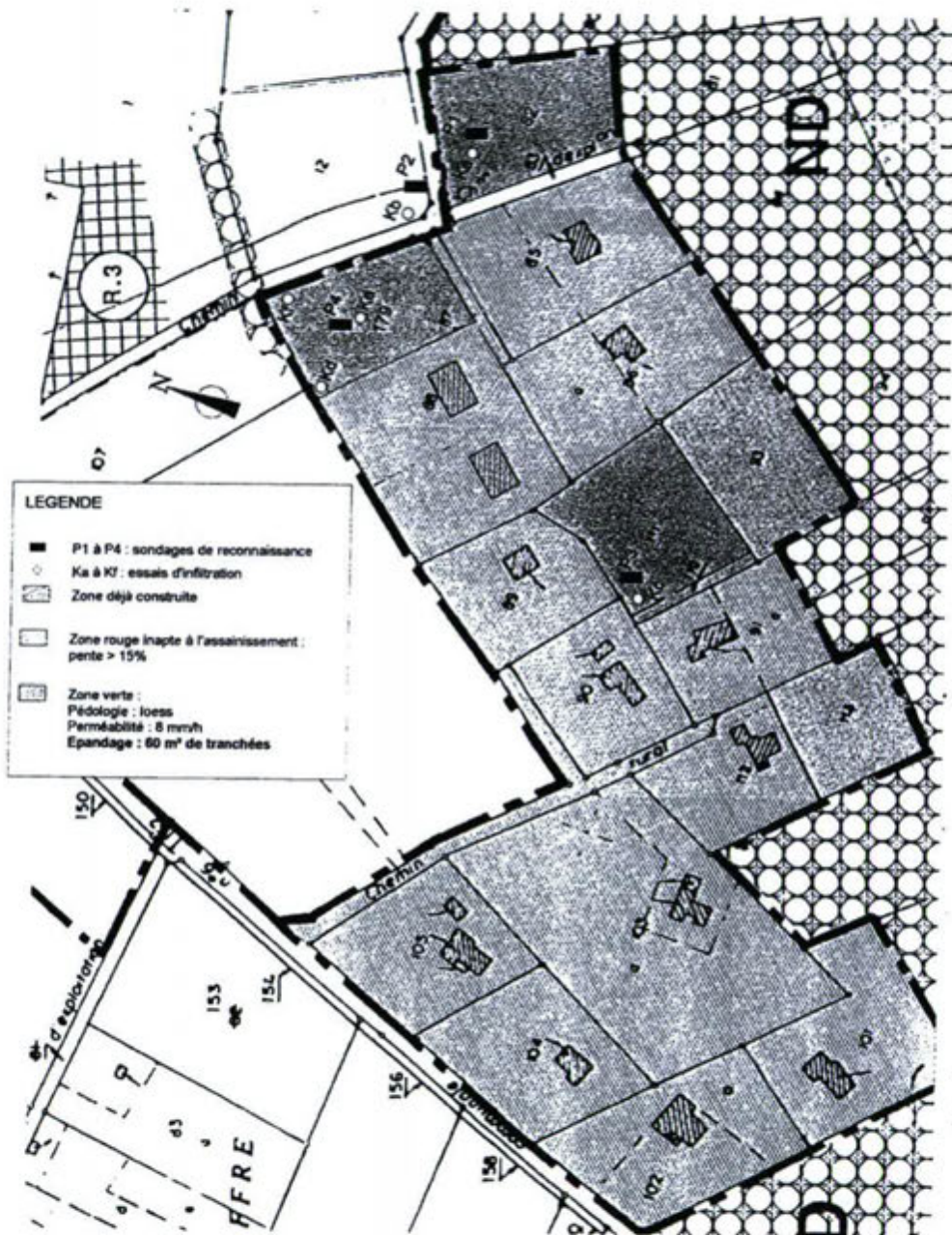


# Secteur B : LA MOTTE

Commune de CHAROLS

IMPLANTATION DES RECONNAISSANCES  
ET CARTE D'APTITUDE

Echelle 1/2 500





**SCHEMAS TYPES DE DISPOSITIFS  
D'EPANDAGE**

## ASSAINISSEMENT AUTONOME DES MAISONS D'HABITATION INDIVIDUELLES (Le Moniteur N° 40 - 5/10/1984)

Le titre I de l'arrêté du 3 mars 1982 vise l'assainissement autonome des maisons d'habitation individuelles. Ce terme regroupe l'ensemble des habitations ne comportant pas de logements superposés ; l'assainissement autonome des bâtiments d'habitation comprenant des logements superposés est visé au titre II de l'arrêté du 3 mars 1982.

Pour les maisons d'habitation individuelles, la réglementation fixe, d'une part, les filières de traitement autorisées et définies, d'autre part, les caractéristiques techniques des dispositifs utilisés dans ces filières.

### I. - CONCEPTION DES FILIÈRES DE TRAITEMENT

Dans tous les cas, les filières de traitement des eaux domestiques sont constituées d'un dispositif de traitement préalable suivi d'un dispositif assurant l'épuration puis l'évacuation des effluents. Parmi ces filières autorisées, il convient de faire appel, en priorité, à celles qui assurent un traitement commun de l'ensemble des eaux usées domestiques et qui utilisent le sol à la fois comme système épurateur et comme moyen d'évacuation.

#### 1.1. TRAITEMENT PRÉALABLE COMMUN DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Chaque fois que le système de collecte des effluents le permet, l'ensemble des eaux usées domestiques est dirigé sur un dispositif unique assurant un traitement préalable avant épuration. De par sa simplicité de fonctionnement et d'entretien, la « fosse septique toutes eaux » est particulièrement bien adaptée à cette fonction. D'une manière générale, elle est à préférer aux installations d'épuration biologique à boîtes actives, dispositifs faisant appel à des éléments électromécaniques assujettis à un entretien efficace et fréquent.

L'entretien des dispositifs de traitement préalable, dans les conditions fixées par le règlement sanitaire départemental (art. 20), est un élément important pour le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement autonome. En effet, un effluent insuffisamment préparé risque de porter préjudice au système épurateur situé en aval ; les risques de colmatage de l'épandage souterrain sont alors à craindre.

#### 1.2. ÉPURATION ET ÉVACUATION DES EAUX USÉES DOMESTIQUES

Après traitement préalable, les eaux usées domestiques peuvent être dirigées :

1. Soit vers un dispositif assurant à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol.  
Le sol est perméable et en l'absence de contraintes particulières (nappe d'eau à protéger...) un épandage par tranchées filtrantes, à faible profondeur, peut être réalisé. Le fond des tranchées ainsi que le niveau supérieur de la couche de graviers sur laquelle reposent les tuyaux distributeurs sont établis horizontalement. D'autre part :  
- sur terrain plat ou à faible pente, un système d'épandage par tranchées bouclées est recommandé ;  
- sur terrain en pente, le système d'épandage est composé de tranchées perpendiculaires à la pente, la répartition de l'effluent pouvant être assurée par déversement d'une tranchée sur l'autre.  
Dans certains cas (sol sableux par exemple), les tranchées d'infiltration peuvent être remplacées par un lit d'épandage.  
Le sol est perméable mais la présence d'une nappe d'eau à moins d'un mètre de profondeur interdit l'épandage ; la fosse filtrante peut être une solution de remplacement.  
Le sol est trop perméable (peu de terre végétale et un sous-sol de type calcaire perméable en grand par exemple), la solution d'un épandage sur sol reconstitué peut être proposée.  
Le sol est trop peu perméable en surface (présence d'une lentille d'argile par exemple) mais repose sur un sous-sol perméable : un épandage en sol reconstitué peut également être établi.
2. Soit vers un dispositif n'assurant que l'épuration.  
Les effluents issus d'un tel dispositif rejoignent soit, de manière exceptionnelle, le milieu hydraulique superficiel, soit le sous-sol par l'intermédiaire d'un puits d'infiltration. Le lit filtrant drainé assure une réponse satisfaisante dans le cas de sol insuffisamment perméable ; il consiste :  
- soit en un lit filtrant drainé à flux vertical dans le cas où il est possible d'effectuer un rejet à forte profondeur au dans le cas d'un terrain en pente ;

- soit en un lit filtrant drainé à flux horizontal présentant l'inconvénient de ne pas être assujéti à l'utilisation d'une dénivellation importante.

Le filtre bactérien percolateur ne pourra être utilisé que sur des terrains de forte pente lorsque l'implantation d'un lit filtrant drainé s'avère difficile, en tenant compte du fait que ce dernier assure une épuration plus poussée.

### 1.3. CHOIX DE LA FILIÈRE DE TRAITEMENT

Le mode d'évacuation des effluents conditionne le choix de la filière de traitement. En interdisant toute possibilité de contact entre les eaux usées et l'usager, l'épuration des eaux domestiques par épandage souterrain se révèle la solution la plus satisfaisante sur le plan sanitaire. Cependant, en raison de l'hétérogénéité des sols et de l'originalité de chaque site, il convient d'apprécier, avec précision, l'aptitude du sol à recevoir les eaux usées par épandage.

Pour cette approche, différents critères d'appréciation doivent être recherchés :  
- critères qualitatifs du sol et du sous-sol : niveau et nature du substratum en fonction de sa perméabilité, niveau de remontée maximum de la nappe, proximité de puits d'alimentation en eau potable, pente du terrain ;  
- évaluation de la perméabilité du sol : celle-ci peut être approchée par la mise en œuvre d'un test de percolation (annexe I) réalisé sur le terrain destiné à recevoir l'épandage.

Au cours de cette manipulation, le recueil des données particulières concernant la structure du sol, l'hydromorphie et la topographie offre le plus grand intérêt pour le choix et le dimensionnement du dispositif mis en place.

En tout état de cause, la protection des nappes d'eau sous-jacentes doit être assurée de manière permanente, notamment dans le cas où ces nappes sont réservées à la production d'eau alimentaire.

Le rejet des effluents vers le milieu hydraulique superficiel, considéré comme exceptionnel, ainsi que le rejet dans le sous-sol par l'intermédiaire de puits d'infiltration n'offrent pas les mêmes garanties, sur le plan sanitaire, que l'évacuation et l'épuration par épandage souterrain. En effet, si la sortie des installations de traitement (lits filtrants drainés et filtre bactérien percolateur), l'effluent même convenablement épuré présente toujours un certain niveau de contamination bactériologique qu'il convient de ne pas négliger. Aussi, le recours à l'une ou l'autre de ces solutions doit être examiné avec attention en considérant notamment les conséquences sur les usages du milieu récepteur situé à proximité.

Une attention toute particulière doit être exercée dans le cas où ce type d'installation est susceptible d'être utilisé pour desservir un nombre important de maisons d'habitation concentrées (lotissement par exemple). Enfin, il convient de rappeler que l'implantation de ces dispositifs reste assujéti :

- à l'existence d'une forte dénivellation pour ce qui concerne le lit filtrant drainé à flux vertical et le filtre bactérien percolateur ;
- à un avis particulier de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pour ce qui concerne le lit filtrant drainé à flux horizontal.

Le rejet vers le milieu hydraulique superficiel (fossé, cours d'eau, lac, étang) peut faire l'objet de prescriptions particulières, en accord avec la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, de la part du service gestionnaire dans le cas d'un rejet vers le fossé, ou de la part du service chargé de la police des eaux dans le cas d'un rejet en rivière. Dans tous les cas, l'effluent rejeté vers le milieu hydraulique superficiel doit respecter les conditions fixées par l'arrêté du 3 mars 1982 : 30 mg/litre pour les MES et 40 mg/litre pour le DBO 5.

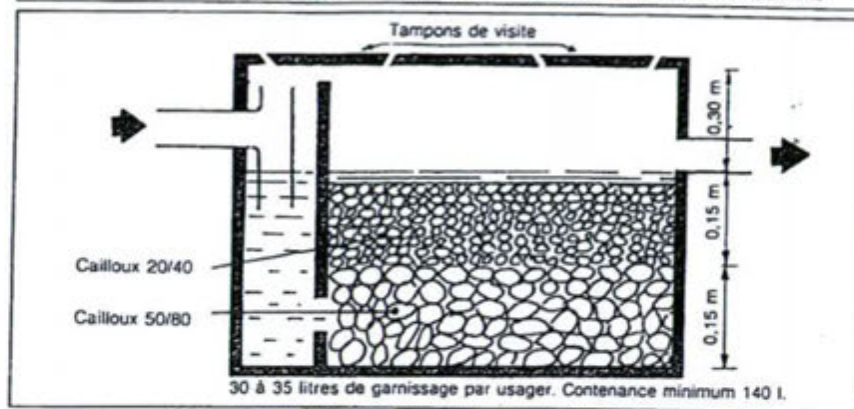
Ce seuil de rejet peut être rendu plus sévère par les autorités responsables, notamment lorsque les usages du milieu exigent une protection renforcée.

Enfin, si le rejet dans le sous-sol par puits d'infiltration des effluents convenablement épurés est autorisé, ce mode d'évacuation ne doit, en aucun cas, compromettre la qualité des eaux souterraines réservées à la production d'eau alimentaire. Conformément à l'article 21 de l'arrêté du 3 mars 1982, le puits d'infiltration ne peut être installé que pour effectuer un transit à travers une couche superficielle imperméable afin de rejoindre la couche sous-jacente perméable...

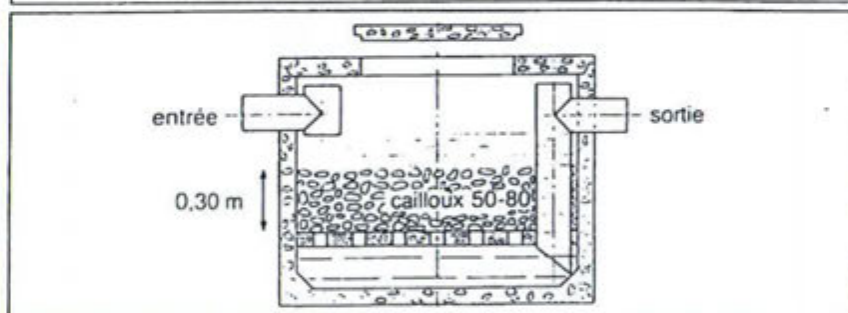
(4) Voir annexes effectifs de 13 août 1987 (p. 71).  
(5) Voir annexes effectifs de 28 octobre 1982 (p. 71).  
(6) Voir annexes effectifs de 12 août 1984 (p. 30).

## REALISATION D'UN PREFILTRE

PRÉFILTRE DE PROTECTION DE L'ÉPANDAGE A FONCTIONNEMENT DIT HORIZONTAL

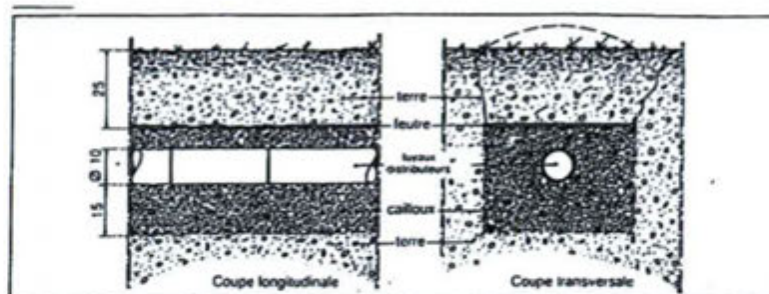


PRÉFILTRE A FONCTIONNEMENT DIT VERTICAL

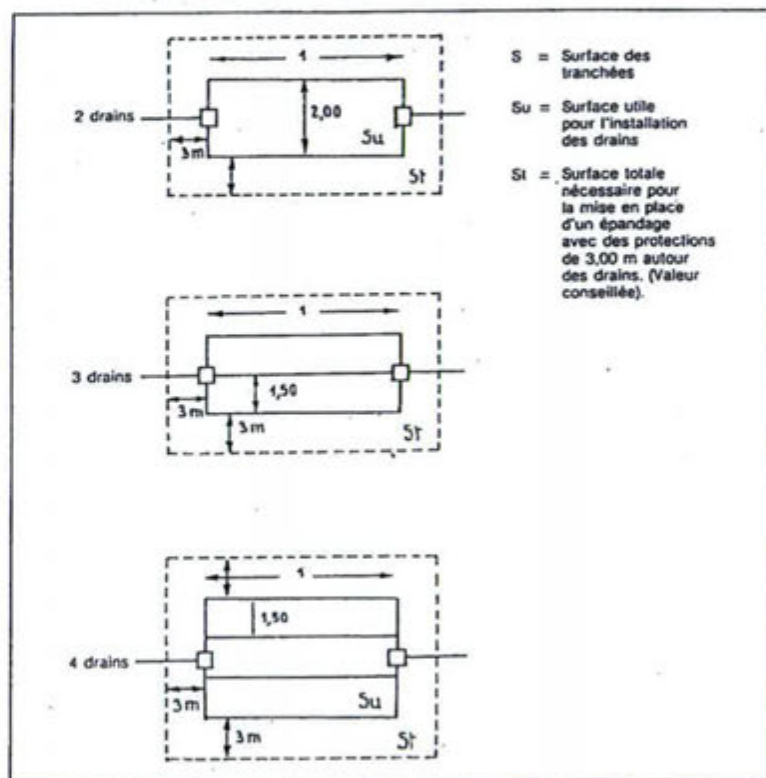




## REALISATION D'UN EPANDAGE PAR TRANCHEES FILTRANTES

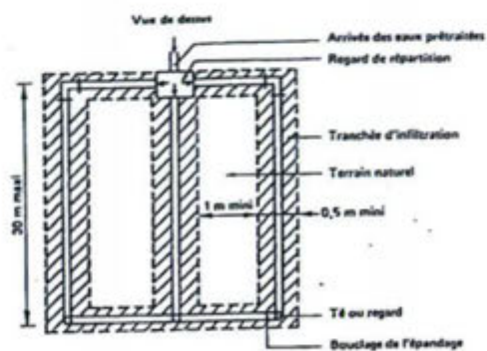


### COUPES DE TRANCHEES FILTRANTES

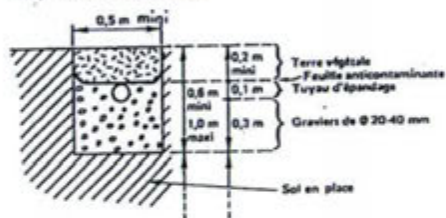


### OCCUPATION DU SOL PAR UN EPANDAGE SOUTERRAIN CONSTITUE DE TRANCHEES FILTRANTES

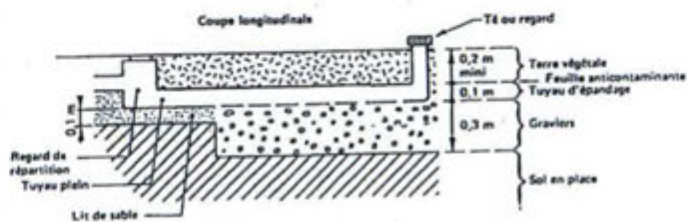
# **RÉALISATION D'UN ÉPANDAGE PAR TRANCHÉES FILTRANTES** (D'après l'arrêté ministériel du 06/05/96)



Coupe transversale d'une tranchée



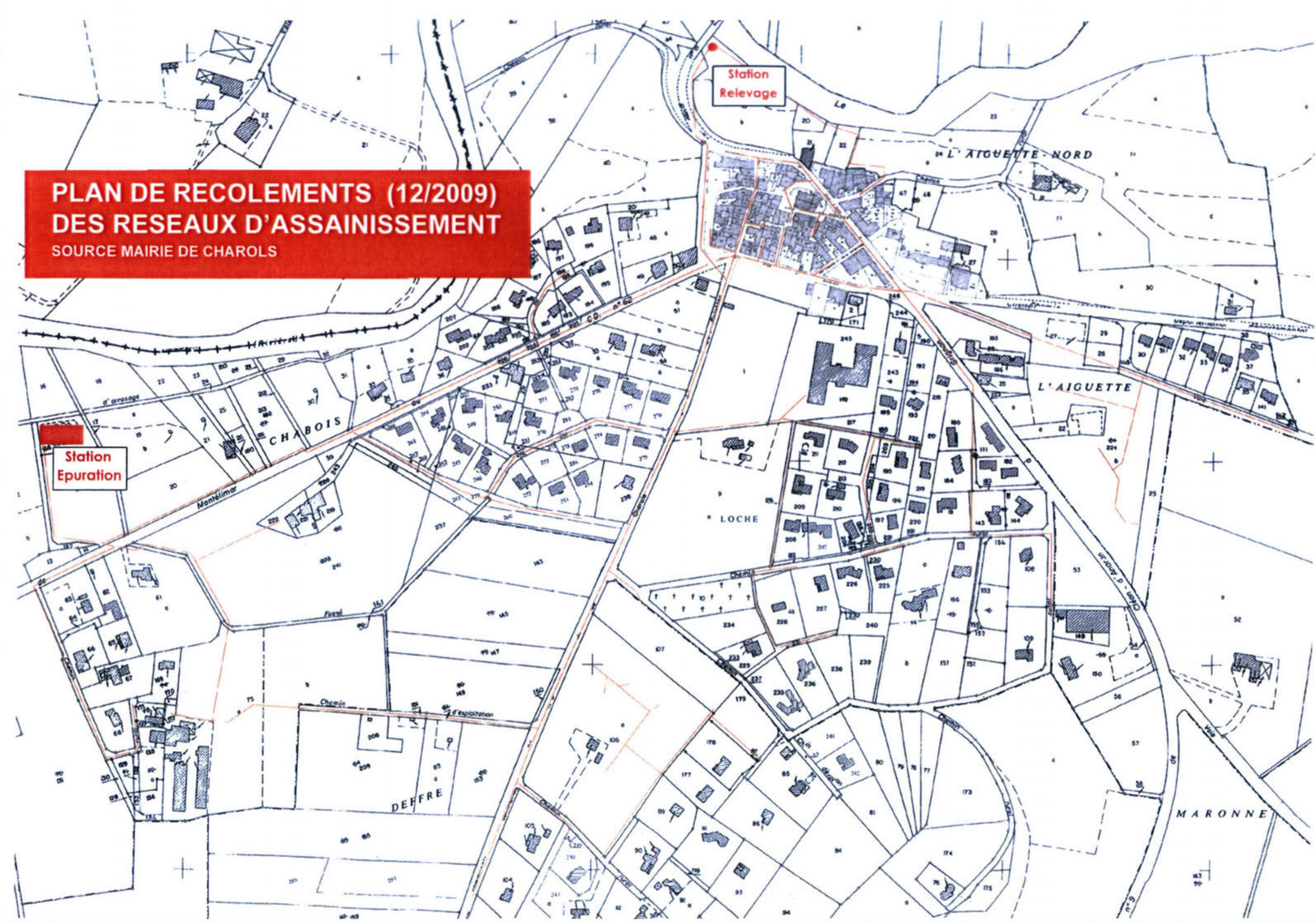
Coupe longitudinale



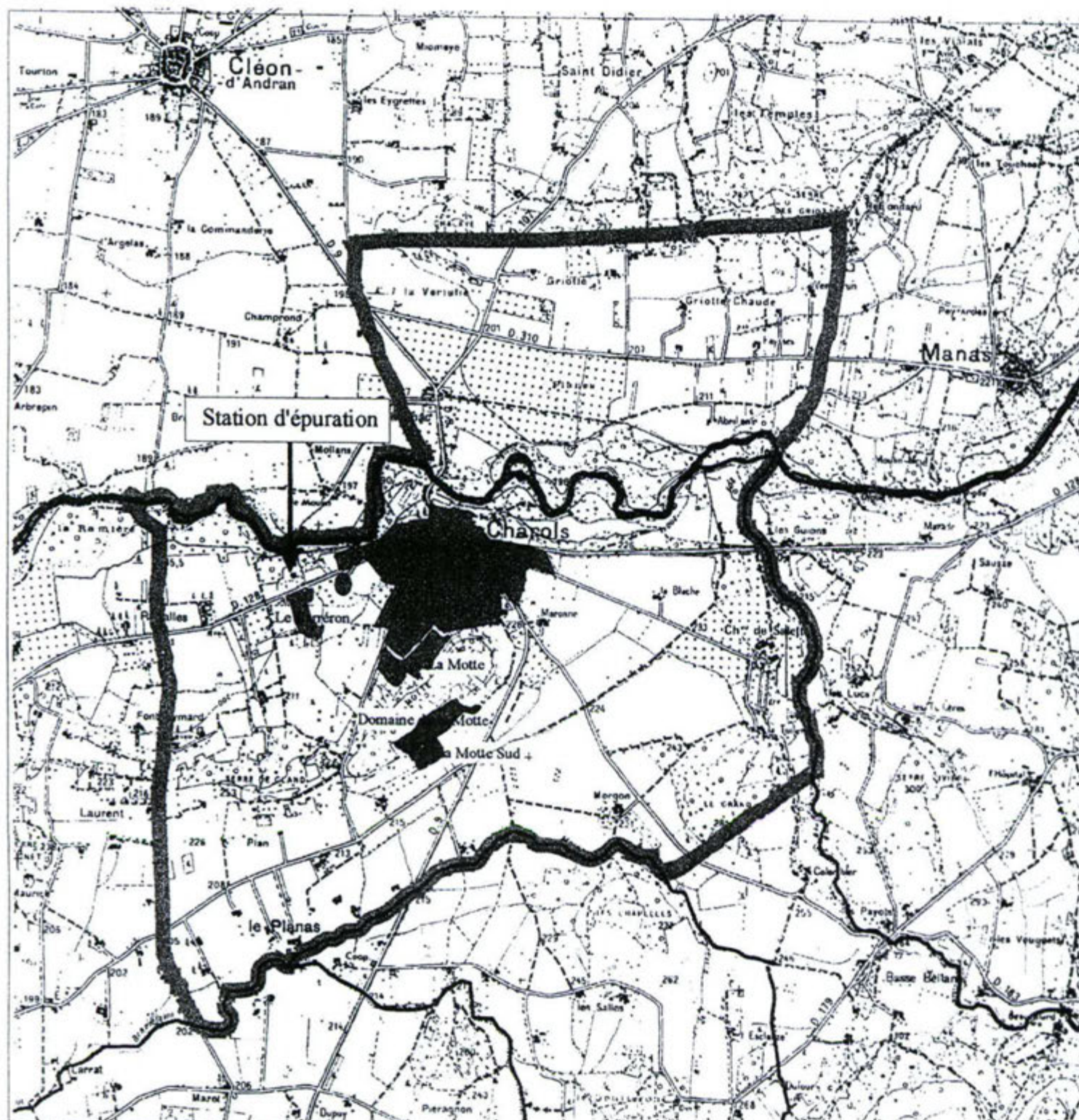
TRANCHÉES




**PLAN DE RECOLEMENTS (12/2009)**  
**DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT**  
SOURCE MAIRIE DE CHAROLS









## LEGENDE

 Limites communales

## ZONAGE

 Zone d'assainissement collectif

 Zone d'habitat groupé d'assainissement non collectif

L'habitat dispersé assaini de façon non collective n'est pas représenté sur ce plan.

ECHELLE : 1/25 000



**BILAN 24 H DE LA STATION DE  
CHAROLS  
CHEF-LIEU  
DU 18 AU 19 JUIN 2008**

***TABLE des MATIERES***

CONTEXTE DE L'ETUDE.	2
Communes et industriels raccordés	2
Niveau de rejets	2
Exploitant, Maître d'ouvrage, Constructeur	2
MESURE DES DEBITS ET CONFECTION D'ECHANTILLONS	3
Mesure des débits	3
Echantillonnages	3
CHARGES HYDRAULIQUES - RESULTATS DES ENREGISTREMENTS REPRESENTATIONS GRAPHIQUES	4
Résultats des mesures.	4
Commentaires.	4
RESULTATS DES ANALYSES ET DU CALCUL DES CHARGES ELIMINEES PAR LA STATION D'EPURATION	5
Analyses par files.	5
Pollution carbonée.	5
Commentaires sur la pollution carbonée	6
Pollution azotée.	6
Commentaires sur la pollution azotée	6
Pollution phosphorée.	7
Commentaires sur la pollution phosphorée	7
PARAMETRES du FONCTIONNEMENT	8
Utilisation des appareillages	8
Synthèse	8
FACTEURS DE CHARGES ENREGISTRES AU COURS DE L'ETUDE SUR LES ETAGES DE LA STATION D'EPURATION	9
Facteurs de charges hydrauliques	9
Commentaires.	9
Facteurs de charges organiques	10
Commentaires.	10
CONCLUSION	11
ANNEXES	13
ANNEXES 1	15
GRAPHIQUE DES DEBITS INSTANTANES	15
ANNEXES 2	17
RESULTATS D'ANALYSES	17

**CONTEXTE DE L'ETUDE**

La commune de CHAROLS Chef-lieu a mis en service le 01/01/1995 un ouvrage d'épuration d'une capacité de traitement de 500 équivalents habitants Cette installation met en œuvre le procédé dit "Lit bactérien".

L'étude a pour but de définir les charges de pollution reçues journallement et d'établir les rendements de l'épuration.

Station : CHAROLS Chef-lieu  
Code SANDRE : 060926078001  
Type d'épuration : Lit bactérien  
Boues digérées : Non

Capacité nominale  
500 EH  
75 m<sup>3</sup>/j  
27 kg DBO<sub>5</sub>/j

INSEE : 26078 No STEP : 1  
Mise en service : 01/01/1995 Autosurveillance :  
Technicien : Jean-Michel MONNET Nbre visites : 3  
Type EDF : BLEUhp BLEUhc BLANhp BLANhc ROUGHp ROUGHc Coefficient EDF : 1

Milieu récepteur : RIVIERE LE ROUBION  
Bassin versant : ROUBION  
Station météo : PUY SAINT MARTIN

Commentaire/Localisation

**Communes et industriels raccordés**

Commune raccordée	Recensée	Population	
		Saisonnnière	Raccordée
CHAROLS	501	0	175

Industriel raccordé	Debit	DBO
La Bastide Provençale	0	0
Des Voyageurs	0	0

**Niveau de rejets**

Paramètres	DBO	DCO	MES	NTK	NH4	NO2	NO3	NGL	PT
Concentration (mg/l)	35								
Rendement (%)	60	60	50						

**Exploitant, Maître d'ouvrage, Constructeur**

Exploitant	Maître d'ouvrage	Constructeur
Hervé ICARD	Hervé ICARD	
Maire MAIRIE 26450 CHAROLS	Maire MAIRIE 26450 CHAROLS	



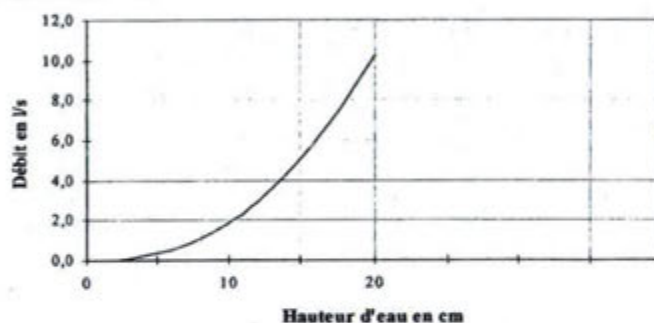
**MESURE DES DÉBITS ET CONFECTION D'ÉCHANTILLONNAGES****Mesure des débits**

La mesure des débits a été effectuée à l'aide du canal débitmétrique qui existe à la sortie de la station d'épuration. Un seuil préfabriqué dit de "GOURLEY" a été installé par le constructeur sur cet ouvrage.

La courbe d'étalonnage du déversoir est la suivante :

Déversoir : **GOURLEY**

Paramètres : **45°**



Le matériel de mesure est une "Centrale d'acquisition" de données sur un support informatisé, ce qui présente l'avantage d'un traitement des enregistrements en continu, et une grande souplesse d'exploitation. La mesure de la hauteur d'eau est effectuée au moyen d'un enregistreur de type « bulle à bulle » (SIGMA 950 ou ISCO 4230).

L'appareil asservit le prélèvement des échantillons au débit décompté selon un volume de référence établi par l'utilisateur.

**Echantillonnages**

Les échantillons ont été confectionnés à l'entrée et à la sortie de la station d'épuration proportionnellement au comptage réalisé par la Centrale d'acquisition des données en service dans le S.A.T.E.S.E.

A l'entrée de la station d'épuration, le matériel utilisé de marque ISCO met en œuvre le principe de prélèvement des eaux par pompe péristaltique.

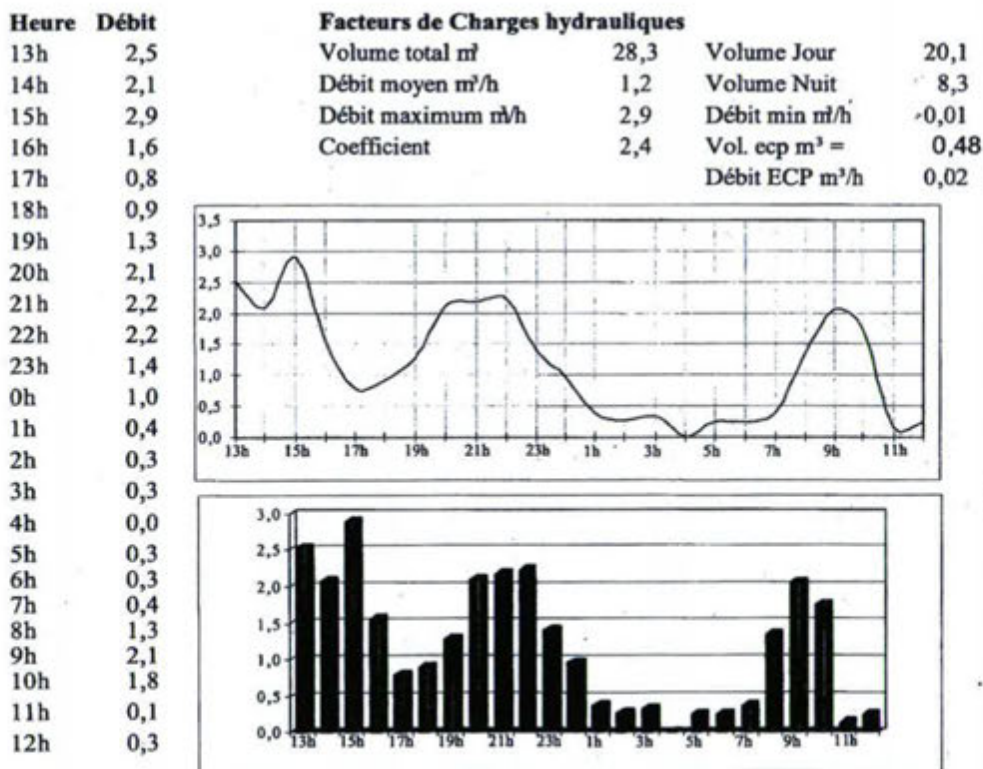
Les prélèvements se sont effectués dans un réceptacle confectionné par le S.A.T.E.S.E. à l'aval immédiat du dégrilleur situé en entrée de la station d'épuration.

Les prélèvements à la sortie de la station d'épuration ont été confectionnés à partir d'un matériel de terrain, de marque "ISCO", qui a permis de réaliser un échantillon moyen de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. La technique utilisée est celle des prélèvements par pompe péristaltique.

## CHARGES HYDRAULIQUES - RÉSULTATS DES ENREGISTREMENTS REPRÉSENTATIONS GRAPHIQUES

### Résultats des mesures.

Le tableau suivant comporte le résultat des paramètres sur les charges hydrauliques.  
La courbe représentant les débits horaires sur 24 h en m<sup>3</sup> est la suivante.



### Commentaires.

Le volume en sortie de station est de 28,6 m<sup>3</sup>/j.

Le débit nocturne permet de définir la part d'eaux claires parasites entrant dans la station d'épuration à savoir 0,02 m<sup>3</sup>/h, soit 0,48 m<sup>3</sup>/j.

Le volume total d'eaux transitant journellement dans la station d'épuration étant de 28,3 m<sup>3</sup>/j, la part d'eaux claires parasites constitue environ 1,7 % de la charge hydraulique reçue ce qui est très négligeable.

## RÉSULTATS DES ANALYSES ET DU CALCUL DES CHARGES ÉLIMINÉES PAR LA STATION D'ÉPURATION

### Analyses par files.

Analyses	Point de mesure (mg/l)	DBO <sub>5</sub>	DCO	MES T	NTK	NNH <sub>4</sub>	NNO <sub>2</sub>	NN O <sub>3</sub>	Pt	pH
File 3J	PM31:Entrée station (Effluent eau)	400	923	333	89,8	89	0,02	0,2	15,4	7,9
File 3J	PM32:Sortie station (Effluent eau)	16	114	34	27,7	27,7	1,39	5,4	10,7	7,9

Analyses	Point de mesure (mg/l)	DBO <sub>5ad2</sub>	DCO <sub>ad2</sub>	MO
File 3J	PM31:Entrée station (Effluent eau)	337	734	469,3
File 3J	PM32:Sortie station (Effluent eau)	14	113	47,0

### Pollution carbonée.

Les résultats des analyses, du calcul des charges et des rendements sont mentionnés ci-après.

#### Résultats des analyses (mg/l)

Période 24h	DBO <sub>5</sub>	DCO	MEST
Entrée	400,0	923,0	333,0
Sortie	16,0	114,0	34,0

#### Charges (kg) et Rendement

##### Elimination DBO en Kg

DBOentrée	DBOsortie	Rendement
11,3	0,5	96,0%



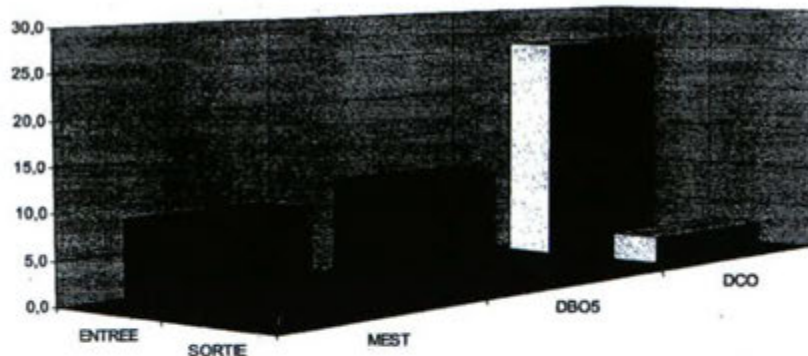
##### Elimination DCO en Kg

DCOentrée	DCOsortie	Rendement
26,1	3,2	87,6%



##### Elimination MEST en Kg

MESTentrée	MESTsortie	Rendement
9,4	1,0	89,8%





**Résultats des analyses (mg/l) après décantation 2h**

Période 24h	DBO5ad2	DCOad2	M.O
Entrée	337,0	734,0	469,3
Sortie	14,0	113,0	47,0

**Elimination DBOad2 en Kg**

DBOad2e	DBOad2s	Rendement
9,5	0,4	95,8%

**Elimination DCOad2 en Kg**

DCOad2e	DCOad2s	Rendement
20,8	3,2	84,6%

**Elimination M.O en Kg**

MOentrée	MOsortie	Rendement
13,3	1,3	90,0%

**Commentaires sur la pollution carbonée**

Les rendements épuratoires sont très bons et conformes aux exigences réglementaires.

La charge organique entrante correspond à 42 % de la capacité nominale de la station. (à 60 g de DBO5 par habitant et par jour)

**Pollution azotée.**

Les résultats des analyses, du calcul des charges et des rendements sont mentionnés ci- après.

**Résultats des analyses (mg/l)**

Période 24h	NTK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	NGL
Entrée	89,80	89,00	0,02	0,20	
Sortie	27,70	27,70	1,39	5,40	34,49

**Charges (kg) et Rendement****Elimination NTK en Kg**

NTKentrée	NTKsortie	Rendement
2,54	0,78	69,2%

**Commentaires sur la pollution azotée**

Les résultats concernant l'élimination de la pollution azotée sont satisfaisants, d'autant qu'aucune exigence n'est fixée sur ce paramètre.

**Pollution phosphorée.**

Les résultats des analyses, du calcul des charges et des rendements sont mentionnés ci-après.

**Résultats des analyses (mg/l)**

Période 24h	Pho-total
Entrée	15,40
Sortie	10,70

**Charges (kg) et Rendement****Elimination Pt en Kg**

Pt entrée	Pt sortie	Rendement
0,44	0,30	30,5%

**Commentaires sur la pollution phosphorée**

Les résultats concernant l'élimination de la pollution phosphorée sont satisfaisants, d'autant qu'aucune exigence n'est fixée sur ce paramètre.

**PARAMETRES du FONCTIONNEMENT****Utilisation des appareillages**

Appareil	Avant	Visite	kwh/j	m³/j	h/j
Pompe de relevage N°1-FLYGT CP 3085 MT 4	14970	14970	0	0	0
Pompe de relevage N°2-FLYGT CP 3085 MT 4	11699	11706	14	56	7
Moto réducteur Dégrilleur SEW USCOME	1762	1762	0		0
Pompe de recirculation des boues N°1-FLY	19846	19853	8,4	168	7
Pompe de recirculation des boues N°2-FLY	18126	18133	8,4	168	7
Brasseur FLYGT SR 4630 hélice 300mm	5155	5157	3		2
Moto réducteur Racle à graisses	5897	5900			3
Aéroflott	5814	5814			0

**Remarques :**

Nous avons constaté le dysfonctionnement de la pompe de relevage n°1 et de l'aéroflott.  
Le nécessaire a été fait afin de les remettre en service rapidement.

**Synthèse****Rendements énergétiques**

Consommation énergie globale	31,0	kwh/j
Rendement énergie/DBO5	2,7	Kwh/kg DBO5 éliminé
Rendement énergie/Volume traité	1,1	Kwh/m³

**Ratios remarquables**

Ratio N	0,22
Ratio P	0,04
DCO/DBO	2,31
MES/DBO	0,83
DBO/NTK	4,45
DBO/PT	25,97



# FACTEURS DE CHARGES ENREGISTRÉS AU COURS DE L'ÉTUDE SUR LES ÉTAGES DE LA STATION D'ÉPURATION

## Facteurs de charges hydrauliques

La charge hydraulique est représentative d'une population de **189** équivalents habitants à raison de **150** l/j.equhab. Cette charge représente **37,8%** de la capacité hydraulique admissible sur la station d'épuration.

Capacité hydraulique	
Utilisée	37,8%
Restant	62,2%



## Commentaires.

La capacité hydraulique nominale de la station est bien supérieure à celle de la charge hydraulique qui lui est appliquée.

**Facteurs de charges organiques**

La charge organique est représentative d'une population de 210 équivalents habitants à raison de 54 g/j.equhab. Cette charge représente 42,0% de la capacité organique admissible sur la station d'épuration.

Charges organiques	
Utilisée	42,0%
Restant	58,0%

**Commentaires.**

La capacité nominale de traitement de la station est bien supérieure à celle de la charge de pollution qui lui est appliquée.

**CONCLUSION**

- ♦ Les paramètres appréhendés pour définir la qualité de l'eau en sortie sont la Demande Biologique en Oxygène (DBO), la Demande Chimique en Oxygène (DCO) ainsi que les Matières En Suspension Totales (MEST).

Ils sont respectivement de 60% pour le paramètre DCO, 60% pour la DBO5 et 50% pour la MEST.

La concentration en DBO5 doit être inférieure à 35 mg/l.

L'évaluation de la conformité de votre station se fait sur la concentration en DBO5 et/ou sur les rendements épuratoires des différents paramètres

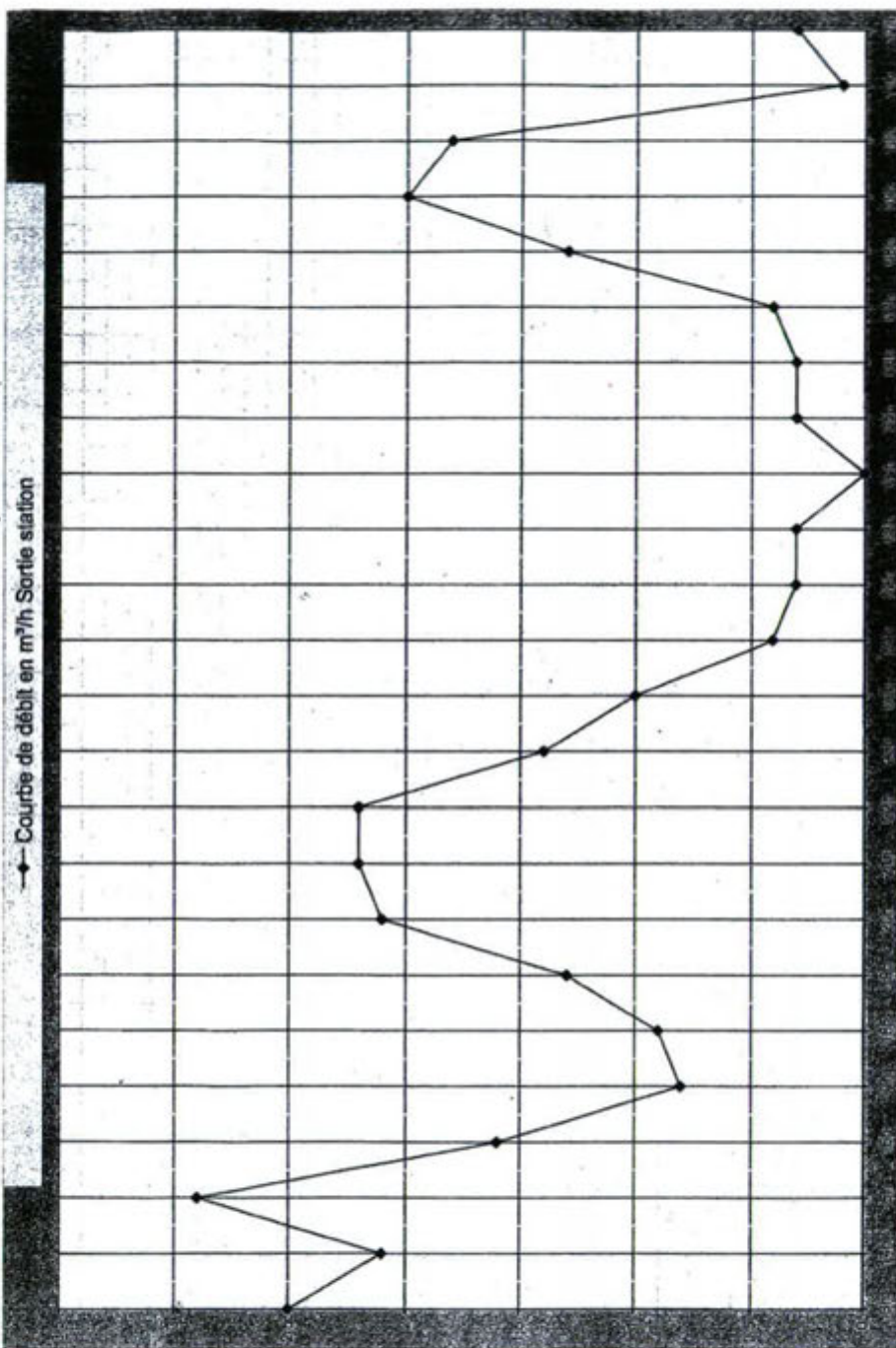
L'effluent moyen 24h prélevé en sortie admet des concentrations de :

- ♦ 16 mg/L pour la DBO
  - ♦ 114 mg/L pour la DCO
  - ♦ 34 mg/L pour les MEST.
- ♦ **Les résultats et les rendements obtenus sur les éléments polluants respectent les exigences réglementaires fixées par l'arrêté du 22 juin 2007.**
  - ♦ La station a été dimensionnée pour 500 équivalent-habitant EH (un EH est égal à 150 litres/jour).  
La charge hydraulique traitée est équivalente à 37,8 % de la capacité de la station. La part d'eaux claires parasites étant estimée à 1.7 % de la charge reçue, la part d'eaux usées strictes représente 189 EH.
  - ♦ La station a été dimensionnée pour un équivalent-habitant égal à 60 g de DBO<sub>5</sub>/jour. La pollution organique traitée lors du bilan est équivalente à 42 % de la capacité de la station, représentant 210 EH.
  - ♦ L'entretien et l'exploitation de la station d'épuration sont très satisfaisants.



## ANNEXES

**ANNEXES 1**  
**GRAPHIQUE DES DEBITS INSTANTANES**





**ANNEXES 2**  
**RESULTATS D'ANALYSES**



laboratoires

ENVIRONNEMENT - SÉCURITÉ ALIMENTAIRE - AGRICULTURE  
ADREMENT DES MINISTÈRES CHARGÉS DE LA SANTÉ, DE L'AGRICULTURE  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE - MEMBRE DE AFNOR, RAEMA, AGLAE BIPEA, AISTM

Destinataire: **SATESE 26 - CONSEIL GENERAL DE LA  
DROME  
SERVICE GESTION DE L'EAU  
26 AV PRESIDENT HERRIOT  
SATESE 26  
26026 VALENCE CEDEX 9  
France**

Rapport d'essai n° 1227422

Lieu de prélèvement: STEP DE CHAROLS - ENTREE

Code point fixe:

Commune: CHAROLS

Nature: Effluent urbain

Prélevé le 18/06/2008 par SATESE 26

Température de l'échantillon à l'arrivée: non relevée

Imprimé le 16/07/2008

Origine de l'eau:

Reçu le 20/06/2008

Date de première impression

Code n° 170434 Echantillon n° 1227422

Libellé de l'échantillon: EFFLUENT URBAIN MOYEN 24 H DU 18/06/08 - ENTREE

Commentaires (3): Pas de commentaires particuliers.

Code Sondre	Paramètres physicochimiques	Méthode	Résultats	Unités	SQ(1)	CMA
	Date de mise en analyse (Chimie eff)		20/06/2008			
1302	PH (mesure au laboratoire) (*)	NF T 90 008	7.90	unité pH		
	Température à la mesure du pH		19.40	°C		
1305	Matières en suspension totales (*)	NF EN 872	333	mg/L	5	
1314	Demande chimique en oxygène (*)	NF T 90 101	734	mg(O <sub>2</sub> )/L	15	
1096	DCO après décantation 2h (*)	NF T 90 101	923	mg(O <sub>2</sub> )/L	30	
1313	Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> ) (*)	NF EN 1899-2	400	mg(O <sub>2</sub> )/L	3	
1313	DBO <sub>5</sub> après décantation 2h (*)	NF EN 1899-2	337	mg(O <sub>2</sub> )/L	3	
1319	Azote Kjeldahl (N) (*)	NF EN 25663	89.8	mg/L	1	
1340	Nitrates (*)	NF EN ISO 10304-2	< 0.2	mg(N)/L	0.2	
1339	Nitrites (*)	NF EN ISO 10304-2	< 0.02	mg(N)/L	0.02	
1551	Azote global	Calcul	89.80	mg(N)/L	1.2	
1350	Phosphore total (P) (*)	NF EN 1189	15.4	mg(P)/L	0.3	

Fin du rapport n° 1227422

Signé électroniquement par : Jean-Pierre CASTILLO, Ingénieur Chimiste signataire habilité

Page 1 sur 2

HYDROOBSERVE Rev 06/08



LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

ANTENNE DRÔME - 37 AVENUE LAUTAGNE - BP 118, 26004 VALENCE CEDEX 9 - TÉL: 04 75 81 70 70 - FAX: 04 75 81 70 71

ANTENNE ARDÈCHE - ZONE DE CHAMBOULAS - 07200 UCCEL - TÉL: 04 75 37 45 82 - FAX: 04 75 88 36 45

laboratoires@ladrome.fr - www.LDA26.com - SIREN 222 6000 17 - SIRET 222 6000 17 003 62 - CODE APE 743B

Seules certaines prestations sont couvertes par l'accréditation. Accréditation COFRAC n° 1-0852, 1-1873, liste des sites accrédités et portée disponible sur www.cofrac.fr



laboratoires

ENVIRONNEMENT - SECURITE ALIMENTAIRE - AGRICULTURE  
AGREMENT DES MINISTRES CHARGES DE LA SANTE, DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE - MEMBRE DE AFNOR, RAEMA, AGLAE, BIPEA, AGHTM

Destinataire: **SATESE 26 - CONSEIL GENERAL DE LA  
DROME  
SERVICE GESTION DE L'EAU  
26 AV PRESIDENT HERRIOT  
SATESE 26  
26026 VALENCE CEDEX 9  
France**

Rapport d'essai n° 1227425

Lieu de prélèvement : STEP DE CHAROLS - SORTIE

Code point fixe :

Commune: CHAROLS

Nature: Effluent urbain

Prélevé le 18/06/2008 par SATESE 26

Température de l'échantillon à l'arrivée: non relevée

Imprimé le 16/07/2008

Origine de l'eau :

Reçu le 20/06/2008

Date de première impression

Courrier n° 170434 Echantillon n° 1227425

Libellé de l'échantillon : EFFLUENT URBAIN MOYEN 24 H DU 18/06/08 - SORTIE

Commentaires (3): Pas de commentaires particuliers.

Code Sandre	Paramètres physicochimiques	Méthode	Résultats	Unités	SQ(1)	CMA
	Date de mise en analyse (Chimie eff)		20/06/2008			
1302	PH (mesure au laboratoire) (*)	NF T 90 008	7.90	unité pH		
	Température à la mesure du pH		20.20	°C		
1305	Matières en suspension totales (*)	NF EN 872	34	mg/L	5	
1314	Demande chimique en oxygène (*)	NF T 90 101	114	mg(O <sub>2</sub> )/L	15	
1096	DCO après décantation 2h (*)	NF T 90 101	113	mg(O <sub>2</sub> )/L	30	
1313	Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> ) (*)	NF EN 1899-2	16	mg(O <sub>2</sub> )/L	3	
11	DBO <sub>5</sub> après décantation 2h (*)	NF EN 1899-2	14	mg(O <sub>2</sub> )/L	3	
1319	Azote Kjeldahl (N) (*)	NF EN 25663	27.7	mg/L	1	
1340	Nitrates (*)	NF EN ISO 10304-2	5.4	mg(N)/L	0.2	
1339	Nitrites (*)	NF EN ISO 10304-2	1.39	mg(N)/L	0.02	
1551	Azote global	Calcul	34.49	mg(N)/L	1.2	
1350	Phosphore total (P) (*)	NF EN 1189	10.7	mg(P)/L	0.3	

Fin du rapport n° 1227425

Signé électroniquement par : Jean-Pierre CASTILLO, Ingénieur Chimiste signataire habilité

Page 1 sur 2

HYDROCHIMIE Rev 06/06/08



LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES

ANTENNE DRÔME - 37 AVENUE LAUTAGNE - BP 118, 26904 VALENCE CEDEX 9 - TÉL: 04 75 81 70 70 - FAX: 04 75 81 70 71

ANTENNE ARDÈCHE - ZONE DE CHAMBOULAS - 07200 UCEL - TÉL: 04 75 37 45 82 - FAX: 04 75 88 38 45

laboratoires@ladrome.fr - www.LDA26.com - SIREN 222 6000 17 - SIRET 222 6000 17 003 62 - CODE APE 743B

Seules certaines prestations sont couvertes par l'accréditation. Accréditation Cofrac n° 1-0852, 1-1873, liste des sites accrédités et portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)



**CENTRE MONTÉLIMAR**

Chemin de la Fonderie  
BP 137~ 26216 Montélimar Cedex  
Tél. 04 75 00 12 00 - Tlc : 04 75 01 71 75

**SAUR**

**Mairie de Charols**

Monsieur le Maire

**26450 CHAROLS**

Montélimar, le 8 juillet 2009

Emetteur : Bertrand PARADIS / NT

Objet/Réf. de l'affaire : Contrôle de votre (vos) installation(s) d'assainissement non collectif

N/Réf. : Services Techniques - ☎ 04.75.00.12.29

V/Réf. : /

*Paradis Bertrand*  
*Services Techniques*

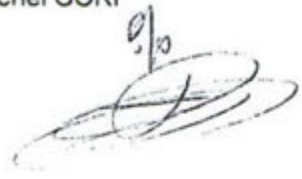
Monsieur le Maire,

Veillez trouver ci-joint le plan des contrôles des installations d'assainissement non collectif sur la commune de Charols.

Nous vous en souhaitons bonne réception et nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

LE CHEF DE SECTEUR,  
Michel GORI

*9/3*  


PJ : 1


SAUR

Siège social : Atlantis - 1 avenue Eugène Freyssinet - 78280 Guyancourt

Tél. 01 30 60 04 00 - Tlc : 01 30 60 27 89 - [www.saur.com](http://www.saur.com)

Saur : S.A.S. au capital de 101 320 000 € - 100 320 000 R.E.S. 9555555 - TVA intracommunautaire : FR 20 330 379 504 - SAE 1600 Z





**- ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF -**

**BILAN DES CONTROLES**  
**REALISES SUR LA COMMUNE DE**  
**CHAROLS**

*Mai 2009*





## Sommaire

Introduction.....	3
I. Objectif du diagnostic.....	4
II. Cadre réglementaire .....	4
2.1. Responsabilités de la collectivité.....	4
2.2. Responsabilités de l'utilisateur .....	4
III. Diagnostics réalisés sur la commune de CHAROLS .....	5
3.1. Déroulement de la visite .....	5
3.2. Analyse des résultats pour CHAROLS.....	6
3.2.1. Détail des diagnostics non effectués .....	6
3.2.1.1. Refus .....	6
3.2.1.2. Absents .....	6
3.2.1.3. Installations inhabitables.....	7
3.2.1.4. Installations neuves ou en cours de réhabilitation .....	7
3.2.2. Détail des diagnostics effectués.....	8
3.2.2.1. Cas des installations non conformes avec réhabilitation urgente (avis défavorable – priorité 1).....	8
3.2.2.2. Cas de installations non conformes présentant des risques sanitaires et environnementaux faibles (avis favorable avec réserve – priorité 2) .....	9
3.2.2.3. Cas des installations non-conformes mais sans risques sanitaires et environnementaux (avis favorable avec réserve – priorité 3) .....	9
3.2.2.4. Cas des installations conformes (priorité 4) .....	9
ANNEXES .....	10





## Introduction

Par application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et par les modalités de contrôle technique de l'arrêté du 6 mai 1996, la Communauté de Communes du Pays de Marsanne dont fait partie la commune de CHAROLS a créée son Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

La collectivité a décidé de confier la réalisation des « contrôles et diagnostics de bon fonctionnement » et des contrôles du neuf à la société SAUR.

Ces diagnostics sont principalement un état des lieux dont le but est d'évaluer les risques sanitaires et environnementaux. Les résultats permettront aux responsables communaux de définir et prioriser les travaux à réaliser en concertation avec chaque usager concerné.

Le présent rapport décrit et commente l'ensemble des résultats recueillis au cours de l'étude réalisée par la société SAUR.

Au moment de la réalisation de ce document, la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 a été votée mais les arrêtés en découlant ne sont toujours pas sortis. La synthèse s'appuie donc sur la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992 et les arrêtés du 6 mai 1996.



## I. Objectif du diagnostic

Le diagnostic consiste en une visite du dispositif d'assainissement ayant pour but de rendre compte de l'impact de la filière vis-à-vis de la salubrité publique et de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Cet état des lieux a pour objectif de définir les priorités d'interventions et d'identifier les « points particuliers » liés à des rejets d'effluents non traités dans des milieux récepteurs sensibles.

L'ensemble des informations collectées constituera la base de données du SPANC. Celle-ci est indispensable pour mettre en place le contrôle périodique de bon fonctionnement.

## II. Cadre réglementaire

### 2.1. Responsabilités de la collectivité

La loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes en matière d'assainissement non collectif.

L'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « les communes prennent en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif ».

Ces obligations devant être assurées avant le 31 décembre 2005.

La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 a reporté cette date au 31 décembre 2012.

### 2.2. Responsabilités de l'usager

Elles sont fixées par la réglementation applicable et par le règlement du SPANC, elles concernent :

- la conception, la réalisation, le financement des études et des travaux qui relèvent du propriétaire,
- le bon état de fonctionnement des ouvrages qui supposent :
  - leur réparation par le propriétaire,
  - leur entretien et leur bonne utilisation par l'occupant,
- la soumission des installations aux contrôles de conception et de bonne exécution pour les propriétaires ainsi qu'aux contrôles de bon fonctionnement et, le cas échéant, d'entretien pour l'occupant,
- l'accessibilité aux ouvrages,
- l'accès des agents du SPANC aux ouvrages sur terrain privé pour contrôles,
- l'adéquation du fonctionnement de l'installation avec son dimensionnement.

Le manquement de l'usager aux obligations ci-dessus est susceptible d'engager sa responsabilité :

- civile, en cas de dommages causés aux tiers par le mauvais fonctionnement de l'installation,
- pénale, en cas d'infraction aux dispositions des codes (Santé, Construction, Urbanisme et Environnement).





### III. Diagnostics réalisés sur la commune de CHAROLS

L'assainissement non collectif concerne toutes les habitations non raccordées au réseau collectif.

Les eaux usées produites par une habitation doivent être épurées avant d'être rejetées au milieu naturel. L'assainissement individuel se caractérise par la mise en place d'un dispositif composé d'un système de prétraitement et de traitement. Le système de traitement dépend notamment de l'aptitude du sol à l'infiltration.

#### 3.1. Déroulement de la visite

Au cours de chaque visite, une plaquette explicative est distribuée à l'usager. Ce document porte sur la réglementation, les responsabilités et la description des dispositifs d'assainissement actuels.

Le diagnostic commence avec le propriétaire ou son représentant, par la visite et la description de l'installation. Pendant cette étape, un schéma du dispositif est réalisé. Il reprend les éléments constitutifs de l'installation (fosse, bac à graisse, type d'épandage... etc), l'écoulement des eaux pluviales, les puits et les points de rejet s'ils existent.

Si elles sont accessibles ou peu enterrées, un niveau de boue est réalisé dans les fosses (septiques et toutes eaux) afin de connaître leurs taux de remplissage. A l'aide de cette indication, une date approximative peut être déterminée pour la prochaine vidange.

Ensuite, le formulaire de diagnostic est instruit. Il s'appuie en majeure partie sur des points techniques et sur des documents relatifs à l'installation. Ce formulaire nommé FO3 reprend en détail les différents points abordés ci-dessous :

- existence, localisation et description de la filière : collecte, prétraitement traitement, dispersion/rejet des effluents ;
- dimensionnement adapté, respect d'une distance minimale de 35 m par rapport à tout captage d'eau utilisé pour la consommation humaine ;
- collecte de l'ensemble des eaux usées pour lesquelles l'ouvrage est prévu, à l'exclusion de toute autre (notamment eaux pluviales) ;
- ventilation des ouvrages de prétraitement ;
- dégagement et accessibilité des regards d'accès et tampons pour l'entretien ;
- fonctionnement de l'ouvrage ;
- état des ouvrages accessibles (fissures, corrosion) ;
- bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
- fréquence et nature des entretiens ;
- préservation de la salubrité publique et absence de pollution ;
- nuisances constatées.

Le technicien réalise une synthèse rapide de tous ces points et apporte des conseils personnalisés sur l'installation et son entretien au particulier.

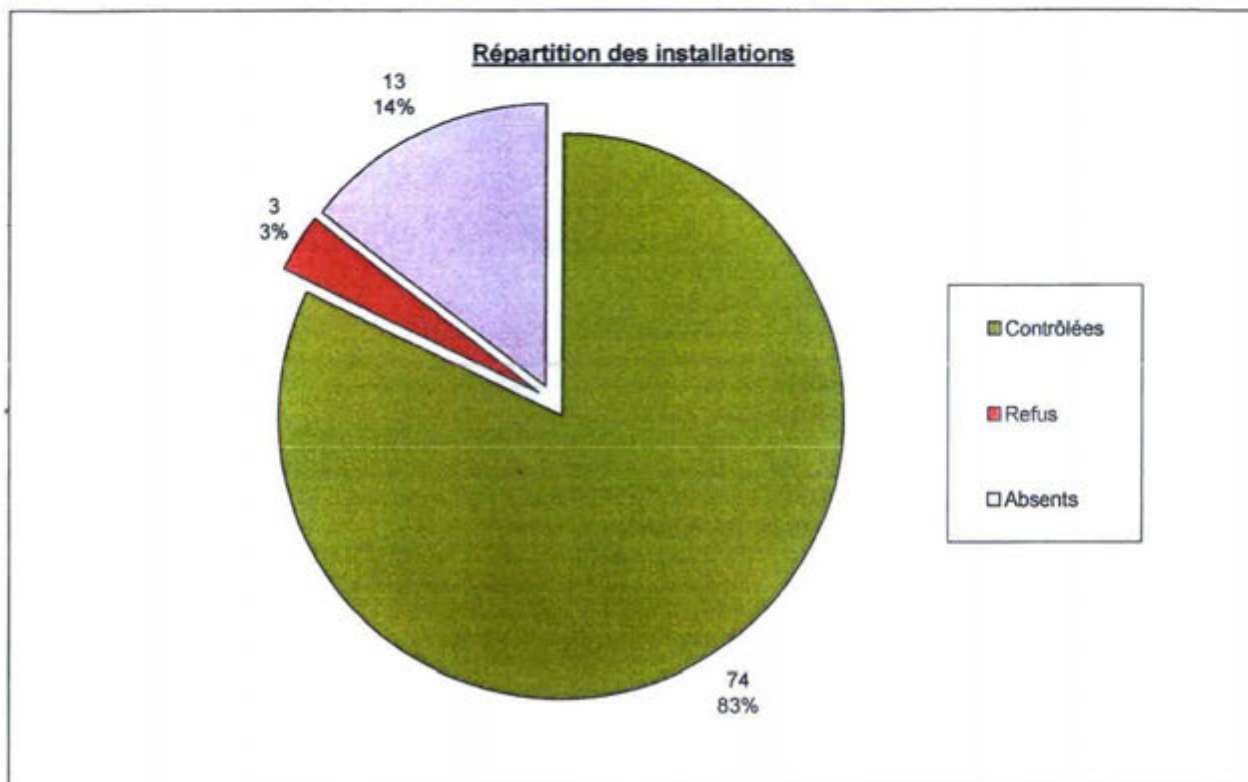
A la fin du diagnostic, le contrôleur remet un bon de visite à l'usager. Ce bon reprend la date, l'identité du propriétaire, l'adresse de l'installation, l'objet de la visite et la signature de la personne contrôlée et du technicien. Ce bon atteste du contrôle de « diagnostic et de bon fonctionnement ».





### 3.2. Analyse des résultats pour CHAROLS

Sur la commune de CHAROLS, 90 installations étaient concernées par les diagnostics, 74 ont pu être contrôlées.



#### 3.2.1. Détail des diagnostics non effectués

##### 3.2.1.1. Refus

Trois personnes ont refusé de faire le contrôle :

- Monsieur ANTON Jean – Qt La Motte (ZD 86) ;
- Monsieur BILLIA François – Qt La Vertulie (ZK 12) ;
- Monsieur RICHARD André – Château des Salettes (ZE 9).

##### 3.2.1.2. Absents

Treize installations n'ont pas pu être diagnostiquées car les personnes suivantes n'ont pas donné suite à nos relances par courriers et/ou appels téléphoniques :

- Monsieur BLASCO Gérard - La Motte Ouest (ZD 111) ;
- Monsieur BOIREAU Bernard - La Motte Sud (ZD 124) ;
- Monsieur BORNE Yves - La Motte (ZD 272) ;
- Monsieur BORTHIEWIEZ José - Serre de Gland (ZH 25) ;
- Monsieur CHAPPUIS Claude - La Motte Sud (ZD 125) ;



### **3.2.1.2. Absents (suite)**

- Monsieur FOURRES Pierre - Le Planas (ZH 74) ;
- Monsieur GUILLAUD Jean - La Motte Ouest (ZD 91) ;
- Monsieur HEBBELYNK Marcel - Le Planas (ZD 129) ;
- Monsieur GILLES Mickael - quartier de la motte (ZD 241) ;
- Monsieur OLIVET Jean-Louis - Le Planas (ZH 77) ;
- Monsieur PAOLIELLO Charles - La Motte Sud (ZD 123) ;
- Monsieur REMENIERAS Philippe - Clot (ZI 98) ;
- Monsieur RODET Emile - Griotte (ZB 25) ;
- Monsieur THEISSE Jean-Pierre - La Motte Sud (ZD 120).

### **3.2.1.3. Installations inhabitables**

Deux installations n'ont pas été contrôlées car elles n'étaient pas habitables, et nécessiteront donc une réhabilitation :

- Route de la Bégude (ZD 73) : ruine appartenant à Monsieur ANDRE François ;
- Route de la Bégude (ZD 22) : ruine appartenant à Madame ROUGON Armelle.

### **3.2.1.4. Installations neuves ou en cours de réhabilitation**

Les installations suivantes ont été contrôlées dans le cadre d'un permis de construire ou d'une réhabilitation :

- Monsieur CABROL Marcel – Qt Les Griottes (ZK 38) : contrôle de conception uniquement ;
- Monsieur DARGAISSE Grégory, Madame Priska ROMAN – Qt La Motte (ZD 89) : contrôle de conception uniquement ;
- Monsieur ICARD Roland – Qt Le Clot (ZI 127) : contrôle de conception et de bonne exécution des travaux effectués ;
- Monsieur MOINS Lionel – Qt Les Ramières (ZC 44) : contrôle de conception et de bonne exécution des travaux effectués.

Par ailleurs, Monsieur DUPONT – La Blache (ZD 41) à un projet en cours, et s'est engagé à mettre en place un système règlementaire.

De même, l'installation de Monsieur PARISSET Albin située Qt Clot (ZI 286) devrait faire l'objet d'une réhabilitation.

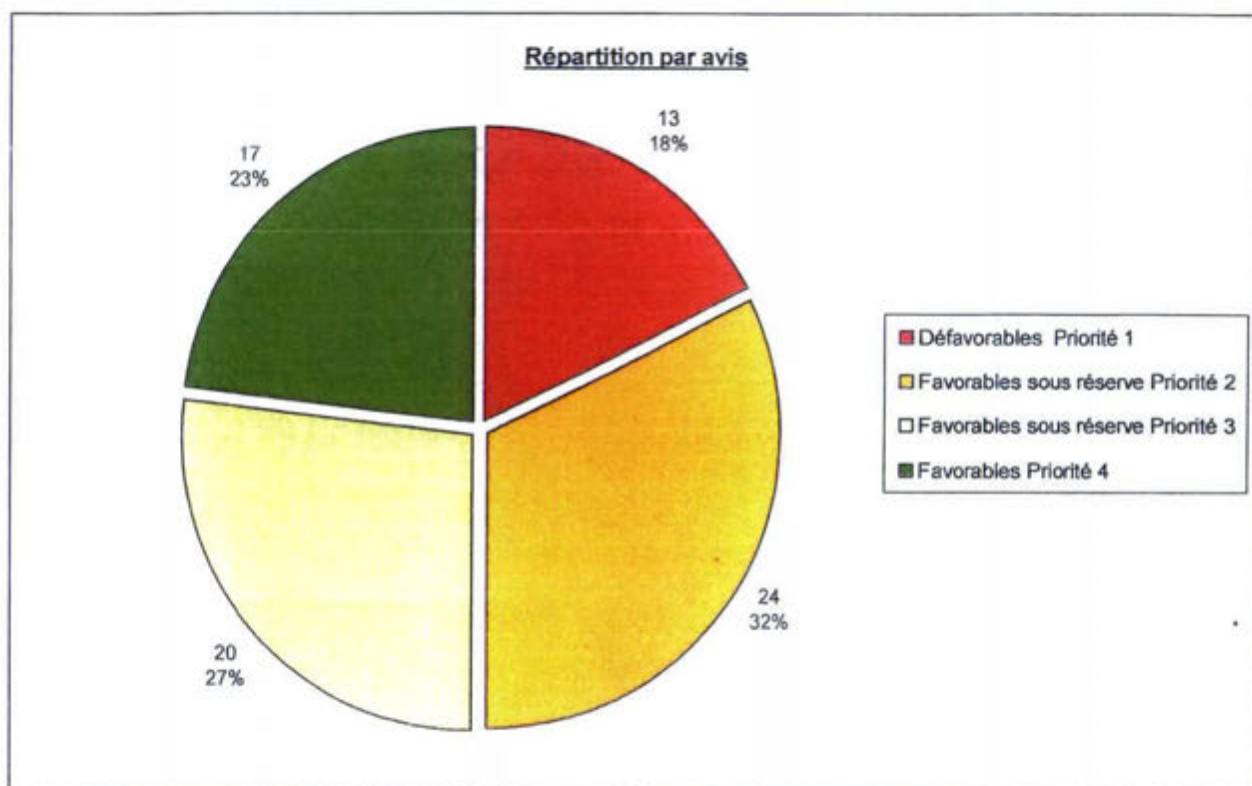




### 3.2.2. Détail des diagnostics effectués

Sur les 74 diagnostics effectués :

- 17 installations ont eu un avis favorable et ne nécessitent pas de réhabilitation ;
- 44 installations ont eu un avis favorable avec réserve et ne présentent à priori pas de risques sanitaires ou environnementaux ;
- 13 installations ont eu un avis défavorable et sont donc sujettes à réhabilitations.



La liste des installations diagnostiquées est présentée en annexe 1.

#### 3.2.2.1. Cas des Installations non-conformes avec réhabilitation urgente (avis défavorable – Priorité 1)

Ces installations possèdent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- rejet direct en milieu superficiel : dans les lieux où le sol absorbe mal les effluents, un certain nombre de personnes rejettent directement dans le milieu superficiel (fossé, ruisseau...),
- manquements au niveau de la filière : la mise en place des bacs à graisse est assez récente ; c'est pourquoi les personnes qui rejettent directement dans un puits perdu ou une filière de traitement des eaux ménagères brutes sont considérées comme non-conformes avec réhabilitation urgente.





Plus généralement, tout rejet d'eaux brutes qu'il soit dans le milieu superficiel ou dans le sol a entraîné le classement de l'installation en avis défavorable.

La liste détaillée des habitations classées en priorité 1 est présentée en annexe 2.

**3.2.2.2. Cas des installations non-conformes présentant des risques sanitaires et environnementaux faibles (avis favorable avec réserve – Priorité 2)**

Ces installations possèdent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- installations anciennes : dans le cas d'une maison disposant d'un puits perdu pour infiltrer les eaux usées dans le sol, l'avis est aussi donné non-conforme mais sans risques majeurs environnementaux et sanitaires sauf si l'habitation est située en zone sensible (périmètre de protection d'un captage, puits d'alimentation en eau potable...),
- installation partiellement ou totalement inconnue : les propriétaires actuelles ne connaissent pas les caractéristiques d'un ou plusieurs éléments de la filière.

La liste détaillée des habitations classées en priorité 2 est présentée en annexe 3.

**3.2.2.3. Cas des installations non-conformes mais sans risques sanitaires et environnementaux (avis favorable avec réserve – Priorité 3)**

Ces installations possèdent une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- non accessibilité d'une partie ou de toute la filière : si la filière de traitement ne possède pas de regard de contrôle ou si elle est non accessible, l'avis du technicien SPANC est donné non-conforme mais ne présentant pas de risques ;
- mauvaise adéquation entre la filière de traitement et la nature du sol : la filière classique par tranchées d'infiltration a souvent été généralisée alors qu'elle ne convient pas à tous les types de sols. Il en résulte que l'eau stagne dans certains regards de contrôle. D'où un dysfonctionnement de la filière.

La liste détaillée des habitations classées en priorité 3 est présentée en annexe 4.

**3.2.2.4. Cas des installations conformes (avis favorable – Priorité 4)**

Ces installations possèdent un système de prétraitement ainsi qu'un système de traitement normalisés.

Les regards présents sur la filière de traitement doivent être accessibles et le regard de contrôle situé à l'extrémité du drainage doit être sec (preuve que l'eau s'écoule bien dans le sol).

La liste détaillée des habitations classées en priorité 4 est présentée en annexe 5.



## ANNEXES

<b>Annexe 1 :</b>	<b>Liste des installations contrôlées .....</b>	<b>p 11</b>
<b>Annexe 2 :</b>	<b>Liste des installations ayant reçu un avis défavorable (priorité 1) .....</b>	<b>p 15</b>
<b>Annexe 3 :</b>	<b>Liste des installations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 2) .....</b>	<b>p 16</b>
<b>Annexe 4 :</b>	<b>Liste des installations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 3) .....</b>	<b>p 18</b>
<b>Annexe 5 :</b>	<b>Liste des installations ayant reçu un avis favorable (priorité 4) .....</b>	<b>p 20</b>
<b>Annexe 6 :</b>	<b>Cartographie des installations ayant reçu un avis défavorable .....</b>	<b>p 21</b>





## ANNEXE 1 :

### Détail des installations contrôlées

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité
BASTIAN	Jean Marie	Qt le Planas	ZH 24	11/12/2006	favorable sous réserve	2
BERANGER	Thierry	Qt Vertulie	ZK 1	12/12/2006	défavorable	1
BERNON	Hélène	Qt le Planas	ZH 103	15/12/2006	favorable sous réserve	2
BERTRAND	Régis	Qt LA FORGE	ZH 44	05/12/2006	favorable	4
BILLECARD	Dominique	La Vertulie	ZK 61	14/12/2006	défavorable	1
BOFFARD	Jacqueline	Qt le Planas	ZH 56	08/01/2007	favorable sous réserve	2
BONIFACY	Chantal	Qt la Motte	ZD 85	05/12/2006	favorable sous réserve	3
BONVALLET	Gilles	Qt le Planas	ZH 41	06/12/2006	favorable sous réserve	3
BOUDON	Georges	chemin l'aiguette	ZC 53	11/12/2006	favorable sous réserve	2
BOUTEILLET	Robert	Chât Salettes	ZE 8	18/12/2006	défavorable	1
BUFFARD	Pierre	Qt Serre de Gland	ZH 29	08/01/2007	favorable sous réserve	2
BUFFAT	Bernard	La Motte Sud	ZD 117	01/12/2006	favorable sous réserve	2
CABROL	Marcel	Qt les Griottes	ZK 38	24/01/2007	défavorable	1
CAYRIER	Claude	La Motte	ZD 67	15/09/2008	favorable sous réserve	3
CETRE LAU	Elisabeth	Qt les Griottes	ZK 57	12/12/2006	favorable sous réserve	3
CHASTAN	Marc Patrick	La Boutarine	ZH 104	29/05/2008	favorable sous réserve	3
CHRISTMAS	Robert	Qt les Griottes	ZB 78	30/11/2006	favorable	4
COOK	Michelle	Qt le Planas	ZH 40	01/12/2006	favorable sous réserve	2
CRISTIN	Georges	La Vertulie	ZK 8+9	01/12/2006	favorable	4





# SYNTHESE COMMUNALE CHAROLS

**SAUR**

## Annexe 1 : Détail des installations contrôlées (suite)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité
CROS	Jacques	La Motte Sud	ZD 132	06/12/2006	favorable sous réserve	3
CROZAT	Valérie	Qt Faysses	ZB 74	13/12/2006	favorable sous réserve	3
DEPAOLI	Daniel	La Motte Sud	ZD 137	11/12/2006	favorable	4
DIJKMAN		Qt Clot	ZI 175	01/02/2007	favorable	4
DONIAT	François	ferme de Morgon	ZE 33	13/01/2007	favorable	4
DORIER	Jean	Quartier Les Griottes	ZB 2	11/12/2006	défavorable	1
DUPUIS	Jean	La Motte Sud	ZD 114	30/11/2006	favorable	4
DUPUY	Monique	Route de La Bégude	ZH 48	21/12/2006	défavorable	1
DUROUX	Gilles	Qt le Planas	ZH 54	14/08/2008	défavorable	1
EDMOND	Noël	La Motte Ouest	ZD 113	14/12/2006	favorable sous réserve	3
FABREGUE	Viviane	Qt le Planas	ZH 16	15/12/2006	favorable sous réserve	2
FARGE	Jacques	Qt Chabois	ZI 69	18/12/2006	favorable sous réserve	2
FRUCTUS	Mireille	Qt Chabois	ZH 106	12/09/2007	défavorable	1
GEMBERLE	Jean Pierre	La Motte Ouest	ZD 112	28/11/2006	favorable sous réserve	3
GENIN	Bernadette	La Motte Sud	ZD 147	04/12/2006	favorable sous réserve	3
ICARD	Jéan Pierre	Qt les Radalles	ZI 123	15/12/2006	défavorable	1
JACQUARD	Didier	la Tuilerie	ZE 27	08/01/2007	favorable	4
JEDINAK	Rémy	Qt Chabois	ZI 183	07/02/2007	favorable sous réserve	3
JOUFFRE	Charles	La Motte Ouest	ZI 89	14/12/2006	favorable	4
JOURDAN	Maurice	Qt la Motte	ZD 71	13/12/2006	favorable sous réserve	2



# SYNTHESE COMMUNALE CHAROLS

**SAUR**

## Annexe 1 : Détail des installations contrôlées (suite)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité
LAFFONT	Raphaël	La Motte Sud	ZD 135	24/04/2007	favorable sous réserve	2
LANIER	Anne	La Motte Ouest	ZD 93	13/12/2006	défavorable	1
LORIE	Guillaume	Qt les Griottes	ZK 55	14/12/2006	favorable	4
LORIE	Victor	Qt les Griottes	ZB 12	11/12/2006	favorable	4
MARITON	Francis	Qt LE PLANAS	ZH 85	13/12/2006	favorable sous réserve	2
MASSÓNNET	Alain	Qt la Motte	ZD 70	15/09/2008	favorable sous réserve	2
MATHIEU	Roger	La Motte Sud	ZD 118	15/01/2007	favorable sous réserve	2
MAUGAIN	Josette	Le Grand Ferrand	ZD 52	14/02/2007	favorable sous réserve	3
MAZÉRON	Claire	La Motte Sud	ZD 138	11/01/2007	favorable sous réserve	3
MEFFRE	Francis	La Motte Sud	ZD 116	28/01/2006	favorable	4
MICHON	Claude	Qt Clot Fonteyma	ZI 108	24/07/2008	favorable	4
MIOT	Pierre	route de La Bégude	ZH 116	06/02/2007	favorable sous réserve	3
NICOLAS	Florence	Qt le Planas	ZH 68	15/12/2008	favorable	4
NICOLLET	Brigitte	Qt LE PLANAS	ZH 78	14/12/2006	favorable sous réserve	2
PHILIPPE	Eric	Qt Abeillons	ZB 71	04/12/2006	favorable	4
PLANEL	Liselotte	La Motte Sud	ZD 127	29/05/2008	favorable sous réserve	3
POBELLE	Jean Marie	Qt le Planas	ZH 64	01/12/2006	favorable	4
PONETTE	Pierre	Qt les Griottes	ZK 49	12/01/2007	favorable sous réserve	3
PORTEGIES	Marie-Louise	La Motte Sud	ZD 139	27/04/2007	favorable sous réserve	2
RAFFIN	René	Qt les Griottes	ZK 32	12/12/2006	défavorable	1





Annexe 1 : Détail des installations contrôlées (suite)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité
RAFFIN	René	Qt les Griottes	ZK 45	18/12/2006	favorable sous réserve	3
ROMAN	Michel	Qt Chagnac	ZK 59	18/12/2006	défavorable	1
RUSTIN	André	Qt le Planas	ZH 60	11/12/2006	favorable sous réserve	2
SAUZET	Pierre	La Motte Sud	ZD 115	24/04/2007	favorable sous réserve	2
SERVIAN	Max	Qt le Planas	ZH 65	05/12/2006	favorable sous réserve	2
STECULORUM	Arlette	Qt le Planas	ZH 114	30/11/2006	favorable sous réserve	3
SYLVESTRE	Raymond	Qt le Planas	ZH 58	11/12/2006	favorable sous réserve	2
TAVAN	Denis	Qt Abeillons	ZB 76	05/12/2006	favorable sous réserve	3
TRANI	Maximilienne	Qt la vertulie	ZK 14	18/12/2006	défavorable	1
UNIPLANTS		Qt les Griottes	ZK 5	30/01/2007	favorable sous réserve	2
VAN DER VLIET	Marius	La Motte Sud	ZD 126	29/05/2008	favorable sous réserve	2
VAN HELTEN DE JONGH	Jean-Jacques	Qt Serre de Gland	ZH 26	11/12/2006	favorable	4
VANEL	Gilbert	La Motte Sud	ZD 119	04/12/2006	favorable sous réserve	2
VIDOUDEZ	Jean Pierre	La Boutarine	ZH 92	12/12/2006	favorable sous réserve	2
ZUNINO	Alban	Qt Clot	ZI 99	12/12/2006	favorable sous réserve	3





## ANNEXE 2 :

### Liste des habitations ayant reçu un avis défavorable (priorité 1)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
BERANGER	Thierry	Qt Vertulie	ZK 1	12/12/2006	défavorable	1	Rejet dans un puits perdu des eaux vannes prétraitées et des eaux ménagères brutes.
BILLECARD	Dominique	La Vertulie	ZK 61	14/12/2006	défavorable	1	Rejet dans un puits perdu des eaux vannes prétraitées dans la fosse et des eaux ménagères brutes.
BOUTEILLET	Robert	Chât Salettes	ZE 8	18/12/2006	défavorable	1	Rien n'est accessible, donc avis sous réserves d'autant plus que l'on na aucune information sur la filière de traitement des eaux usées.
CABROL	Marcel	Qt les Griottes	ZK 38	24/01/2007	défavorable	1	Maison inhabitée, Monsieur Marcel CABROL demeurant à BOURDEAUX possède cette maison en viager. Quand elle sera vendue, une installation complète normalisée sera refaite. Rejet des eaux vannes prétraitées et des eaux brutes au fossé.
DORIER	Jean	Quartier Les Griottes	ZB 2	11/12/2006	défavorable	1	Rejet dans un puits perdu des eaux vannes et ménagères brutes sans prétraitement.
DUPUY	Monique	Route de La Bégude	ZH 48	21/12/2006	défavorable	1	Rejet des eaux usées après passage dans la fosse toutes eaux, dans le ruisseau
DUROUX	Gilles	Qt le Planas	ZH 54	14/08/2008	défavorable	1	Aucun élément visible du système d'assainissement, par ailleurs, le propriétaire possède peu de renseignement sur l'installation. La présence d'un bac à graisse et d'une fosse septique est probable. Les eaux ménagères de la cuisine prétraitées dans le bac à graisse sont à priori évacuées vers un puits perdu.
FRUCTUS	Mireille	Qt Chabois	ZH 106	12/09/2007	défavorable	1	rejet en surface des eaux vannes prétraitées et des eaux ménagères brutes. pour le locataire, rejet des eaux prétraitées. fosse de l'autre cote de la route départementale
ICARD	Jean Pierre	Qt les Radalles	ZI 123	15/12/2006	défavorable	1	Même filière de prétraitement et de traitement des eaux usées que son frère Roland. Rejet au fossé des eaux ménagères et vannes prétraitées dans la fosse toutes eaux.
LANIER	Anne	La Motte Ouest	ZD 93	13/12/2006	défavorable	1	Rejet des eaux usées après prétraitement dans la fosse toutes eaux fossé en contrebas de l'installation.
RAFFIN	René	Qt les Griottes	ZK 32	12/12/2006	défavorable	1	La maison de Mr RAFFIN se compose de deux habitations : - Mr RAFFIN qui possède une fosse septique pour prétraiter les eaux vannes et une fosse à purin dans laquelle vont les eaux ménagères brutes et les eaux vannes prétraitées. Suite à cette fosse à purin, les eaux usées vont s'infiltrer dans le sol par un rejet en surface. - le locataire possède une fosse septique et les eaux vannes prétraitées, les eaux ménagères brutes, les eaux pluviales et les eaux de la source se rejoignent dans un regard puis vont s'écouler en surface dans le sol en contrebas.
ROMAN	Michel	Qt Chagnac	ZK 59	18/12/2006	défavorable	1	Deux systèmes d'assainissement différents : - un système avec deux fosses toutes eaux plus préfiltres et un système d'épandage. - pour la locataire une fosse septique et un puits perdu sans bac à graisse pour prétraiter les eaux ménagères. La fosse septique est à vidanger.
TRANI	Maximilienne	Qt la vertulie	ZK 14	18/12/2006	défavorable	1	rejet après prétraitement dans la fosse des eaux vannes et rejet direct des eaux ménagères brutes sur le terrain en contrebas de l'installation.





### ANNEXE 3 :

#### Liste des habitations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 2)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
BASTIAN	Jean Marie	Qt le Planas	ZH 24	11/12/2006	favorable sous réserve	2	rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées dans un puits perdu.
BERNON	Hélène	Qt le Planas	ZH 103	15/12/2006	favorable sous réserve	2	Système d'assainissement composé de deux installations : 2 x une fosse septique + un bac à graisse et rejet dans un puits perdu. Seul un bac à graisse est accessible sur l'ensemble des ouvrages d'assainissement.
BOFFARD	Jacqueline	Qt le Planas	ZH 56	08/01/2007	favorable sous réserve	2	Mr FLACHAIRE a une fosse de 2 m <sup>3</sup> et rejette ses eaux ménagères dans le même bac à graisse que Madame BOFFARD. Cette dernière a une fosse de 1 m <sup>3</sup> . Les deux rejettent leurs eaux usées prétraitées dans le puits perdu commun.
BOUDON	Georges	chemin l'Aiguette	ZC 53	11/12/2006	favorable sous réserve	2	Pas de renseignement sur la filière de traitement, pas de constatation de rejet en surface autour de la maison, avis sous réserves.
BUFFARD	Pierre	Qt Serre de Gland	ZH 29	08/01/2007	favorable sous réserve	2	Rien n'est accessible donc avis sous réserves, mais propriété en résidence secondaire donc impact environnemental faible, de plus présence du plan de masse qui prouve la bonne implantation des ouvrages de prétraitement et traitement.
BUFFAT	Bernard	La Motte Sud	ZD 117	01/12/2006	favorable sous réserve	2	Rejet des eaux vannes et ménagères dans un puits perdu
COOK	Michelle	Qt le Planas	ZH 40	01/12/2006	favorable sous réserve	2	La demeure comporte trois systèmes d'assainissement différents. Deux systèmes avec fosse septique et bac à graisse qui vont s'infiltrer dans un puits perdu et un système avec épandage dans un drainage colmaté. Rejet des eaux vannes prétraitées dans des puits perdus et des eaux ménagères brutes. Rejet des eaux usées prétraitées dans fosse et traitées après épandage dans un drainage.
FABREGUE	Viviane	Qt le Planas	ZH 16	15/12/2006	favorable sous réserve	2	Rejet dans un puits perdu des eaux vannes et ménagères prétraitées.
FARGE	Jacques	Qt Chabois	ZI 69	18/12/2006	favorable sous réserve	2	Rien n'est accessible sur la filière d'assainissement donc avis sous réserves.
JOURDAN	Maurice	Qt la Motte	ZD 71	13/12/2006	favorable sous réserve	2	La filière de traitement des eaux usées est inconnue, pas de rejet en surface constaté, suspicions de rejet dans un puits perdu.
LAFFONT	Raphaël	La Motte Sud	ZD 135	24/04/2007	favorable sous réserve	2	aucun renseignement n'a été donné sur la filière de traitement des eaux usées, l'avis est donc sous réserves.
MARITON	Francis	Qt LE PLANAS	ZH 85	13/12/2006	défavorable	1	Rejet des eaux vannes prétraitées et des eaux ménagères brutes dans un puits perdu.
MASSONNET	Alain	Qt la Motte	ZD 70	15/09/2008	favorable sous réserve	2	Les eaux prétraitées sont dirigées vers un puits perdu. Sa localisation n'est pas connue.
MATHIEU	Roger	La Motte Sud	ZD 118	15/01/2007	favorable sous réserve	2	Pas de renseignement sur la filière de traitement des eaux usées donc avis sous réserves. Suspections d'épandage.
NICOLLET	Brigitte	Qt LE PLANAS	ZH 78	14/12/2006	favorable sous réserve	2	Rien n'est accessible sur la filière d'assainissement.
ORTEGIES	Marie-Louise	La Motte Sud	ZD 139	27/04/2007	favorable sous réserve	2	rejet dans un puits perdu des eaux usées prétraitées





### ANNEXE 3 :

#### Liste des habitations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 2) (suite)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
RUSTIN	André	Qt le Planas	ZH 60	11/12/2006	favorable sous réserve	2	Impossible de diagnostiquer la fosse septique et le bac à graisse car non accessibles.
SAUZET	Pierre	La Motte Sud	ZD 115	24/04/2007	favorable sous réserve	2	rejet dans un puits perdu des eaux vannes et ménagères prétraitées
SERVIAN	Max	Qt le Planas	ZH 65	05/12/2006	favorable sous réserve	2	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées avant rejet au puits perdu.
SYLVESTRE	Raymond	Qt le Planas	ZH 58	11/12/2006	favorable sous réserve	2	Rejet dans un puits perdu des eaux vannes et ménagères prétraitées.
UNIPLANTS		Qt les Griottes	ZK 5	30/01/2007	favorable sous réserve	2	Le système de traitement n'a pas été concrètement identifié donc avis sous réserves concernant ce dernier.
VAN DER VLIET	Marius	La Motte Sud	ZD 126	29/05/2008	favorable sous réserve	2	La fosse septique étant située en profondeur sous deux dalles, celle-ci n'a pas été contrôlée le jour de la visite. L'emplacement exact et le dimensionnement du plateau absorbant n'est pas connu. Cependant sa présence est notée sur le plan de masse de l'habitation. La ventilation de la fosse est au ras du sol. L'habitation est occupée environ 6 à 8 mois par an. infiltration dans plateau absorbant
VANEL	Gilbert	La Motte Sud	ZD 119	04/12/2006	défavorable	1	Rien n'est accessible sauf le puits perdu. Avis donc sous réserves.
VIDOUDEZ	Jean Pierre	La Boutarine	ZH 92	12/12/2006	favorable sous réserve	2	Rejet dans le sous sol des eaux vannes traitées et des eaux ménagères brutes.





## ANNEXE 4 :

### Liste des habitations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 3)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
BONIFACY	Chantal	Qt la Motte	ZD 85	05/12/2006	favorable sous réserve	3	Le système de drainage ne possède pas de regard de contrôle. La filière de traitement n'a donc pas été diagnostiquée. La maison de Mme CLAIR Raymonde implantée sur le terrain de Mme BONIFACY possède un regard de répartition qui est impeccable. La fosse quant à elle a été vidangée le 29/07/04 par la société SARP. Elle ne nécessite pas de vidange à l'heure actuelle. La filière de traitement composée de drains d'épandage n'a pas été diagnostiquée. En effet elle ne possède pas de regard. Le sol quant à lui est le même que pour sa fille, soit hydromorphe.
BONVALLET	Gilles	Qt le Planas	ZH 41	06/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement des eaux usées n'a pas été diagnostiquée car cette dernière ne possède pas de regard de contrôle.
CAYRIER	Claude	La Motte	ZD 67	15/09/2008	favorable sous réserve	3	pas de regard de bouclage sur le système. Les dimensions et le positionnement exact des drains ne sont pas connus.
CETRE LAU	Elisabeth	Qt les Griottes	ZK 57	12/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regard de contrôle, le traitement n'a donc pas été diagnostiqué.
CHASTAN	Marc Patrick	La Boutarine	ZH 104	29/05/2008	favorable sous réserve	3	La filière de traitement des eaux usées ne possède pas de regard de contrôle, cette dernière n'a pas été diagnostiquée. L'alimentation en eau de la maison est effectuée par un puits situé sur une parcelle voisine appartenant au propriétaire.
CROS	Jacques	La Motte Sud	ZD 132	06/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regard de contrôle, cette dernière n'a donc pas été diagnostiquée.
CROZAT	Valérie	Qt Faysses	ZB 74	13/12/2006	favorable sous réserve	3	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées dans un épandage.
EDMOND	Noël	La Motte Ouest	ZD 113	14/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement des eaux usées n'a pas été diagnostiquée car les regards de contrôle ne sont pas accessibles.
GEMBERLE	Jean Pierre	La Motte Ouest	ZD 112	28/11/2006	favorable sous réserve	3	Le regard de contrôle sur la filière de drainage n'est pas accessible, le diagnostic de la filière de drainage n'a pas été fait. L'avis est donc sous réserves.
GENIN	Bernadette	La Motte Sud	ZD 147	04/12/2006	favorable sous réserve	3	Pas de diagnostic de la filière de traitement des eaux usées car les regards ne sont pas accessibles, l'avis est donc sous réserves.
JEDINAK	Rémy	Qt Chabois	ZI 183	07/02/2007	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possédant pas de regards, cette dernière n'a pas été diagnostiquée.
MAUGAIN	Josette	Le Grand Ferrand	ZD 52	14/02/2007	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regard, cette dernière n'a pas été diagnostiquée.
MAZERON	Claire	La Motte Sud	ZD 138	11/01/2007	favorable sous réserve	3	La filière de traitement des eaux usées ne possède pas de regard, elle n'a donc par conséquent pas été diagnostiquée.
MIOT	Pierre	route de La Bégude	ZH 116	06/02/2007	favorable sous réserve	3	La personne réside en Irlande et n'est pas présente souvent. La filière de traitement possède deux regards à l'intérieur desquels sont visibles deux départs de tuyau.





## ANNEXE 4 :

### Liste des habitations ayant reçu un avis favorable avec réserve (priorité 3) (suite)

NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
MAZERON	Claire	La Motte Sud	ZD 138	11/01/2007	favorable sous réserve	3	La filière de traitement des eaux usées ne possède pas de regard, elle n'a donc par conséquent pas été diagnostiquée.
MIOT	Pierre	route de La Bégude	ZH 116	06/02/2007	favorable sous réserve	3	La personne réside en Irlande et n'est pas présente souvent. La filière de traitement possède deux regards à l'intérieur desquels sont visibles deux départs de tuyau.
PLANEL	Liselotte	La Motte Sud	ZD 127	29/05/2008	favorable sous réserve	3	Le tampon de la fosse étant scellé, et celle-ci ayant été vidangée en 2006, elle n'a pas été diagnostiquée. La localisation précise et le dimensionnement du système de traitement n'est pas précisément connu. Celui-ci ne possède pas de regard de contrôle. Un regard de collecte des eaux prétraitées du bac à graisse et de la fosse septique est présent et ne présente aucun signe d'altération. L'écoulement des effluents prétraités vers la filière de traitement se fait donc correctement, et ce malgré les fortes pluies des jours précédents. Un tuyau dans le regard n'est pas identifié (arrivée d'eau ou trop plein du système de traitement). Habitation occupée environ 6 mois par an.
PONETTE	Pierre	Qt les Griottes	ZK 49	12/01/2007	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regards. Cette dernière n'a donc pas été diagnostiquée. De plus la fosse est difficilement accessible donc le niveau de boue n'a pas été contrôlé.
RAFFIN	René	Qt les Griottes	ZK 45	18/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regards de contrôle. Cette dernière n'a donc pas été diagnostiquée.
STECULORUM	Arlette	Qt le Planas	ZH 114	30/11/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regard de contrôle. Cette dernière n'a donc pas été diagnostiquée.
TAVAN	Denis	Qt Abeillons	ZB 76	05/12/2006	favorable sous réserve	3	Les regards présents sur la filière de traitement ne sont pas accessibles, donc l'avis est sous réserves.
ZUNINO	Alban	Qt Clot	ZI 99	12/12/2006	favorable sous réserve	3	La filière de traitement ne possède pas de regard de contrôle. Cette dernière n'a donc pas été diagnostiquée. L'installation est également utilisé par Monsieur PIERRE Alain.





## ANNEXE 5 :

### Liste des habitations ayant reçu un avis favorable (priorité 4)

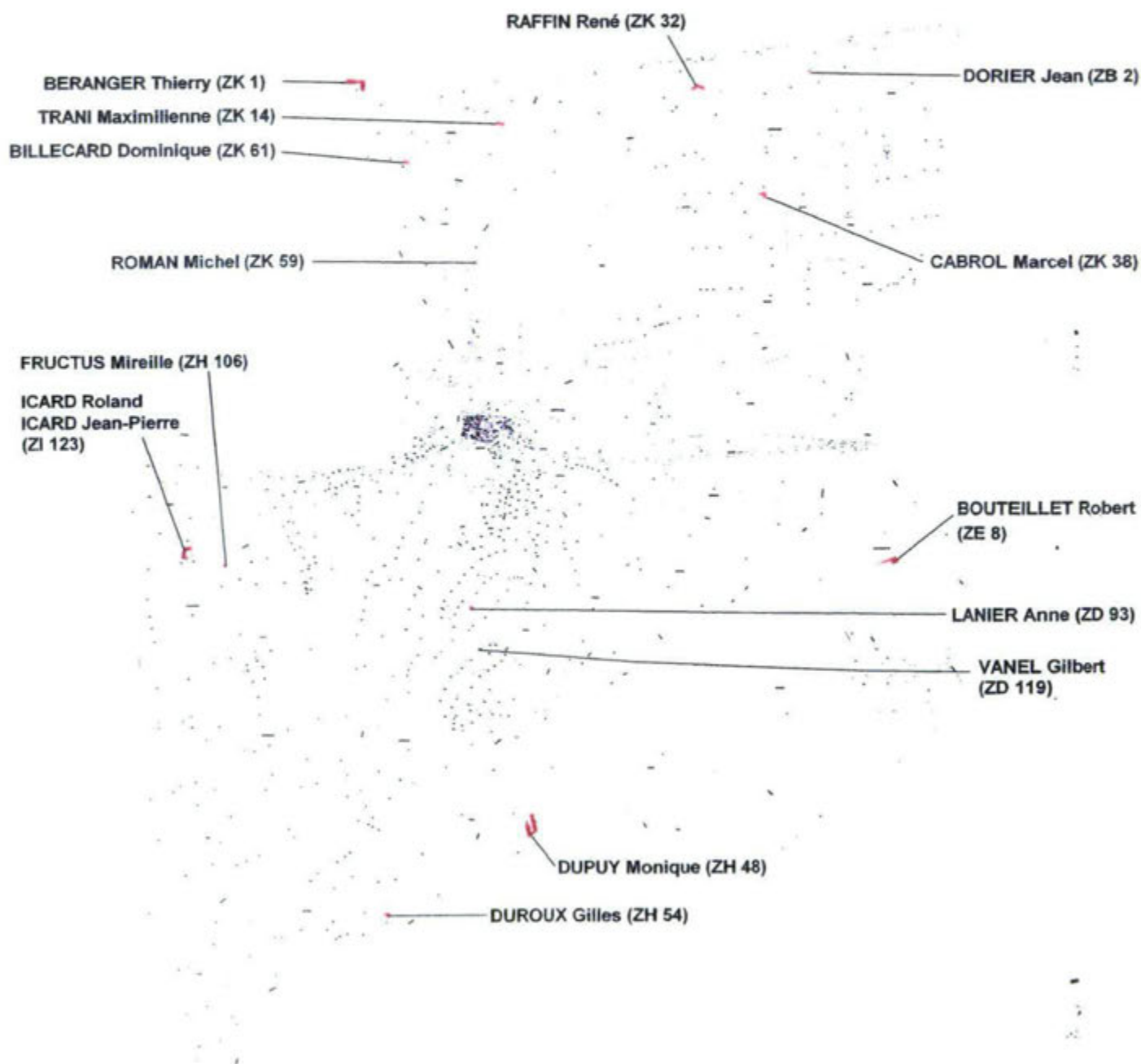
NOM	Prénom	Adresse de l'habitation	références cadastrales	date contrôle	avis	Priorité	Commentaires
BERTRAND	Régis	Qt LA FORGE	ZH 44	05/12/2006	favorable	4	rejet dans le sol des eaux usées prétraitées après passage dans le bac à graisse et la fosse toutes eaux et traitées après épandage.
CHRISTMAS	Robert	Qt les Griottes	ZB 78	30/11/2006	favorable	4	Système avec quatre fosses toutes eaux et quatre systèmes d'épandage à faible profondeur. Avis sous réserves concernant trois épandages sur quatre qui n'ont pas de regard de contrôle.
CRISTIN	Georges	La Vertulie	ZK 8+9	01/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées et traitées après épandage.
DEPAOLI	Daniel	La Motte Sud	ZD 137	11/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux usées prétraitées dans la fosse toutes eaux et dans le bac à graisse, et traitement après épandage.
DIJMAN		Qt Clot	ZI 175	01/02/2007	favorable	4	Le système d'assainissement est composé de deux installations : - une installation avec fosse toutes eaux et épandage - une installation avec une fosse septique et un autre épandage. Le regard de répartition situé sur l'épandage "fosse septique" est cassé.
DONIAT	François	ferme de Morgon	ZE 33	13/01/2007	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères après passage dans la fosse toutes eaux et l'épandage.
DUPUIS	Jean	La Motte Sud	ZD 114	30/11/2006	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées et traitées après épandage.
JACQUARD	Didier	la Tuilerie	ZE 27	08/01/2007	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées dans la fosse et traitées après épandage.
JOUFFRE	Charles	La Motte Ouest	ZI 89	14/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux vannes traitées après épandage et prétraitées dans la fosse septique toutes eaux
LORIE	Guillaume	Qt les Griottes	ZK 55	14/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux usées prétraitées dans la fosse et traitées après épandage.
LORIE	Victor	Qt les Griottes	ZB 12	11/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux usées prétraitées dans la fosse et traitées après épandage.
MEFFRE	Francis	La Motte Sud	ZD 116	28/01/2006	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées dans la fosse et traitées après épandage.
MICHON	Claude	Qt Clot Fonteyma	ZI 108	24/07/2008	favorable	4	ventilation en diamètre 40 sans extracteur.
NICOLAS	Florence	Qt le Planas	ZH 68	15/12/2008	favorable	4	Les eaux ménagères sont prétraitées dans un bac à graisse puis rejoignent la fosse toutes eaux. Les eaux vannes sont prétraitées dans la fosse toutes eaux. L'ensemble des eaux prétraitées sont dirigées vers des tranchées d'épandage. De la boue est présente dans les regards de bouclage et répartition.
PHILIPPE	Eric	Qt Abeillons	ZB 71	04/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux vannes et ménagères prétraitées dans la fosse et traitées après épandage.
POBELLE	Jean Marie	Qt le Planas	ZH 64	01/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux usées prétraitées et traitées après épandage.
VAN HELTEN DE JONGH	Jean-Jacques	Qt Serre de Gland	ZH 26	11/12/2006	favorable	4	Rejet des eaux prétraitées après bac à graisse et fosse toutes eaux suivi d'un traitement après épandage.





## ANNEXE 6 :

### Cartographie des installations ayant reçu un avis défavorables (priorité 1)



# EAU POTABLE



## I - LA DESSERTE EN EAU POTABLE

### 1.1. LA DESSERTE EN EAU POTABLE DE CHAROLS

(Cf plan des réseaux au 1/5.000ème pour le détail)

La commune de CHAROLS fait partie du Syndicat Intercommunal des Eaux du Bas Roubion pour sa desserte en eau potable.

Le réseau actuel est organisé de la façon suivante :

\* Pour le bourg de CHAROLS et le site de la Motte :

Une canalisation de diamètre 200 venant de Cléon d'Andran alimente le réservoir de la Motte (2 fois 175 m<sup>3</sup>) situé sur un point haut (radier à 262 mètres), au sud-ouest de CHAROLS.

De là, partent en étoile, les canalisations maîtresses de distribution de diamètre 150, 125, 100 en fonte qui se prolongent ensuite par des canalisations plus réduites en fonte ou en PVC, pour la desserte des quartiers plus éloignés.

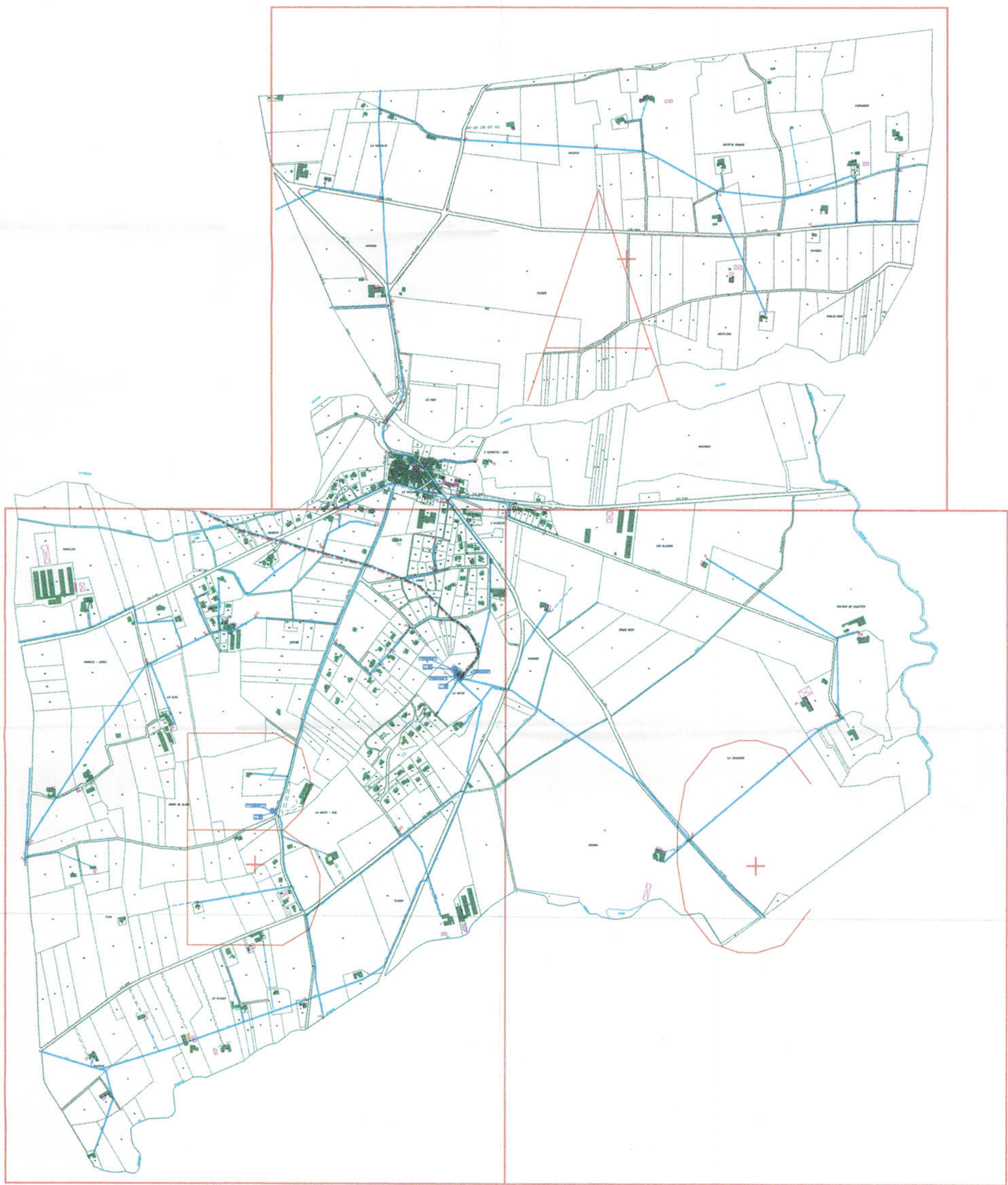
\* Les secteurs est de Château de Salettes, les Blaches Morgon :

La desserte s'effectue directement par une conduite de diamètre 150 de refoulement distribution qui sert au remplissage du réservoir de Bellane.

Sont à signaler également, le réservoir d'équilibre de Serre de Gland de 100 m<sup>3</sup> et l'existence d'un surpresseur spécifique pour assurer une desserte convenable (pression) aux habitations des lotissements de la Motte situées à une altitude supérieure à celle du réservoir de la Motte.

En résumé, le réseau d'eau de CHAROLS est bien ramifié, répond aux besoins de la commune et sa structure offre encore des potentialités.





CHAROLS  
RESEAU D'EAU POTABLE



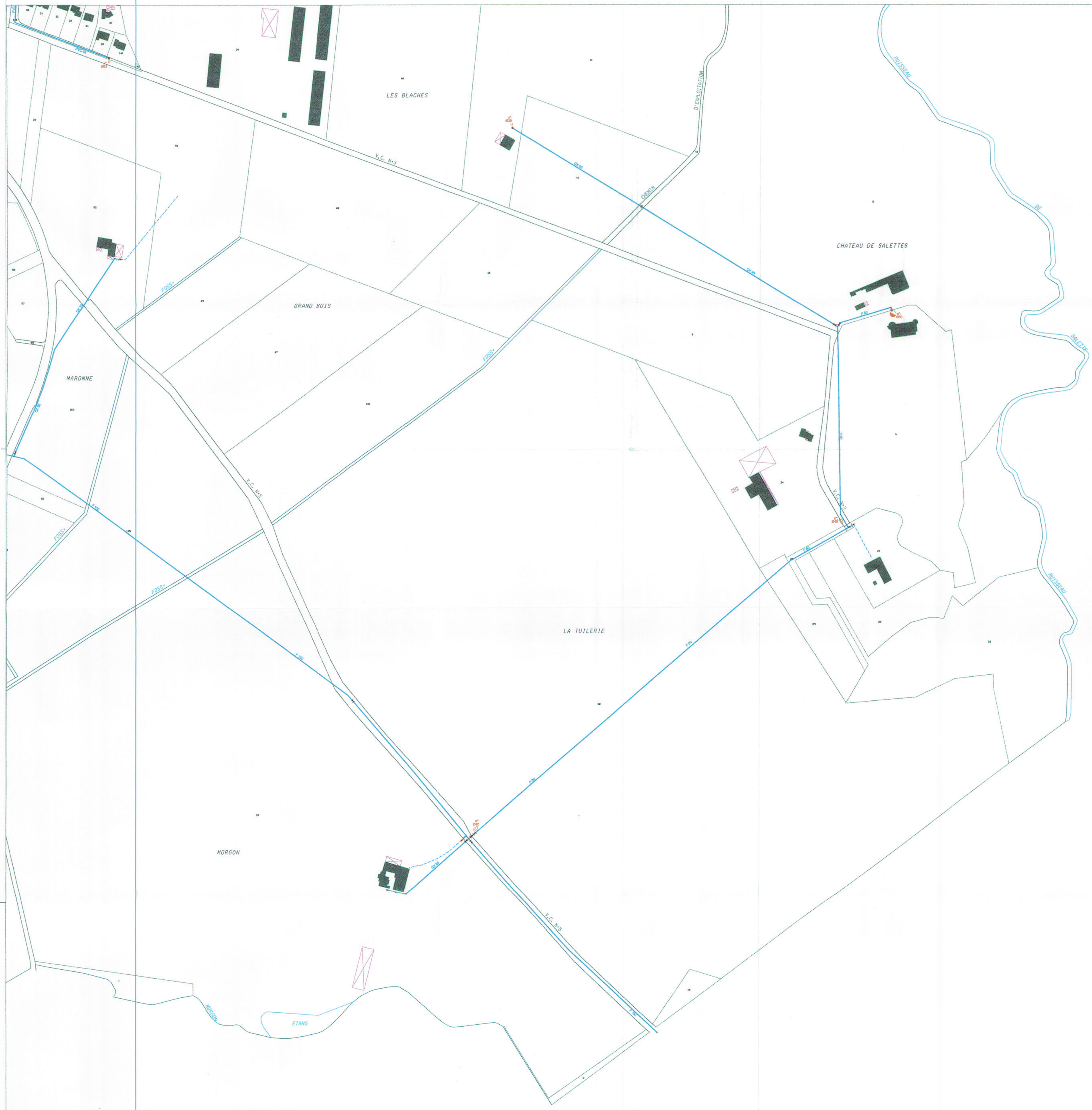












CENTRE  
MONTELMAR  
Chemin de la Fonderie  
26216 MONTELMAR  
Tel: 04-75-00-12-00

DEPARTEMENT DE LA DROME  
SYNDICAT DU BAS ROUBION  
CHAROLS  
RESEAU D'EAU POTABLE - PLANCHE C

LEGENDE E.P

STATION DE PRODUCTION	SURPRESSEUR	REDUCTEUR DE PRESSION	PURGE	USINE DE COMBUSTIBLE
STATION DE REPOSE	BOUTE A BOUTE	CHASSE DE TOUR	VENTOUSE	LENE PULPE
CHASSE D'EAU	YVARE	PLAQUE D'EXTENSION	COMPTEUR	
RESERVOIR	YVARE FONTE	BOYNE INCENDIE	MONOVENTOUSE	
REGARD	N° CLAPET	POTEAU INCENDIE	VENDEUR	

DATE EDITION : 27/09/2005			DIFFUSION CONTROLEE				
01	8/07/2005	D. MARCORAT	DM	mise à jour 2005	8/07/2005	G. BENAYENT	GB
00	20/05/2003	D. MARCORAT	DM	PREMIERE DIFFUSION	20/05/2003	G. BENAYENT	GB
004	Dote	Etabli par	Visa	Nature des modifications	Date	Verifié/Approuvé	Visa

Le présent document est la propriété de Saur France. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de Saur France est formellement interdite. Toute violation de ces droits est punie par la loi.



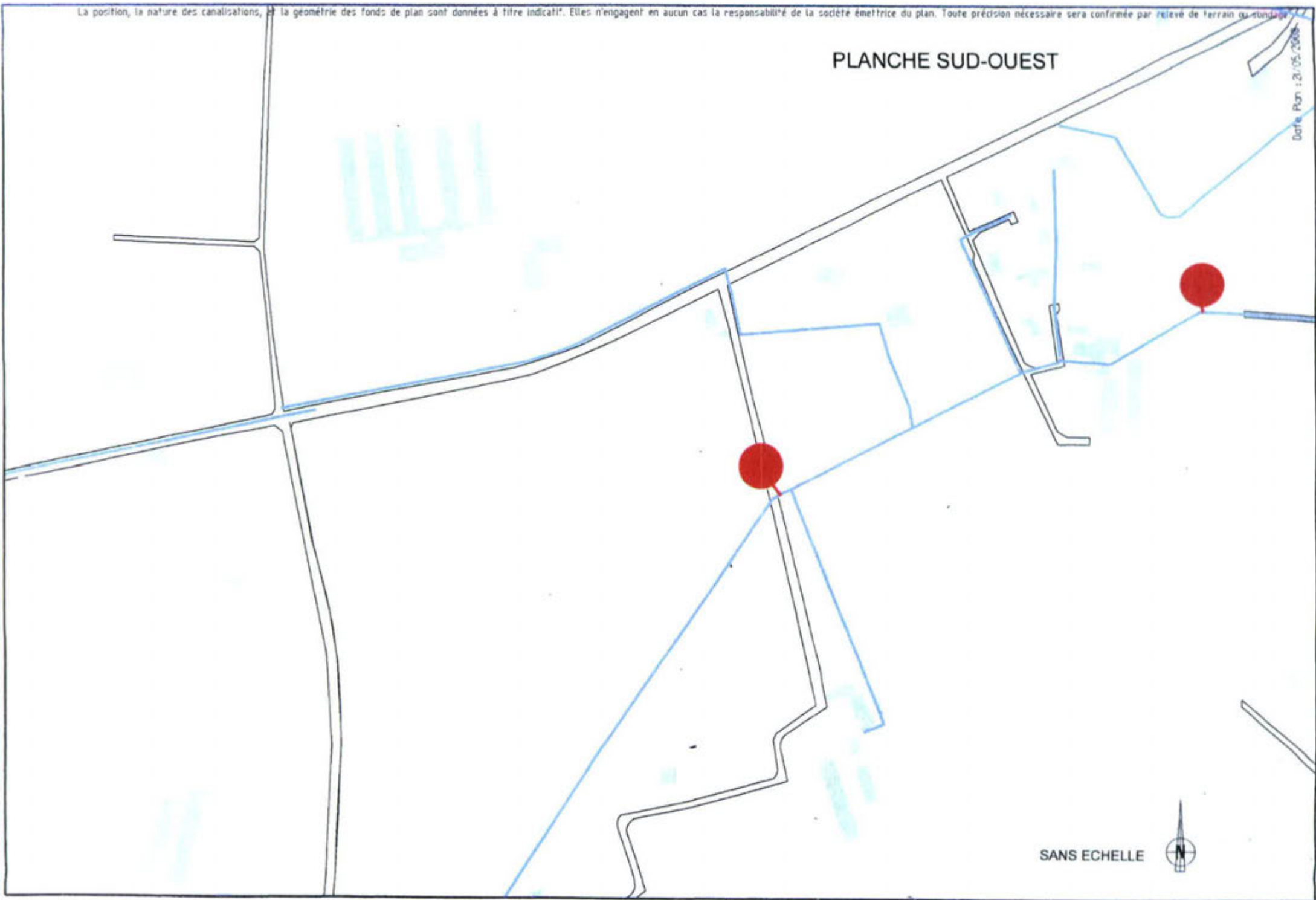
# RESEAU INCENDIE



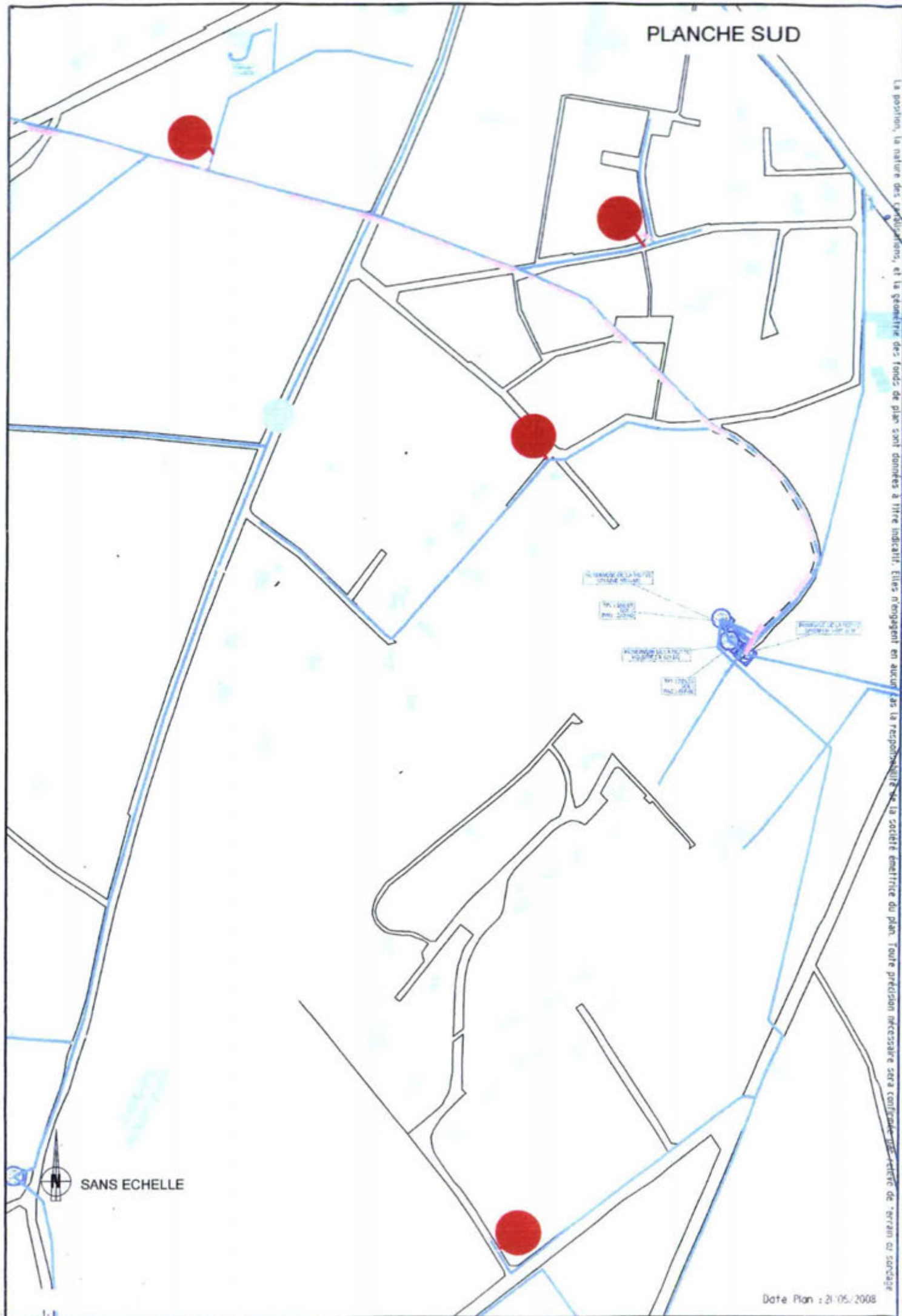
La position, la nature des canalisations, et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera confirmée par relevé de terrain ou sondage.

## PLANCHE SUD-OUEST

Date Plan : 28/05/2008



La participation, les statuts et les règlements, le règlement des fonds de plan sont données à titre indicatif, elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera communiquée ultérieurement de "territoire ou sondage".



SANS ECHELLE

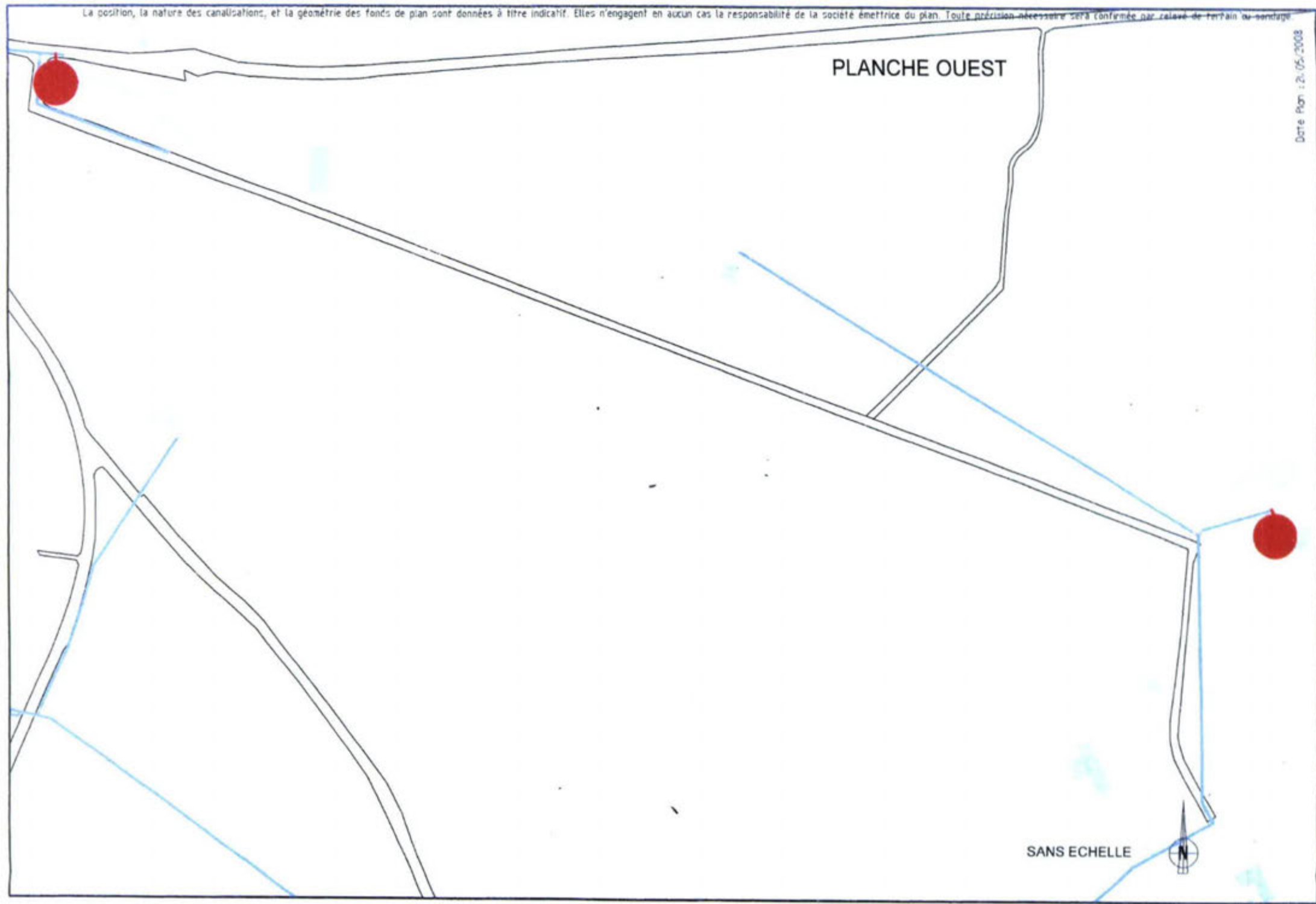


La position, la nature des canalisations, et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera confirmée par relevé de terrain ou sondage.

## PLANCHE OUEST

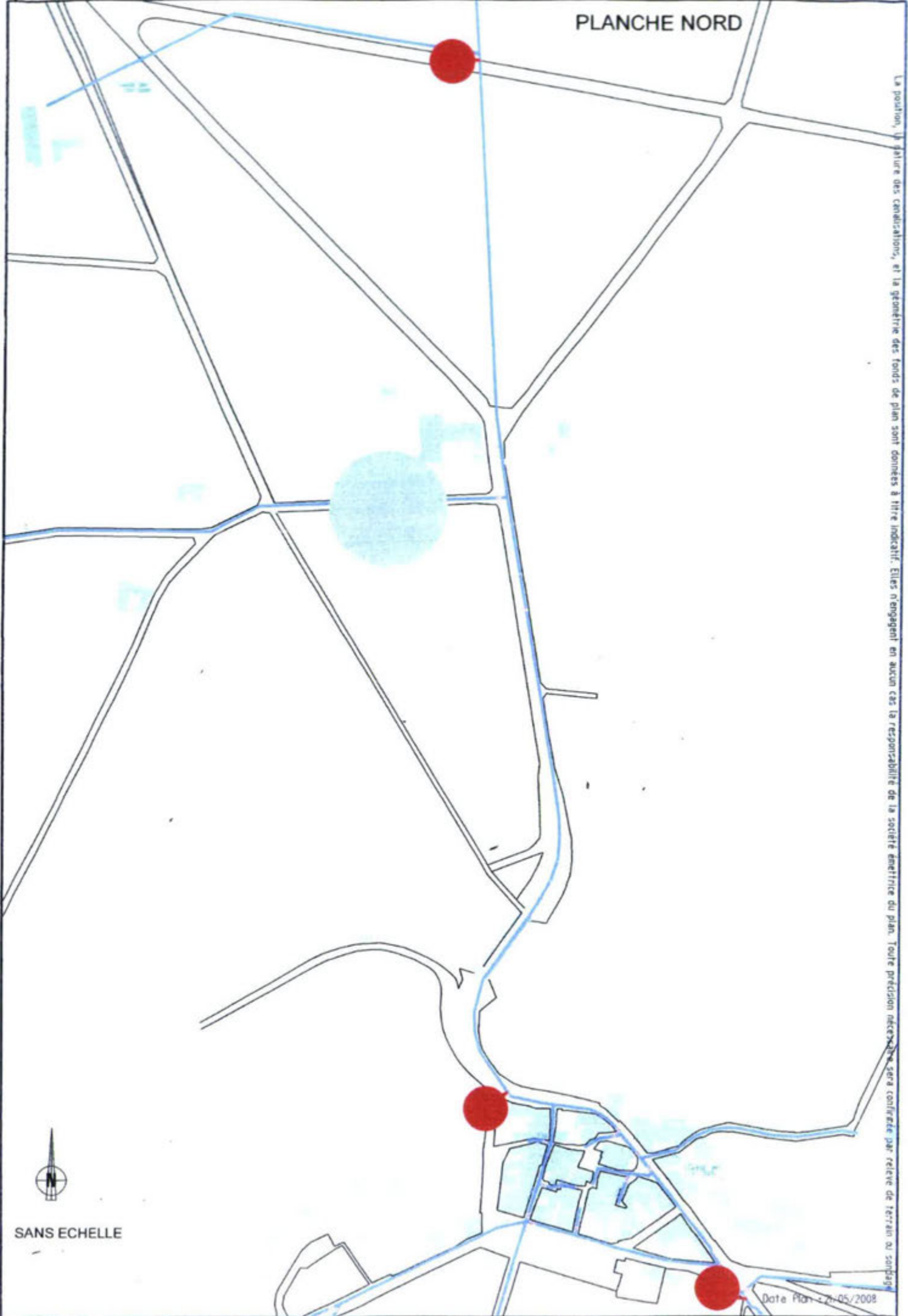
Date Plan : 21/05/2008

SANS ECHELLE



# PLANCHE NORD

La position, la nature des constructions, et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera fournie par relevé de terrain au sondage.



SANS ECHELLE

Date Plan : 27-05/2008



La position, la nature des canalisations, et la géométrie des fonds de plan sont données à titre indicatif. Elles n'engagent en aucun cas la responsabilité de la société émettrice du plan. Toute précision nécessaire sera confirmée par relevé de terrain ou sondage.

## PLANCHE EST

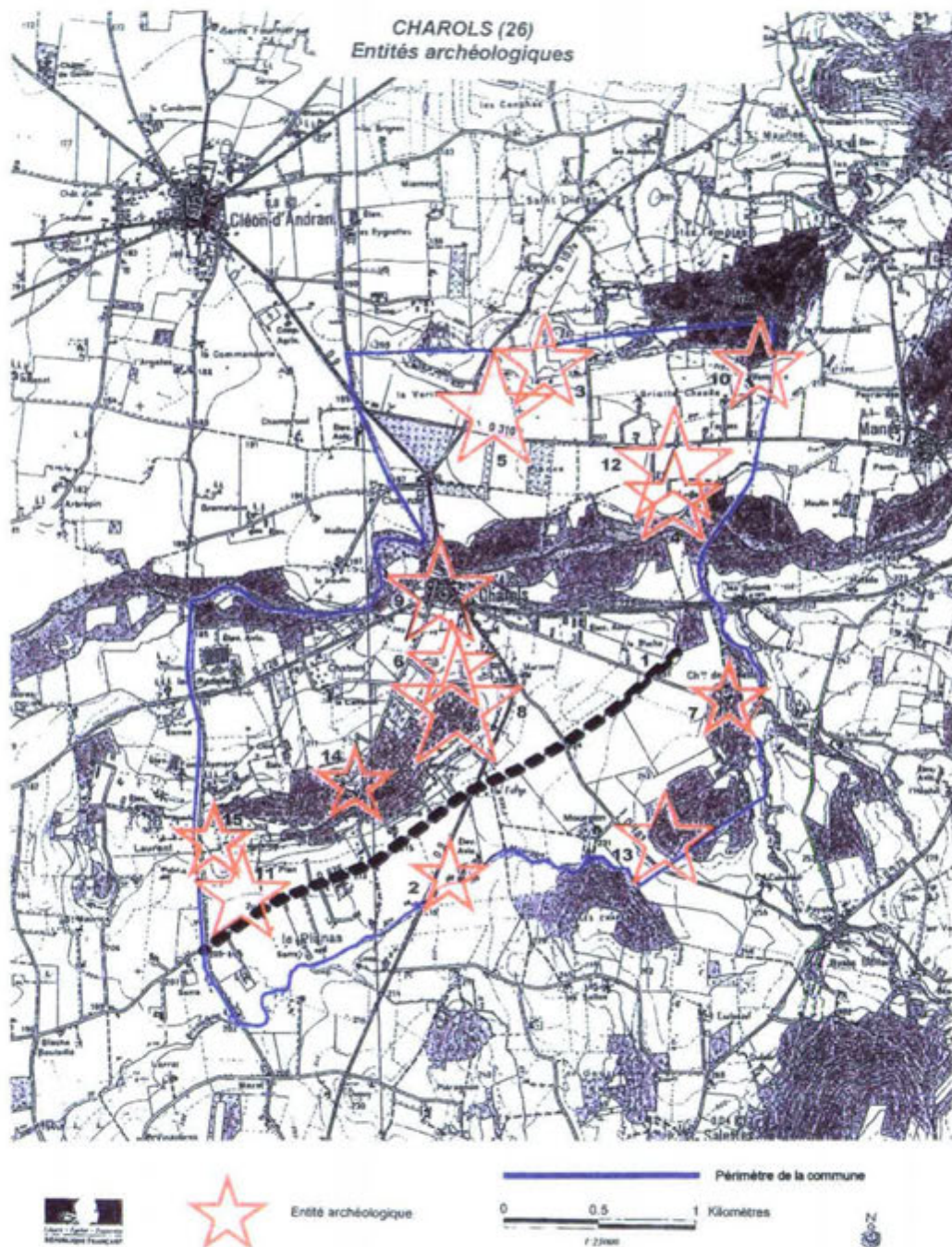
Date Plan : 21/05/2008

SANS ECHELLE



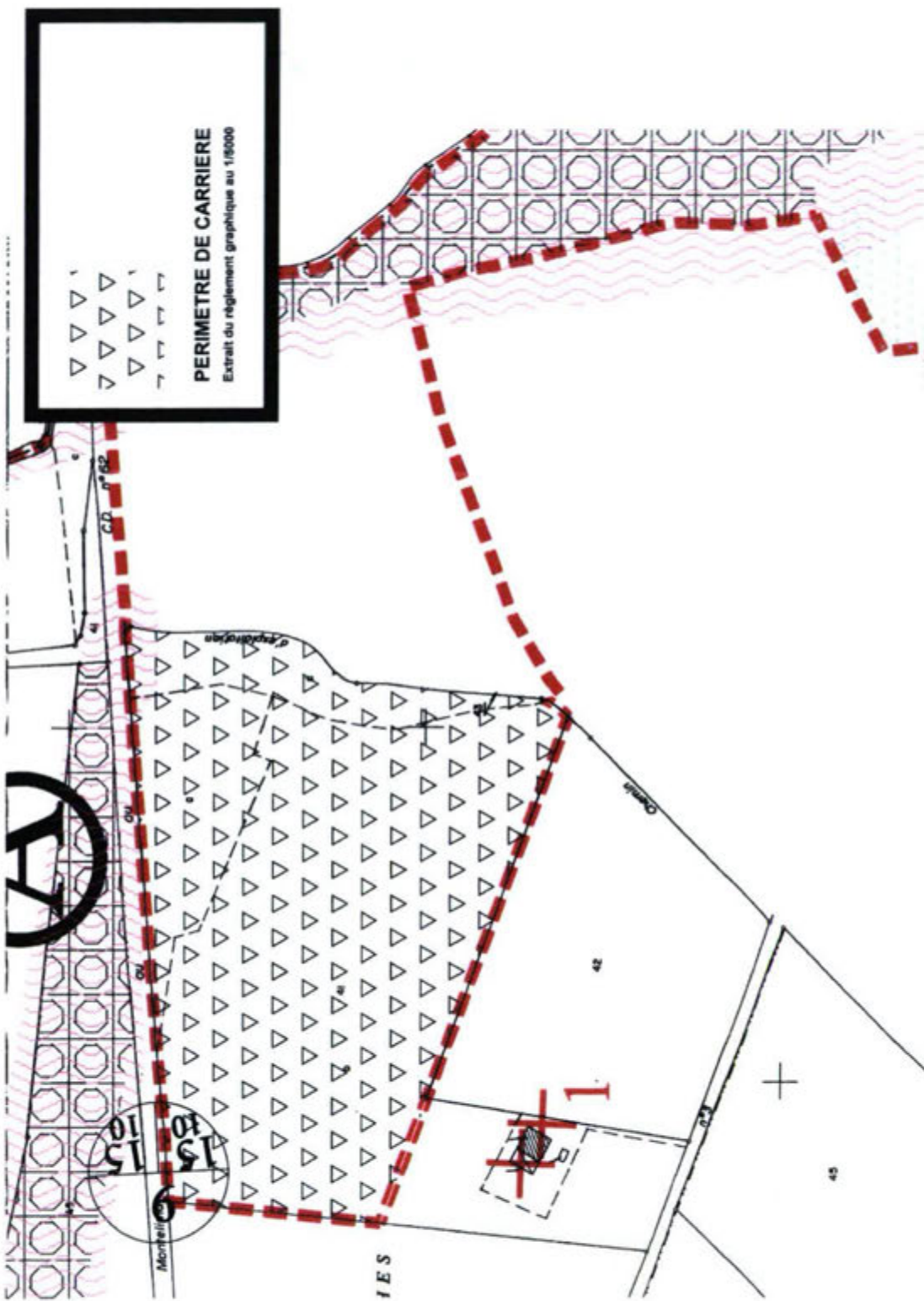
# ENTITES ARCHEOLOGIQUES REPERTORIEES

Elles sont issues de la Carte archéologique nationale (IGN scan 25 et BD carto de juin 2006), élaborée par le service régional de l'archéologie de la DRAC Rhône-Alpes (Direction Régionale des Affaires Culturelles), sont au nombre de 13, du mésolithique au moyen-âge:





PERIMETRE DE CARRIERE	
-----------------------	--



**Bureau d'études Jean-Claude FAUCHILLE / 06.89.30.13.09 / e.mail : famo.urba@gmail.com**  
Eurl FAUCHILLE MOBILIS, 9 Quai du Roubion, 26200 MONTEILIMAR

LA CIRCULAIRE MINISTERIELLE.

Texte intégral.

ment : centres d'études techniques de l'équipement ; centres interrégionaux de formation professionnelle ; direction des routes ; direction de la sécurité et de la circulation routières.

Pour information : bibliothèque administrative et juridique

Référence : note DAU/JC 1 n° 96019-61 du 14 février 1996.

*Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme à Mesdames et Messieurs les destinataires in fine.*

Introduction

Les désordres urbains que l'on constate aujourd'hui le long des voies routières et autoroutières, notamment dans les entrées de villes, sont dus à une forte pression économique, essentiellement d'ordre commercial. Pour les acteurs économiques, plusieurs critères sont privilégiés pour rechercher une implantation : l'accessibilité, les disponibilités foncières et la visibilité, qui constituent ce que l'on appelle « l'effet vitrine ». De ce fait, les acteurs économiques privilégient l'implantation le long des infrastructures à fort trafic, les sorties d'autoroutes, les intersections entre pénétrantes et rocades.

Ce processus se traduit par la prolifération de constructions à usage d'activité ou de service, implantées de façon linéaire en méconnaissance des préoccupations d'urbanisme, architecturales et paysagères, et en ne se préoccupant que du court terme. L'urbanisation s'organise de manière linéaire et monofonctionnelle, sans profondeur et sans structuration véritable au détriment de la cohérence et de la continuité urbaine, ainsi que des possibilités de mutations de ces zones. L'activité commerciale alliée à la fréquentation de la voie appelle souvent une excessive surenchère de la publicité et des enseignes. Les contradictions entre les deux fonctions de la voie (voie de transit et desserte locale) créent de nombreux dysfonctionnements en matière de circulation et de sécurité routière.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a introduit un article L. 111-1.4 dans le code de l'urbanisme, visant à inciter les communes à promouvoir un urbanisme de qualité le long des voies routières les plus importantes.

L'objectif de cet article est d'inciter les communes à lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur des abords des principaux axes routiers. Cette réflexion doit permettre de finaliser un véritable projet urbain qui trouvera sa traduction dans les documents d'urbanisme locaux tels que les plans d'occupation des sols (P.O.S.) ou les plans d'aménagement de zone (P.A.Z.).

La loi invite donc les communes à édicter pour les espaces bordant les grandes infrastructures routières des règles d'urbanisme justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité et de la qualité architecturale, urbaine et paysagère.

A défaut d'avoir mené et formalisé dans leur document de planification urbaine une telle réflexion avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997, date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article L. 111-1.4, les dispositions du premier alinéa de cet article visant à limiter la construction par l'institution d'une marge de reculement aux abords des grandes infrastructures routières seront applicables de plein droit aux terrains situés en dehors des espaces urbanisés, indépendamment de leur classement dans le document d'urbanisme ou de leur situation à l'intérieur des panneaux d'agglomération.

En l'absence de réflexion urbaine, l'article L. 111-1.4 pourrait donc conduire simplement à faire reculer de 100 ou 75 mètres les pratiques actuellement trop souvent constatées. Pour éviter cet effet pervers, qui serait contraire à la volonté du législateur, il est très souhaitable que les autorités communales édictent des règles d'urbanisme qui permettent de garantir la qualité du développement urbain aux abords des infrastructures routières, principalement sur les secteurs soumis à une forte pression foncière.

I. - LE CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL  
DE L'ARTICLE L. 111-1.4

1. Les infrastructures concernées

Les dispositions de l'article L. 111-1.4 sont applicables à toutes les communes dont le territoire ou une partie du territoire longe :

- une autoroute au sens des articles L. 122-1 à L. 122-5 du code de la voirie routière ;
- une route express au sens des articles L. 151-1 à L. 151-5 du code de la voirie routière ;
- une déviation au sens des articles L. 152-1 et L. 152-2 du code de la voirie routière ;
- une route classée à grande circulation en vertu de l'article R. 1 du code de la route.

541-0 Texte non paru au Journal officiel

559

Direction de l'architecture et de l'urbanisme

Circulaire n° 96-32 du 13 mai 1996 relative à l'application de l'article 52 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement créant un nouvel article L. 111-1.4 du code de l'urbanisme

NOR : EQUU9610077C

Texte source : loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.

Texte abrogé : aucun.

Texte modifié : code de l'urbanisme (nouvel article L. 111-1.4).

Mots clés : néant.

Publication : Bulletin officiel.

Destinataires :

Pour attribution : Messieurs les préfets de région ; Mesdames et Messieurs les préfets de département ; directions régionales de l'équipement ; directions départementales de l'équipe-



L'application de l'article L. 111-1.4 est subordonnée au classement des voies dans l'une ou l'autre des catégories ci-dessus.

En ce qui concerne les déviations deux points doivent être rappelés. D'une part, les déviations correspondent à la fonction d'une section nouvelle qui a pour objet de faire contourner une agglomération par les usagers d'une route classée à grande circulation identifiée. D'autre part, la déviation a, elle-même, le statut de route à grande circulation, qui est alors perdu par la section de voie déviée.

Les bretelles des échangeurs situées sur les autoroutes et les routes express ont le statut de la voie concernée. Par contre, les bretelles des échangeurs situées soit sur les « routes à grande circulation » soit sur leurs déviations n'ont pas le statut de la voie concernée.

L'article L. 111-1.4 est applicable aux seules voies ouvertes à la circulation. En effet, au stade où le projet d'infrastructure figure en emplacement réservé dans le document d'urbanisme, ni le tracé, ni le statut de la voie ne sont définitifs. Afin d'éviter toutefois que les espaces qui bordent les voies susceptibles d'entrer dans l'une des catégories ci-dessus énumérées et pour lesquelles un emplacement a été réservé ne soient frappés d'inconstructibilité à partir du classement de la voie ou de sa mise en service, la collectivité aura tout intérêt à fixer au plus tôt des règles d'urbanisme de nature à assurer, le moment venu, la qualité de l'urbanisation des espaces concernés.

## 2. Les espaces concernés

Les dispositions de l'article L. 111-1.4 sont applicables aux espaces non urbanisés situés le long des voies décrites ci-dessus.

Le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier au regard de la réalité physique et non en fonction des limites de l'agglomération au sens du code de la voirie routière ni du zonage opéré par un plan d'occupation des sols.

La réalité physique de l'urbanisation s'apprécie au travers d'un faisceau d'indices : nombre de constructions existantes, distance du terrain en cause par rapport à ce bâti existant, contiguïté avec des parcelles bâties, niveau de desserte par les équipements. L'ensemble de ces critères a été dégagé par la jurisprudence relative à la notion des parties actuellement urbanisées introduite en 1983 où s'applique le principe de constructibilité limitée dans les communes non couvertes par un P.O.S. : les espaces non urbanisés sont ceux qui ne sont pas situés dans les parties actuellement urbanisées des communes concernées.

En conséquence, tous les espaces non physiquement urbanisés entrent dans le champ d'application de l'article L. 111-1.4, que la commune soit ou non dotée d'un P.O.S. et même si, dans ce dernier cas, les espaces considérés sont dans une zone U ou dans une zone N.A. Il est, de même, indifférent que la zone N.A. soit ouverte ou non à l'urbanisation ou encore que les espaces soient dans le périmètre d'une Z.A.C.

S'agissant des Z.A.C., l'appréciation du caractère urbanisé ou non de la zone doit s'apprécier au cas par cas en fonction notamment de l'état de réalisation du bâti. Si la Z.A.C. est peu bâtie, ou si le front de voie a été peu bâti, les marges de recullement sont applicables dès le 1<sup>er</sup> février 1997 en l'absence de projet d'aménagement justifié et motivé dans le document d'urbanisme (P.O.S. ou P.A.Z.).

Des incertitudes peuvent naître dans certains cas particuliers. Il en est ainsi des terrains non encore construits et situés dans des espaces urbanisés lorsque ces terrains sont d'une taille suffisante pour permettre une opération d'aménagement. Il y aura, dans le doute, tout intérêt à fixer des règles d'urbanisme de nature à assurer la qualité de l'urbanisation plutôt que de courir le risque d'une inconstructibilité de ces espaces.

## II. - LES CONDITIONS DE LA CONSTRUCTIBILITÉ

L'inconstructibilité qui frappera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, les espaces non urbanisés qui longent les autoroutes, routes express, déviations et autres routes classées à grande circulation ne s'appliquera pas là où des règles d'urbanisme, justifiées et motivées dans un plan d'occupation des sols ou dans un document d'urbanisme en tenant lieu garantiront une urbanisation de qualité au regard d'un certain nombre de critères. La constructibilité de ces espaces est donc subordonnée à trois conditions cumulatives :

- l'existence d'un P.O.S. ou d'un P.A.Z., opposable aux tiers, fixant les règles d'urbanisme applicables dans ces espaces. Une commune sans P.O.S. dont seule une petite partie du territoire est soumise à une pression d'urbanisation en raison de sa situation le long d'une des voies visées par la loi, pourra opter pour un P.O.S. partiel ;
- l'existence dans ce P.O.S. ou dans ce P.A.Z. de règles de nature à assurer la qualité de l'urbanisation au regard d'un certain nombre de critères, dont le législateur fixe une liste non

exhaustive. Les espaces couverts par un P.O.S. ou par un P.A.Z. dont le règlement ne comprendrait pas de telles dispositions seraient frappés d'inconstructibilité ;

- la justification et la motivation de ces règles au regard de ces mêmes critères.

### 1. L'élaboration d'un projet urbain

La formulation de règles d'urbanisme ayant pour objet d'assurer la qualité de l'urbanisation dans des espaces déterminés, puis la motivation de ces règles supposent une réflexion globale sur les espaces à traiter et sur la relation de ces espaces à leur environnement, qui relève d'une démarche de projet urbain. La qualité assignée comme objectif par le législateur ne peut résulter d'une simple juxtaposition de règles conçues isolément.

#### 1.1. La démarche de projet urbain

Les dispositions de l'article L. 111-1.4 ont essentiellement pour objet de promouvoir une urbanisation de qualité sur des sites nouvellement desservis et donc en devenir, ou des sites en cours de mutations profondes (ex : friches industrielles aux abords d'axes majeurs). Il s'agit donc de mettre en œuvre une stratégie de développement ou de restructuration pour un territoire donné (stratégie que l'on nommera par la suite « démarche de projet urbain ») inscrite dans un projet de ville ou d'agglomération de la responsabilité des élus locaux.

Le choix des règles applicables à ce site, qui seront inscrites dans les documents d'urbanisme devra être opéré au regard des visées stratégiques qui auront été définies au préalable, c'est-à-dire, après qu'aient été formulées et motivées, la ou les vocations que la municipalité souhaite donner au site et inscrites dans la dynamique urbaine plus générale de la ville.

S'agissant d'un processus de transformation concrète qui porte sur un espace complexe combinant les domaines publics et privés, le projet urbain, tout en restant de la responsabilité des élus, ne peut alors être qu'un projet partenarial. Il permet par conséquent, de rassembler et d'organiser différents acteurs, à partir d'un souhait de l'un ou de plusieurs d'entre eux, collectivités locales, Etat, acteurs privés, propriétaires fonciers, d'intervenir sur un espace de la ville. Les réflexions à l'échelle intercommunale doivent être encouragées notamment au niveau des documents d'urbanisme tels que les schémas directeurs ou les schémas de secteurs, et les P.O.S. intercommunaux.

Cette démarche nécessite de créer une conduite de projet collective, de façon à ce que l'ensemble des enjeux soit pris en compte, et dans laquelle la ou les collectivités publiques seront obligatoirement parties prenantes.

Etre partenaire d'un projet nécessite pour l'Etat de se construire un point de vue sur les enjeux du projet et de participer aux démarches qui visent à organiser le travail en partenariat, voire de proposer de telles démarches aux acteurs concernés par le projet, notamment les collectivités locales. Dans ce partenariat à construire, l'Etat doit être respectueux des compétences des collectivités locales, mais doit également défendre fermement les politiques dont il est porteur, notamment celles définies par l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme.

Vous devrez construire ce point de vue à chaque étape du processus :

- a) Diagnostic finalisé du site : atouts, problèmes, enjeux principaux ;
- b) Définition des visées sur le devenir du site, c'est-à-dire la vocation que l'on souhaite lui maintenir ou lui donner dans la dynamique urbaine (vocation commerciale, d'activités, de loisirs...) ;
- c) Choix des objectifs, des modalités de participation et prise de responsabilité des différents acteurs, accompagnés de l'échéancier souhaité et des indicateurs de réussite ;
- d) Choix des solutions opérationnelles à mettre en œuvre et tenant compte notamment de :
  - l'impact visuel de la future zone, son traitement paysagé, l'ordonnement des espaces libres et des plantations ;
  - les effets sur l'urbanisation existante et future ;
  - les effets sur les modes de transports et leur gestion (dessertes, liaisons avec le reste de la ville) ;
  - la gestion des aires de stationnement tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

#### 1.2. Les critères de la qualité de l'urbanisation

La qualité que le législateur veut promouvoir s'apprécie au regard d'un certain nombre de critères qui témoignent des différents aspects que celle-ci peut prendre sans que l'énumération contenue dans la loi doive toujours être considérée comme une liste exhaustive.



La qualité s'apprécie au cas par cas, en fonction des caractéristiques des espaces concernés (intensité du trafic, configuration des lieux, paysage, plus ou moins grande proximité avec les espaces urbanisés...), et en laissant place à la définition d'un parti d'aménagement original. D'autres critères pourront donc être pris en compte et, sous réserve que ce parti puisse être dûment justifié et motivé, tous les critères retenus ne donneront pas nécessairement lieu au même niveau de prescriptions, selon la réalité à traiter.

#### 1.2.1. Les nuisances.

Les dispositions proposées devront notamment répondre aux critères issus des dispositions de la loi « bruit » (n° 92-1444 du 31 décembre 1992) et en particulier de son article 15. Cet article traite du classement des voies en fonction de leur trafic et de leurs émissions sonores, indique les contraintes que doit respecter l'urbanisation, et notamment les constructions, aux abords des voies bruyantes. Plus généralement, il s'agira dans tous les cas de rechercher les formes urbaines les plus efficaces pour protéger les riverains du bruit et de justifier à cet égard les dispositions proposées.

#### 1.2.2. La sécurité.

La présence d'infrastructures routières ou autoroutières dans les tissus urbains pose des problèmes de sécurité liés au mélange des trafics de transit et des trafics locaux. Les réflexions engagées dans ces quartiers doivent être l'occasion d'étudier le profil en travers de la voie afin de mieux gérer l'interface entre trafic de transit et trafic local avec notamment l'implantation de contre-allées, et de carrefours, l'aménagement des traversées piétonnes, et d'arrêts pour les transports collectifs, le report des accès sur les voies collectrices ou sur les voies de desserte locale. De plus les accès des bâtiments et établissements situés dans les zones concernées doivent être organisés de façon à assurer la sécurité des usagers de la voie.

#### 1.2.3. La qualité architecturale.

Le souci de composition urbaine, la qualité des projets architecturaux et de leur intégration dans un projet urbain d'ensemble intégrant la globalité du site, la mise en valeur de partis architecturaux de traitement de l'axe ou de la zone concernée visant à lui donner une identité devront être clairement exprimés et explicités.

Par ailleurs, le traitement de l'aspect extérieur des constructions devra inciter les constructeurs à choisir des matériaux, des couleurs, des formes qui adoucissent l'impact visuel des constructions. L'impact visuel de la route devra également être pris en compte.

#### 1.2.4. La qualité de l'urbanisme et des paysages.

La qualité de l'urbanisation doit s'apprécier au regard de la logique urbaine générale. Le nouveau quartier doit s'inscrire en continuité des autres quartiers existants, il doit lui-même prévoir ses connexions futures avec ces quartiers. La forme urbaine doit notamment être étudiée pour permettre d'intégrer la notion de mixité des fonctions urbaines et les potentialités d'évolution de ces quartiers.

L'organisation du front urbain le long de la voie revêtira une importance majeure en terme de paysage urbain. On devra donc veiller à ce que celui-ci soit organisé de manière satisfaisante par la position du bâti, l'ordonnement des bâtiments et la vision d'ensemble qu'ils offriront. Ces critères s'exprimeront alors dans les articles du règlement de P.O.S. et dans les documents graphiques (création d'un alignement, par exemple).

La gestion des aires de stationnement doit faire l'objet d'études tant du point de vue quantitatif que qualitatif dans le but d'éviter la création de vastes espaces inutilisés en dehors des heures d'affluence.

Les espaces publics, de la voie et de ses abords, jouent un rôle important dans la qualité urbaine. Ceux-ci devront donc être étudiés avec le souci de la composition paysagère et des tracés urbains. Le traitement de ces espaces libres (rapport de proportion, plantations, éclairages, mobilier urbain...) joueront un rôle déterminant dans la perception visuelle et qualitative du site.

Il s'agit en fait de créer un projet urbain de qualité qui doit permettre d'anticiper et d'accompagner le développement de la ville, en incluant la dimension paysagère.

### 2. La traduction du projet d'aménagement dans un document d'urbanisme

Dans le cadre de l'association de l'Etat aux procédures de révision des documents d'urbanisme vous veillerez à porter à la connaissance des communes concernées tous les éléments d'information que vous jugerez utiles à la traduction réglementaire des projets urbains dans leur document. A cet égard, toutes les pièces du dossier de P.O.S., ou de P.A.Z., peuvent être concernées, notamment le rapport de présentation et le règlement.

#### 2.1. La traduction du projet dans les différentes pièces du dossier.

Le rapport de présentation devra à partir d'une analyse de la situation existante de ces secteurs et de leurs perspectives d'évolution, exposer les options retenues et les dispositions d'urbanisme qui permettront à la commune de maîtriser le développement futur de ces secteurs, et justifier la pertinence des moyens retenus dans le document pour mettre en œuvre ces objectifs. Au regard de l'obligation de motivation, il sera opportun de joindre au rapport de présentation les études préalables réalisées sur ces zones.

La plupart des articles du règlement sont concernés pour la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 111-1-4, l'affectation dominante de la zone et la définition des modes d'occupation ou d'utilisation du sol qui sont soit autorisés, soit interdits (art. 1 et 2), les règles relatives aux accès et voiries ainsi qu'à la desserte par les réseaux (art. 3 et 4), les dispositions relatives à la forme urbaine (art. 5, 6, 7, 8, 9, 10), les dispositions relatives à l'aspect architectural des constructions (art. 11), le stationnement (art. 12), le traitement paysager des espaces libres et des plantations (art. 13), les règles de densité (art. 14 et 15).

Ce qui est essentiel à ce stade de la traduction du projet urbain dans le document d'urbanisme, c'est de faire apparaître la justification et la motivation du parti d'urbanisme retenu. Il s'agit de démontrer par quels moyens, réglementaires ou opérationnels, le projet urbain retenu permet de garantir un développement de qualité, notamment au regard des critères définis par la loi.

#### 2.2. La procédure : révision ou modification

L'introduction dans le P.O.S. ou le P.A.Z. de règles propres aux espaces non urbanisés le long des voies très fréquentées ne nécessite le recours à la procédure de révision que dans la mesure où celles-ci remettent en cause l'économie générale du P.O.S. C'est le cas si les territoires soumis à ces règles modifiées représentent une surface importante du territoire de la commune, et si le parti d'aménagement est modifié en profondeur. Dans l'hypothèse inverse, une simple modification du document est suffisante.

Dans certains cas, le document d'urbanisme applicable traduisant déjà un projet d'aménagement de qualité, la justification et la motivation des règles en vigueur pourra suffire à assurer la constructibilité des espaces en cause. Mais le plus souvent, seule l'insertion de nouvelles règles, permettra de justifier et de motiver le nouveau parti d'aménagement retenu au regard des critères énoncés par le législateur.

### III. - L'INCONSTRUCTIBILITÉ DES MARGES DE RETRAITS

#### 1. Le principe de l'inconstructibilité

##### 1.1. Les communes sans documents d'urbanisme

Les marges de retrait s'imposent de plein droit pour les communes qui ne disposent pas de P.O.S. ou de document d'urbanisme en tenant lieu, opposable aux tiers, et ne peuvent donc faire application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 111-1-4. Les cartes communales ou M.A.R.N.U., compte tenu de leur nature, ne sont pas des documents d'urbanisme tenant lieu de P.O.S. au sens de ces dispositions et par conséquent ne permettent pas aux communes concernées d'écarter cette limitation des droits de construire le long des principales voies routières, en dehors des espaces déjà urbanisés. Seules les exceptions prévues par la loi et rappelées ci-dessus peuvent être autorisées dans ces espaces.

Par ailleurs, pour les communes ne disposant pas d'un document d'urbanisme, et dans l'hypothèse où l'urbanisation s'est développée au-delà de l'agglomération, au sens du code de la route, les dispositions des articles R. 111-5 et R. 111-6 demeurent applicables dans la partie comprise entre le panneau d'agglomération et la limite des espaces urbanisés. En revanche, lorsqu'il y a concordance physique entre la limite de l'agglomération délimitée en application du code de la route, et la limite des espaces urbanisés au sens de l'article L. 111-1-4 : seules les marges de retrait édictées par l'article L. 111-1-4 (100 ou 75 mètres) sont applicables et non les marges édictées par les articles R. 111-5 et R. 111-6.



*1.2. Les communes disposant d'un document d'urbanisme dont les règles ne permettent pas de garantir la qualité de l'aménagement*

A défaut de règles d'urbanisme insérées dans un P.O.S. ou dans un P.A.Z., garantissant une urbanisation de qualité dans les conditions fixées par la loi, les espaces non urbanisés le long des autoroutes, routes express, déviations et autres routes classées à grande circulation seront frappés d'inconstructibilité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 sur une profondeur de 100 mètres ou de 75 mètres à partir de l'axe de la voie.

**2. Le champ d'application du principe d'inconstructibilité**

*2.1. L'axe des voies*

Lorsqu'il est fait application du retrait des installations et constructions nouvelles, soit de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations, soit de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation, la définition de l'axe de l'infrastructure peut soulever des difficultés d'application. Pour cette raison, plusieurs précisions doivent être apportées.

Dans le cas d'une route avec terre-plein central, l'axe à prendre en compte est celui de l'ensemble des deux chaussées.

Si un phasage de travaux conduit à différer la mise en service de la deuxième chaussée l'axe à prendre en compte est celui de l'ensemble des deux chaussées, prévu au programme décrit dans le dossier d'enquête publique préalable.

En cas de carrefour giratoire, l'axe à prendre en considération est celui de l'axe des chaussées contournant l'îlot central.

Doit également être pris en compte l'axe des bretelles des autoroutes et des routes express.

*2.2. Les exceptions au principe d'inconstructibilité*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 en l'absence de document d'urbanisme ou en l'absence de règles spécifiques dans les documents d'urbanisme, seront interdites toutes les constructions et installations qu'elles soient ou non soumises à autorisation ou déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, qu'elles aient un caractère permanent ou précaire. Toutefois, un certain nombre d'exceptions à ce principe sont applicables de plein droit. Elles concernent :

- les constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières : les constructions situées ou non sur le domaine public routier, notamment les stations de péage, les stations-services, les équipements implantés dans les aires de repos le long des autoroutes tels que les restaurants, ou les maisons de tourisme ;
- les services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières : les installations des services publics de secours et d'exploitation ;
- les bâtiments d'exploitation agricole : sont concernés par ces dispositions les constructions à caractère fonctionnel nécessaires aux exploitations, notamment les serres, les silos, les hangars, les bâtiments d'élevage ;
- les réseaux d'intérêt public : les supports d'installation nécessaires aux réseaux ;
- l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes : cette disposition concerne les bâtiments existants, elle ne s'applique donc pas aux ruines. De plus la loi n'autorise que les travaux d'adaptation, de réfection, ou d'extension.

Ces notions ne sont pas synonymes de reconstruction, c'est-à-dire de travaux visant à reconstruire des bâtiments qui n'existent plus. Les travaux autorisés ont donc pour finalité soit d'améliorer le caractère habitable d'un logement, soit de faciliter l'exercice d'activités dans un bâtiment, soit de procéder à une extension d'une construction existante. S'agissant des travaux d'extension des constructions existantes, ceux-ci doivent être appréciés en fonction notamment de la dimension de la construction existante, de la taille du terrain, de la qualité du site (sur ce point il sera utile de se reporter aux critères dégagés par le juge administratif à propos de l'application de l'article L. 111-1-2). Enfin, ces dispositions n'ont pas pour effet de permettre un changement d'affectation qui ne peut être regardé comme une simple adaptation.

**IV. - L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ARTICLE L. 111-1.4**

**1. Les effets de l'entrée en vigueur sur la légalité des documents d'urbanisme**

Les dispositions de l'article L. 111-1-4 n'ont pas valeur de prescriptions nationales fixées en application des lois d'aménagement et d'urbanisme, par conséquent elles ne créent pas de lien nouveau de compatibilité pour les documents d'urbanisme. En conséquence, l'entrée en vigueur de ces dispositions au 1<sup>er</sup> janvier 1997 n'a pas

pour effet immédiat de rendre illégaux les documents d'urbanisme en vigueur. Elle institue une inconstructibilité sur une profondeur de 100 ou 75 mètres le long des voies concernées aussi longtemps que le P.O.S. ou le P.A.Z. n'aura pas été modifié ou révisé pour tenir compte des dispositions de l'article L. 111-1-4.

**2. Les modalités d'entrée en vigueur**

*2.1. Les autorisations individuelles délivrées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997*

L'entrée en vigueur des dispositions de l'article L. 111-1-4 n'a pas pour effet de remettre en cause les autorisations délivrées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997 (permis de construire, déclarations de travaux, autorisations d'I.T.D....).

Toutefois, l'entrée en vigueur des dispositions de l'article L. 111-1-4 au 1<sup>er</sup> janvier 1997 fait obstacle à la prorogation des permis de construire dont le délai de validité expire après cette date, dans la mesure où, conformément aux dispositions de l'article R. 421-32, 4<sup>e</sup> alinéa, ces dispositions sont des prescriptions d'urbanisme défavorables à l'égard des pétitionnaires concernés, sous réserve de l'application du dernier alinéa de l'article L. 111-1-4.

*2.2. Les certificats d'urbanisme positifs délivrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997*

S'agissant des certificats d'urbanisme, je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article L. 410-1, si la demande en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain est déposée dans le délai de validité du certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en cause. De plus, en application de l'article R. 410-12, le certificat d'urbanisme indique dans tous les cas (L. 410-1 a, L. 410-1 b, L. 111-5, R. 315-54) les dispositions d'urbanisme applicables au terrain.

Les dispositions de l'article L. 111-1-4, ayant leur fondement dans le code de l'urbanisme constituent des dispositions d'urbanisme au sens des articles L. 410-1 et R. 410-12. Toutefois, l'entrée en vigueur de l'article L. 111-1-4 étant fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1997, afin de permettre aux communes de prendre en compte dans leur document de planification urbaine les préoccupations souhaitées par le législateur quant à l'aménagement de leurs entrées de ville, ces dispositions ne peuvent être mentionnées, comme étant applicables, dans les différents certificats d'urbanismes qui seront délivrés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997. En effet, les certificats d'urbanisme doivent faire état des seules dispositions d'urbanismes qui seraient susceptibles d'être prises en considération si l'administration avait à statuer immédiatement sur une demande de permis de construire. Il n'est pas exclu cependant, à titre d'observation et dans un souci de complète information, d'informer le bénéficiaire d'un certificat d'urbanisme de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1997 des dispositions du premier alinéa de l'article L. 111-1-4 sans que l'on puisse lui opposer ces dispositions dans l'hypothèse où il déposerait une demande de permis de construire dans le délai d'un an ou de dix-huit mois suivant la délivrance du certificat d'urbanisme.

S'agissant des communes dont le P.O.S. est en cours de révision, en vertu des dispositions de l'article R. 410-16 du code de l'urbanisme, au cas où un sursis à statuer serait opposable à une demande d'autorisation tendant à affecter le terrain à la construction ou à y réaliser une opération déterminée, le certificat d'urbanisme doit en faire état. La mention dans un certificat d'urbanisme de la possible opposition d'un sursis à statuer à une demande d'autorisation peut permettre dans le délai d'un an, ou de dix-huit mois, pour les certificats préalables à la réalisation d'une opération déterminée, de s'opposer à une telle demande dès lors qu'elle serait susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution du futur P.O.S. (cf. article L. 123-5 du code de l'urbanisme). Cette obligation de mentionner la possibilité de l'opposition d'un sursis à statuer dans les certificats d'urbanisme qui seraient délivrés au cours de l'année 1996 n'est pas sans présenter un certain nombre d'avantages pour les communes qui auront engagé la révision de leurs P.O.S. et dont les dispositions d'urbanisme auront atteint un état d'avancement suffisant.

*2.3. Les autorisations de lotir délivrées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997*

L'article L. 315-8 dispose que dans les cinq ans à compter de l'achèvement d'un lotissement, le permis de construire ne peut être refusé ou assorti de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement à l'autorisation de lotir.

Les modalités d'application de cette disposition ont été précisées par l'article R. 315-39 du code de l'urbanisme, qui prévoit que « lorsque le projet respecte les dispositions d'urbanisme du P.O.S.



ou du document d'urbanisme en tenant lieu ou, à défaut, les règles générales d'urbanisme édictées aux articles R. 111-2 à R. 111-24, en vigueur au jour de l'autorisation de lotir, l'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol ne peut être refusée ou assortie de prescriptions spéciales sur le fondement de dispositions d'urbanisme intervenues postérieurement. Le présent alinéa s'applique aux décisions intervenues avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'achèvement du lotissement ».

La date d'entrée en vigueur de l'article L. 111-1-4 ayant été fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1997, cela revient à écarter l'application des dispositions de l'article L. 111-1-4 pendant une période de cinq ans à compter de l'achèvement du lotissement, pour tous les lotissements autorisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Toutefois, lorsque la commune aura établi des règles particulières d'implantation en application du quatrième alinéa de l'article L. 111-1-4, elle pourra, si elle le souhaite, modifier les règles propres au lotissement pour les mettre en concordance avec les nouvelles dispositions du P.O.S., en mettant en œuvre la procédure prévue à l'article L. 315-4. De la même façon, les colotis peuvent demander une modification des règles propres au lotissement dans les conditions définies par l'article L. 315-3.

..

Pour l'application de ces dispositions, le contrôle de légalité des documents d'urbanisme doit essentiellement porter sur la nature des dispositions réglementaires introduites dans ces documents ainsi que sur la motivation et la justification des choix qui sont faits par les communes, notamment au regard des critères introduits par la loi (sécurité, nuisances, qualité de l'urbanisme et des paysages, qualité architecturale). J'attire votre attention sur le fait que dans l'hypothèse d'un contentieux portant sur un document d'urbanisme (par la voie d'action, ou par la voie de l'exception d'illégalité), la précision des critères introduits par la loi, de même que l'obligation pour les communes de motiver et justifier leurs choix, pourront permettre au juge administratif d'exercer un contrôle plus rigoureux des dispositions d'urbanisme adoptées dans les secteurs visés par l'article L. 111-1-4.

En conséquence, il vous appartient de veiller, notamment dans le cadre de votre mise à disposition, à conseiller utilement les communes, toute modification ou révision « alibi » des documents d'urbanisme ne pouvant que fragiliser fortement ces documents sur le plan juridique, et par voie de conséquences les opérations d'aménagement.

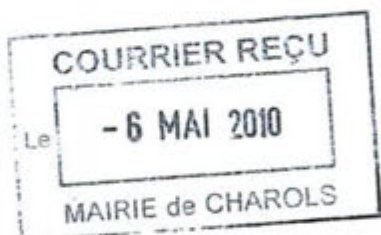
*Le directeur de l'architecture et de l'urbanisme,*  
C. BERSANI



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
Service Aménagement du Territoire et Risques  
Pôle Planification

Valence, le 29 AVR. 2010



Le Préfet de la Drôme

à

Monsieur le Maire de CHAROLS

26450 CHAROLS

**Objet :** Révision du plan local d'urbanisme – contrôle de légalité

Par courrier en date du 18 mars 2010, vous avez transmis à mes services le dossier du Plan Local d'Urbanisme de votre commune approuvé par délibération du 22 février 2010 ainsi qu'une délibération mentionnant les modifications après enquête publique dudit projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Dans le cadre du contrôle de légalité (article L 123-12 du Code de l'urbanisme), il vous appartient de rectifier le dossier approuvé comme il suit:

- En effet, l'application de l'article L111-1-4 du Code de l'urbanisme (« amendement Dupond ») a été mal prise en compte. Ainsi il vous appartient de rectifier le report des marges de recul de 75 mètres de part et d'autre de la route départementale n°9 c'est-à-dire qu'il convient de prendre en compte le principe d'inconstructibilité dans une bande de 75 mètres en-dehors des parties urbanisées de part et d'autre de l'axe de cette route. Le report graphique doit s'appliquer, outre en zone A et N, sur les zones AU et AUa. (Ce recul ne s'appliquera pas au lotissement actuellement en cours de construction.)
- Dans un second temps, comme je vous l'ai indiqué par courrier du 03 décembre dernier, après approbation de votre PLU, si vous souhaitez réduire cette contrainte et réaliser une urbanisation de qualité (zone AU notamment) il vous appartient de faire réaliser une étude « Loi Barnier » afin d'assurer une urbanisation de qualité qui deviendra opposable après une modification ou une révision de votre PLU.
- Par ailleurs, concernant les dispositions générales réglementaires applicables à toutes les zones, l'article 2 de chaque zone fait référence à l'article 3.7 des dispositions générales. Or, cet article 3.7 est inexistant. Il est donc nécessaire, pour éviter tout risque juridique, de rectifier la rédaction du règlement des articles 2 de chaque zone.

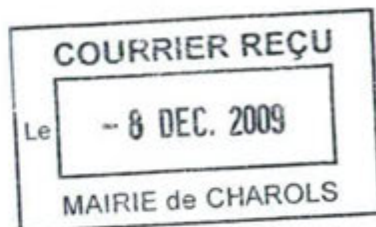
Je vous remercie de bien vouloir intégrer dans les meilleurs délais les remarques 1 et 3 dans votre document d'urbanisme et de procéder à nouveau à son approbation par délibération du conseil municipal.

Votre PLU sera rendu exécutoire dès réception de cette délibération et du dossier rectifié sous réserve de la réalisation des mesures de publicité (affichage en mairie et insertion dans la presse) relatives à cette nouvelle délibération.

Le Préfet  
Pour le Préfet, par délégation,  
Le Secrétaire Générale  
*Isabelle*

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

9 - DEC. 2009



Le Préfet de la Drôme

à

Monsieur le Maire de CHAROLS

**Objet :** Révision d'un plan local d'urbanisme

Porter à connaissance complémentaire

**PJ :** 1 dossier « Élément du Porter à Connaissance et pièces annexes » + Extrait du Décret 2009-615 du 03 juin 2009 concernant les routes à grande circulation (page 12 pour la Drôme)

Par délibération en date du 13 mars 2006, le conseil municipal de votre commune a décidé de réviser son plan local d'urbanisme.

En application des articles L.110 et L.121-2 du Code de l'Urbanisme, l'Etat veille au respect des principes définis à l'article L.121-1 et à la prise en compte des projets d'intérêt général ainsi que des opérations d'intérêt national.

A ce titre, les informations nécessaires à l'exercice de vos compétences en matière d'urbanisme vous ont été adressées les 8 septembre et 13 octobre 2006. Vous trouverez ci-joint les informations complémentaires concernant le classement des routes à grande circulation.

En effet, le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation a désormais classé à ce titre dans le département de la Drôme, la route départementale n°9 itinéraire bis qui traverse votre territoire communal.

La définition des routes à grande circulation résulte des dispositions de l'article 22 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Ces routes ne sont pas définies sur la base d'un critère de fort trafic, mais de délestage du réseau principal et de transport exceptionnel notamment.

Ces nouvelles dispositions ont un impact sur le champ d'application de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme. Cet article, connu sous le nom d'« amendement Dupond » et applicable en-dehors des espaces urbanisés des communes, vise en effet à assurer la qualité des entrées de ville de part et d'autre des autoroutes, des routes express, des déviations et des autres routes classées à grande circulation.



Il instaure en effet hors secteur urbanisé un principe d'inconstructibilité dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Il est toutefois possible de construire à l'intérieur de cette bande, si le plan local d'urbanisme, fixe des règles d'implantation différentes. Celles-ci doivent être adoptées sur la base d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'elles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages.

L'enjeu qui s'attache à la qualité des entrées de ville demeure de toute première importance pour lutter contre la banalisation des paysages périurbains et pour laquelle je vous invite à faire preuve de la plus grande attention.

Le choix dans les documents d'urbanisme de bonnes règles d'implantation et de densité, l'attention portée à l'aspect des constructions, à la disposition des stationnements, à l'accompagnement paysager et aux modalités d'accès, est de nature à permettre d'améliorer le traitement des entrées de ville.

Toutefois, compte-tenu de l'avancement de la procédure de votre PLU d'ores et déjà soumis à enquête publique, la prise en compte du décret du 3 juin 2009 passe dans un premier temps dans le report des marges de recul de 75 mètres de part et d'autre de la voie hors secteur urbanisé. Dans un second temps, après approbation de votre PLU, il vous appartiendra de faire réaliser une étude « Loi Barnier » afin d'assurer une urbanisation de qualité qui se traduira par une modification ou révision de votre PLU.

Vous trouverez ci-joint le dossier du Porter à Connaissance complémentaire établi conformément aux dispositions de l'article R.121-1 du Code de l'Urbanisme qui précise les dispositions particulières applicables au territoire de votre commune.

Ce document est tenu à la disposition du public et tout ou partie des pièces le composant peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Par ailleurs, j'appelle votre attention sur l'importance de la prise en compte de ces dispositions dans votre PLU.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire nécessaire à l'aboutissement de votre document d'urbanisme.

Le Préfet,

Préfet  
M. [Signature]  
[Signature]

MAIRIE DE SANDECHE

Commune de  
**CHAROLS**

Révision du plan local d'urbanisme

**Porter à connaissance de l'Etat**

**Prise en compte des routes à grande circulation**



## **Prise en compte des routes à grande circulation**

### **a – Le classement des routes à grande circulation**

➤ La définition des routes à grande circulation résulte des dispositions de l'article 22 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Ces routes ne sont pas définies sur la base d'un critère de fort trafic, mais de délestage du réseau principal et de transport exceptionnel notamment.

#### **Article 22 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004**

L'article L. 110-3 du code de la route est ainsi rédigé :

« Art. L. 110-3. - Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies.

« Les collectivités et groupements propriétaires des voies classées comme routes à grande circulation communiquent au représentant de l'Etat dans le département, avant leur mise en oeuvre, les projets de modification des caractéristiques techniques de ces voies et toutes mesures susceptibles de rendre ces routes impropres à leur destination.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article. »

➤ Le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national.

➤ Le décret n°2009-615 du 03 juin 2009 paru le 05 juin et fixant la liste des routes à grande circulation a défini sur le territoire national et notamment le département de la Drôme les routes qui sont désormais classées à grande circulation.

La commune est traversée par une voie classée à grande circulation par le décret n°2009-615 du 3 juin 2009, à savoir la route départementale n°9.

### **b – les effets**

#### **b-1 : Inconstructibilité aux abords de certaines voies**

La loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit un principe d'inconstructibilité aux abords des grandes infrastructures routières.

#### **Article L.111 –1-4 du code de l'urbanisme**

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.



Le plan local d'urbanisme peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages...

Sur la commune de Charols, les dispositions de l'article L.111-1-4 sont applicables à la D 9 et la D 6 classées à Grande Circulation hors secteurs urbanisés.

Ces nouvelles dispositions ont un impact sur le champ d'application de l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme. Cet article, connu sous le nom d'« amendement Dupond » et applicable en-dehors des espaces urbanisés des communes, vise en effet à assurer la qualité des entrées de ville de part et d'autre des autoroutes, des routes express, des déviations et des autres routes classées à grande circulation.

Il instaure en effet hors secteur urbanisé un principe d'inconstructibilité dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de 75 mètres de l'axe des autres routes classées à grande circulation. Il est toutefois possible de construire à l'intérieur de cette bande, si le plan local d'urbanisme, fixe des règles d'implantation différentes. Celles-ci doivent être adoptées sur la base d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, qu'elles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, de l'urbanisme et des paysages.

L'enjeu qui s'attache à la qualité des entrées de ville demeure de toute première importance pour lutter contre la banalisation des paysages périurbains et pour laquelle je vous invite à faire preuve de la plus grande attention.

Le choix dans les documents d'urbanisme de bonnes règles d'implantation et de densité, l'attention portée à l'aspect des constructions, à la disposition des stationnements, à l'accompagnement paysager et aux modalités d'accès, est de nature à permettre d'améliorer le traitement des entrées de ville.

S'agissant de la notion de secteur urbanisé, je vous précise que celle-ci s'apprécie au regard de la réalité physique et non en fonction des limites de l'agglomération au sens du code de la voirie (panneaux d'agglomération), ni du zonage opéré par le document d'urbanisme. Cette appréciation de la réalité physique de l'urbanisation résulte des critères dégagés par la jurisprudence au titre de la notion des parties actuellement urbanisées utilisées dans les communes sans document d'urbanisme.

### **c – Le contenu du Plan Local d'Urbanisme**

En application de l'article R 123.1 du code de l'urbanisme, « le plan local d'urbanisme comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable de la commune et un règlement ainsi que des documents graphiques. Il peut comporter en outre des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs, assorties le cas échéant de documents graphiques ; il comporte, s'il y a lieu, l'étude prévue au huitième alinéa de l'article L.111-1-4 et, en zone de montagne, les études prévues au a du III de l'article L.145-3 et au troisième alinéa de l'article L.145-5.

Le plan local d'urbanisme est accompagné d'annexes. »

En application de l'article R.123-1 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme comportera le cas échéant l'étude prévue au huitième alinéa de l'article L.111-1-4.

En l'absence de cette étude, conformément à l'article L 111-1-4 du code de l'urbanisme, le règlement fera apparaître la marge de recul de 75 mètres de part et d'autre de la Route départementale n°9 hors secteurs urbanisés.



# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation

NOR : DEVS0804222D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités territoriales et groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 5 mai 2008,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les routes à grande circulation définies à l'article L. 110-3 du code de la route sont :

a) Les routes nationales définies à l'article L. 123-1 du code de la voirie routière et mentionnées par le décret du 5 décembre 2005 susvisé ;

b) Les routes dont la liste est annexée au présent décret ;

c) Les bretelles reliant entre elles soit deux sections de routes à grande circulation, soit une section de route à grande circulation et une autoroute. On entend par « bretelle » une voie assurant la liaison entre deux routes qui se croisent à des niveaux différents.

**Art. 2.** – Le décret du 13 décembre 1952 modifié portant nomenclature des routes à grande circulation est abrogé.

**Art. 3.** – Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 2009.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
de l'énergie, du développement durable  
et de l'aménagement du territoire,*

JEAN-LOUIS BORLOO

*La ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

*Le ministre de la défense,*  
HERVÉ MORIN

*Le secrétaire d'Etat  
chargé des transports,*  
DOMINIQUE BUSSEREAU

DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
25	D 437	Extrémité	EXINCOURT.	Extrémité	AUDINCOURT.
25	D 437	Extrémité	MATHAY.	Extrémité	PONTARLIER.
25	D 438	D 53	MATHAY.	D 437	MATHAY.
25	D 53	A36	MATHAY.	D 438	MATHAY.
25	D 136B	D 136	MONTBELIARD.	N463	MONTBELIARD.
25	D 136 B	Extrémité	MONTBELIARD.	D 136	MONTBELIARD.
25	D 461	D 437	MORTEAU.	Extrémité	VILLERS-LE-LAC.
25	D 437	Extrémité	NOMMAY.	Extrémité	NOMMAY.
25	D 74	Extrémité	PONTARLIER.	N57	PONTARLIER.
26	D 538	A49	BOURG-DE-PEAGE.	D 104	CREST.
26	D 9	D 6	CLEON-D'ANDRAN.	D 24	SALLES-SOUS-BOIS.
26	D 464	D 104	CREST.	D 538	CREST.
26	D 538	D 464	CREST.	D 6	LA REPARA-AURIPLES.
26	D 86	Extrémité	ETOILE-SUR-RHONE.	Extrémité	ETOILE-SUR-RHONE.
26	D 14	D 9	GRIGNAN.	D 414	GRIGNAN.
26	D 414	D 14	GRIGNAN.	D 541	GRIGNAN.
26	D 541	D 414	GRIGNAN.	Extrémité	COLONZELLE.
26	D 541	Extrémité	GRIGNAN.	N 7	DONZERE.
26	D 6	D 538	LA REPARA-AURIPLES.	D 9	CLEON-D'ANDRAN.
26	D 519	Extrémité	LAPEYROUSE-MORNAY.	Extrémité	LAPEYROUSE-MORNAY.
26	D 538	Extrémité	LENS-LESTANG.	Extrémité	MOURS-SAINT-EUSEBE.
26	D 458	D 457	LES GRANGES-GONTARDES.	D 59	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.
26	D 104	Extrémité	LORIOLE-SUR-DROME.	D 204	LORIOLE-SUR-DROME.
26	D 104	N 7	LORIOLE-SUR-DROME.	D 464	CREST.
26	D 1075	Extrémité	LUS-LA-CROIX-HAUTE.	N 75	LUS-LA-CROIX-HAUTE.
26	D 133	D 607	MALATAVERNE.	D 541	VALAURIE.
26	Bvd Présidents	D 540	MONTELMAR.	D 540A	MONTELMAR.
26	D 540	Extrémité	MONTELMAR.	D 9	LA BEGUDE-DE-MAZENC.
26	D 53	D 538	MOURS-SAINT-EUSEBE.	N 2092	ROMANS-SUR-ISERE.
26	D 608A	D 538	MOURS-SAINT-EUSEBE.	D 53	MOURS-SAINT-EUSEBE.
26	D 53	Extrémité	PEYRINS.	D 574	ROMANS-SUR-ISERE.
26	D 53	Extrémité	PEYRINS.	D 538	MOURS-SAINT-EUSEBE.
26	D 8	Extrémité	ROCHEGUDE.	Extrémité	ROCHEGUDE.
26	D 532	D 574	ROMANS-SUR-ISERE.	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE.
26	D 574	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE.	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE.
26	D 1092	N 92	SAINT-PAUL-LES-ROMANS.	N 92	SAINT-PAUL-LES-ROMANS.
26	D 458	D 59	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.	D 26	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.
26	D 59	D 458	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.	D 458	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX.
26	D 86 C	Extrémité	SAINT-VALLIER.	D 886	SAINT-VALLIER.
26	D 24	D 9	SALLES-SOUS-BOIS.	D 9	SALLES-SOUS-BOIS.
26	D 9	D 24	SALLES-SOUS-BOIS.	D 14	GRIGNAN.
26	D 532	D 532A	TAIN-L'HERMITAGE.	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE.
26	D 576	D 976	TULETTE.	D 94	TULETTE.
26	D 576	D 94	TULETTE.	Extrémité	TULETTE.
26	D 94	D 576	TULETTE.	D 576	TULETTE.
27	D 71	D 155	ACQUIGNY.	A154	PINTERVILLE.
27	D 27	D 675	BEUZEVILLE.	D 834	LIEUREY.
27	D 151	Extrémité	BOURG-BEAUDOUIN.	N 14	BOURG-BEAUDOUIN.
27	D 6014	Extrémité	BOURG-BEAUDOUIN.	Extrémité	GUERNY.
27	D 321	D 1	CHARLEVAL.	D 6015	IGOVILLE.
27	D 10	D 181	DANGU.	D 14bis	GISORS.
27	D 181	D 10	DANGU.	D 6015	VERNON.
27	Boulevard des Cités-Unies	Route d'Orléans	EVREUX.	Boulevard Gambetta/boulevard de Normandie	EVREUX.
27	Boulevard du 14-Juillet	Route d'Orléans	EVREUX.	Avenue W.-Churchill	EVREUX.
27	D 180	Extrémité	FIQUEFLEUR-EQUAINVILLE.	D 675	SAINT-MACLOU.
27	D 580	Extrémité	FIQUEFLEUR-EQUAINVILLE.	D 180	FIQUEFLEUR-EQUAINVILLE.
27	D 14BIS	D 10	GISORS.	D 15 B/S	GISORS.
27	D 15 B/S	Extrémité	GISORS.	D 181	GISORS.
27	D 181	Extrémité	GISORS.	D 15 B/S	GISORS.
27	D 6154	A154	INCARVILLE.	Extrémité	VAL-DE-REUIL.
27	D 6154	N 12	LA MADELEINE DE NONAN-COURT.	Boulevard périphérique	EVREUX.





## Code de l'urbanisme

**COPIE**

### Partie législative

- ▶ Livre I : Règles générales d'aménagement et d'urbanisme
  - ▶ Titre I : Règles générales d'utilisation du sol.
    - ▶ Chapitre I : Règles générales de l'urbanisme.

### Article L111-1-4

Modifié par Ordonnance n°2004-637 du 1 juillet 2004 - art. 28 JORF 2 juillet 2004 en vigueur le 1er juillet 2006

Modifié par Loi n°2005-157 du 23 février 2005 - art. 200 JORF 24 février 2005

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation.

### Cité par:

- Loi n°95-101 du 2 février 1995 - art. 52 (V)
- Code de l'environnement - art. L341-16 (V)
- Code de l'urbanisme - art. L111-1-4 (M)
- Code de l'urbanisme - art. L123-4 (M)
- Code de l'urbanisme - art. R\*123-1 (V)
- Code de l'urbanisme - art. R\*123-3 (M)
- Code de l'urbanisme - art. R\*124-1 (V)

# SCHEMA DE TRAITEMENT, D'ELIMINATION DES DECHETS

Le service de ramassage de Charols est confié, par délégation de service public (DSP) du Pays de Marsanne, à la société COVED. La tournée de collecte est effectuée deux fois par semaine, les mardis et vendredis, complétée d'un point de tri sélectif, et d'une borne destinée aux textiles.

Les ordures ménagères (OM) sont regroupées sur la plateforme de transfert de Roussas appartenant au groupe VEOLIA. Les cartons, papiers et corps creux sont traités par SITA VEOLIA, le verre par SOLOVERRE, le textile par ECOTEXTILE. Les containers sont enlevés toutes les 2 semaines en période estivale, toutes les 3 semaines, le reste de l'année.



## -1-COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MARSANNE (CCPM) :

### -1-1- tonnages d'ordures ménagères collectés en 2008

Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	TOTAL 1 <sup>er</sup> SEMESTRE
169.51	161.90	147.07	182.30	171.47	171.28	1003.53
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2 <sup>e</sup> SEMESTRE
201.98	217.54	202.56	169.76	156.04	186.64	1134.52

Soit un total annuel 2008 de : **2138.05 Tonnes**

### -1-2-déchèteries :

Le SYPP assure la gestion de 10 déchèteries, dont 1 à LA LAUPIE. Les tonnages de la déchèterie de La Laupie, qui reçoit, entre autre, les ordures ménagères de CHAROLS (17.5%), se répartissent ainsi :

Batteries	Cartons	Encombrants	Déchets ménagers spéciaux	Ferraille	Gravats	Huile
0.76	105.01	646.62	8.31	148.58	767.05	2.19

Végétaux	Bois	DEEE	TOTAL
508.46	132.97	19.32	2339.27

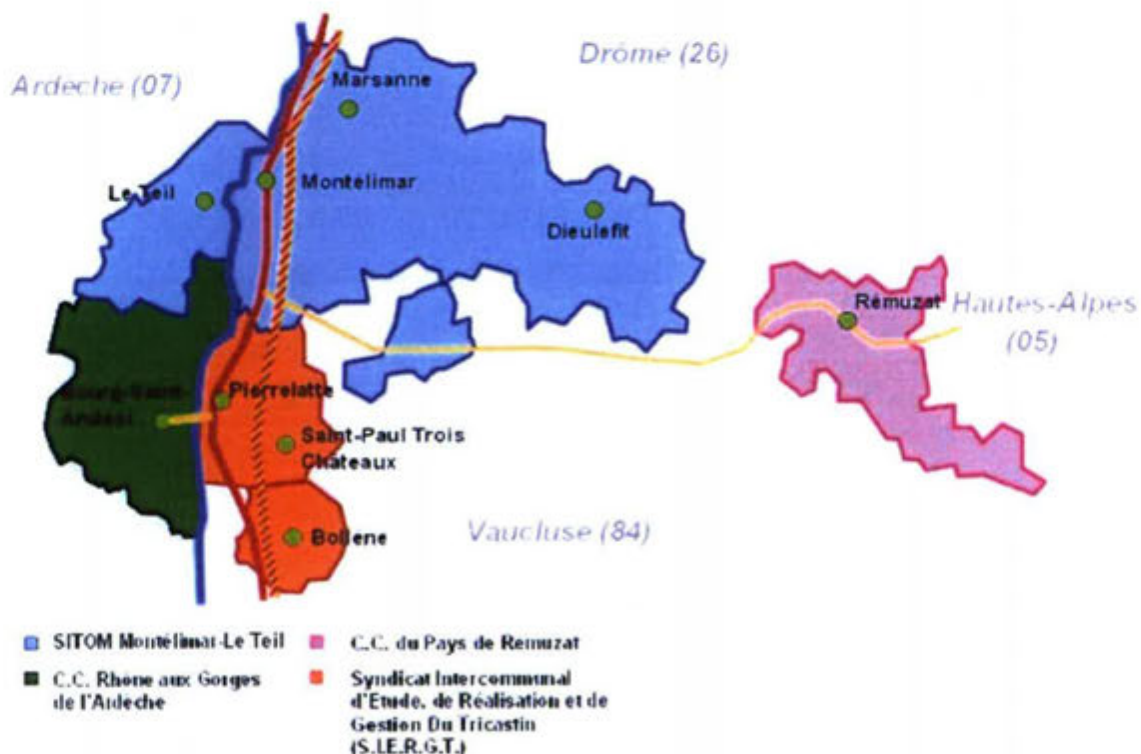


-1-3-tri sélectif :

	Journaux et Magazines		verre		emballages	
mois	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Janvier	22.000	22.280	20.160	26.560	7.340	4.695
Février	21.720	7.780	16.400	14.920	4.420	5.780
Mars	13.680	19.300	17.680	13.380	6.780	5.780
Avril	21.580	11.360	21.740	15.880	7.140	5.240
Mai	9.520	11.040	17.300	25.600	4.500	5.160
juin	<b>23.480</b>	11.520	17.500	19.120	6.440	6.360
Juillet	11.960	<b>24.000</b>	21.180	20.640	<b>8.072</b>	6.900
Août	20.260	14.060	<b>36.480</b>	<b>26.740</b>	7.830	6.160
Septembre	10.920	7.520	16.840	24.920	6.340	<b>7.340</b>
Octobre	20.080	20.400	15.180	15.420	4.480	6.100
Novembre	22.680	12.040	18.320	17.640	4.400	5.120
décembre	8.860	10.640	14.720	17.240	5.420	5.700
TOTAL / AN	<b>206.740</b>	171.940	<b>237.500</b>	237.060	<b>73.162</b>	70.335
% Augment.	<b>+20.23%</b>		<b>+ 0.0185 %</b>		<b>+ 4.01 %</b>	
Répartition sur 517.402 T	39.96 %		45.90 %		14.14 %	

-2- SYNDICAT DES PORTES DE PROVENCE (SYPP) :

Le SYPP, qui regroupe 76 communes en Drôme et en Ardèche, est composé de 4 syndicats intercommunaux : le SITOM de Montélimar et le Teil, le Syndicat Intercommunal d'Etude, de Réalisation et de Gestion du Tricastin (SIERGT), la Communauté de Communes du Pays de Rémuzat (CCPR) et la Communauté de Communes du Rhône aux Gorges de l'Ardèche (CGRGA) périmètre d'action du SYPP :



Bureau d'études Jean-Claude FAUCHILLE / 06.89.30.13.09 / e.mail : famo.urba@gmail.com  
Eurl FAUCHILLE MOBILIS, 9 Quai du Roubion, 26200 MONTEILMAR

## RESULTATS STATISTIQUES DU SYPP (Ensemble du périmètre)

Le SYPP traite depuis 2004 environ 50 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés pour une population d'environ 135 000 habitants. Le tableau ci-dessous confirme avec précision cette relative stabilité de + ou – 0.01%.

année	Tonnages O.M	habitants	Tonnage par habitant
2004	49645	135782	365.62
2005	48359	135782	356.15
2006	50685	136875	370.30
2007	49950	134424	371.58





EDF GDF Services  
Drome Ardeche

Etabli par EDF  
Reproduction Interdite

15-52

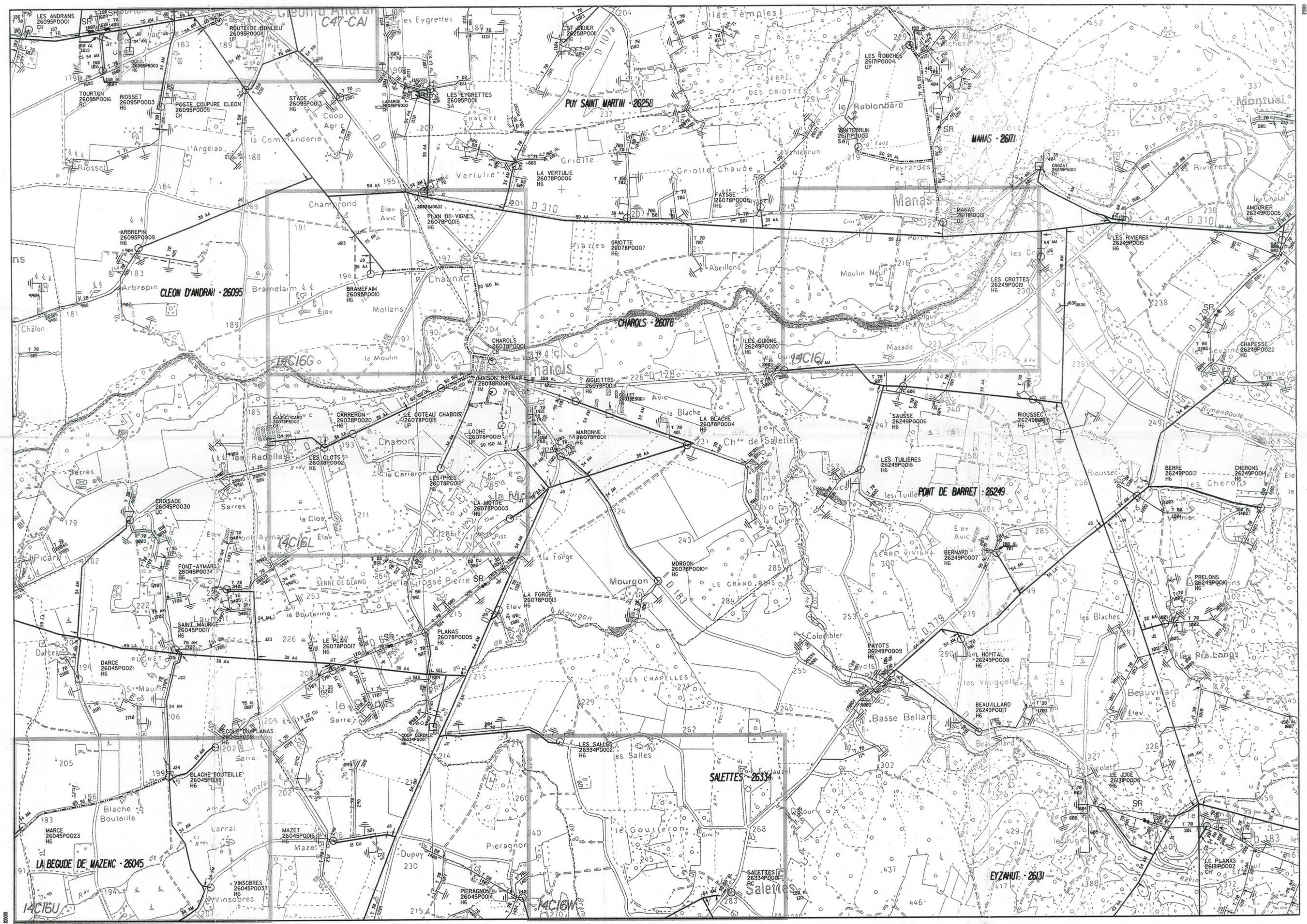
E.D.F. - G.D.F. SERVICES

VALENCE

1/10000

14C16

3-10-115-51



N.T.A. série	N.T.A. service	Post. Source	Aut. Source	Post. Con. Réport	Post. Réport	Post. Abonné	Prod. Autonome	ADA	SECT	LOCAL	LA.T.	LA.C.T.	Ligne commune	Poste DP	Terr	Chg. de section

Tension de service :  
(Sauf indications contraires)

RV  
RV

0 m 500 m 1000 m

-10-115-51





LES GUIONS  
26249R0020

Limite commune	Poste DP	Terre	Chg. de section	Sépar. de rés.	Boite F.C.	Chg. d'opole	Hors Tension	Souterrain	Aerien nu	Aerien torse
---	○	≡	—	SR	—	—	—	—	—	—





EDF GDF SERVICES DROME ARDECHE

Etabli par EDF  
Reproduction Interdite

DROME 26

578 258

VALENCE

1/2000

14C161

32-578-258

25000



Limite commune	Poste DP	Terr	Chg. de section	Sépar. de rés. SR	Boite F.C.	Chg. dipôle	Hor. Tension	Souterrain	Aérien nu	Aérien torsadé
---	○	///	↓	SR	TT	+	●	—	—	—

32-578-258

14C161





EDF GDF SERVICES DROME ARDECHE

Etabli par EDF  
Reproduction interdite

DROME 26

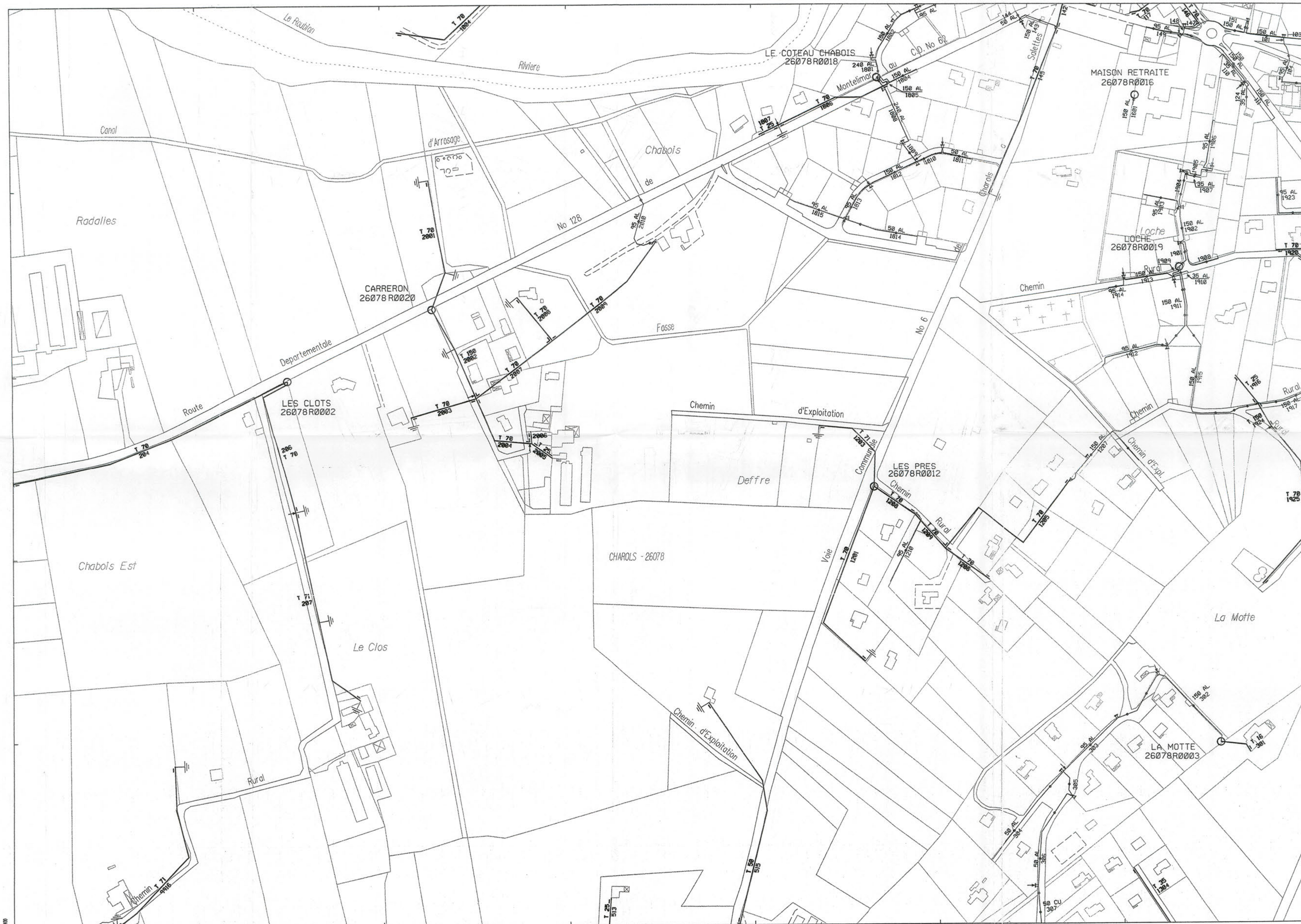
576-257

VALENCE

1/2000

14C16L

32-576-257



Limite commune	Poste DP	Terre	Chp. de section	Sépar. de rds.	Boite F.C.	Chp. d'aple	Hors Tension	Souterrain	Aerien nu	Aerien torsoe
---	○	■	—	SR	TT	—	●	—	—	—

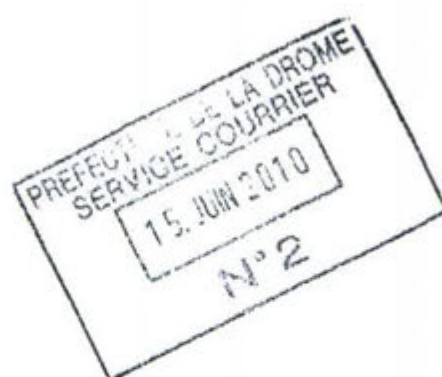
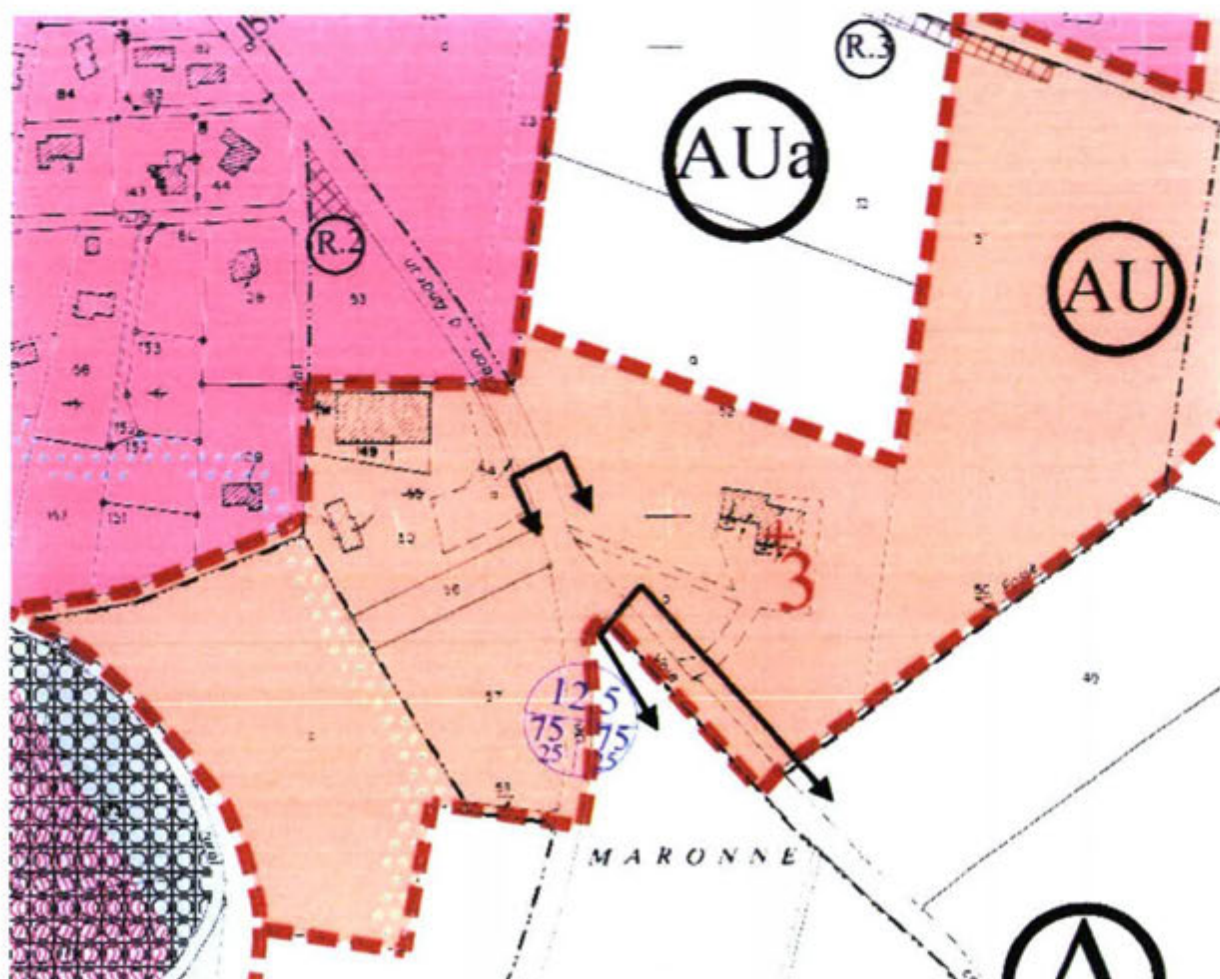
32-576-257

14C16L



# **RESEAU D'ALIMENTATION D'ELECTRICITE**

Entrée Sud de la commune, extrait du règlement graphique :

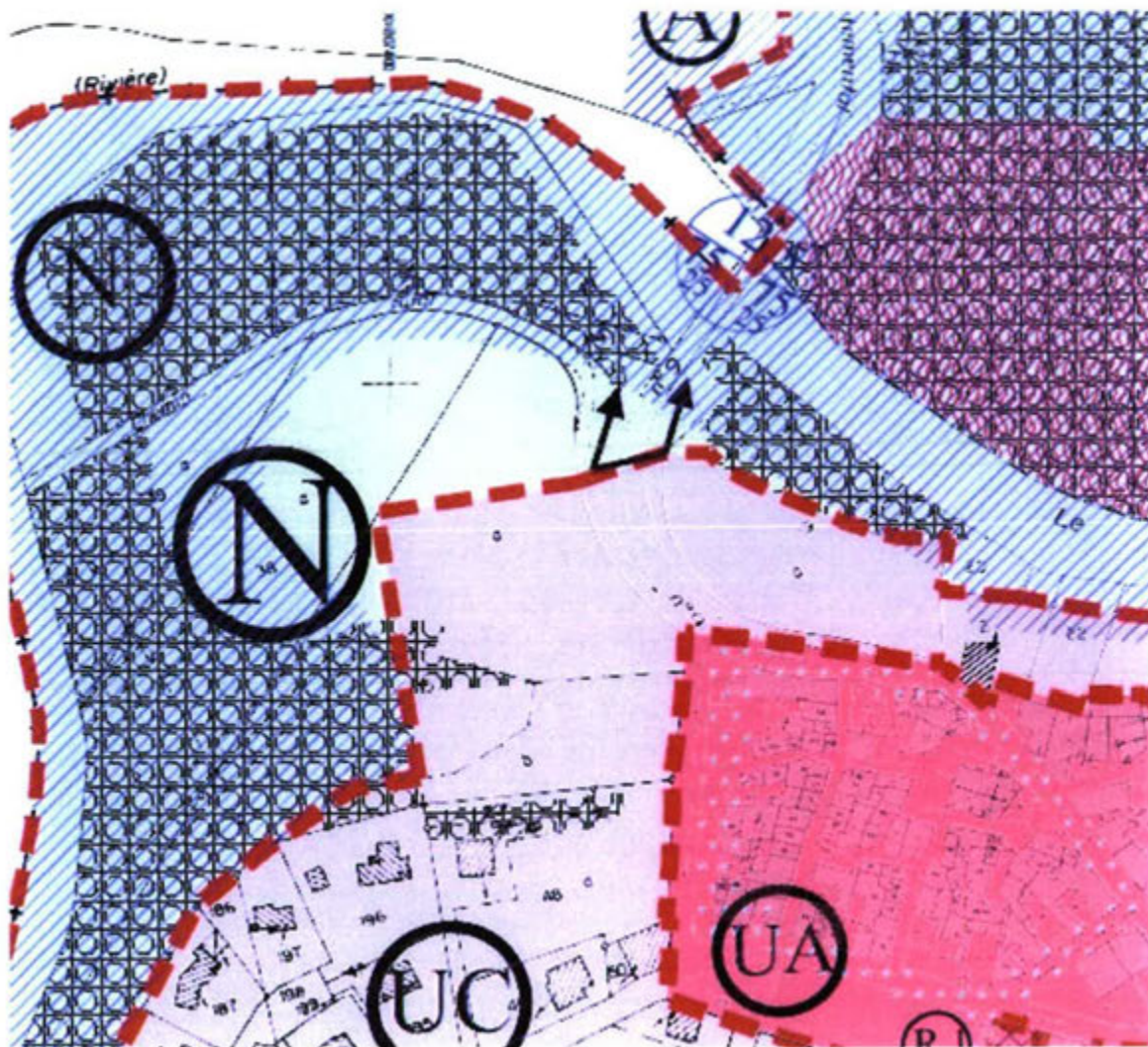




## MARGES DE REcul

Marges de recul applicables selon l'article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme sur la RD9.

Entrée Nord de la commune, extrait du règlement graphique :



# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation

NOR : DEVS0804222D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de la route, notamment son article L. 110-3 ;

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L. 121-1 et L. 123-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2213-1 et suivants et L. 3221-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu le décret n° 2006-253 du 27 février 2006 relatif aux routes classées à grande circulation ;

Vu l'avis des collectivités territoriales et groupements concernés ;

Vu l'avis du groupe interministériel permanent de la sécurité routière en date du 5 mai 2008,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les routes à grande circulation définies à l'article L. 110-3 du code de la route sont :

a) Les routes nationales définies à l'article L. 123-1 du code de la voirie routière et mentionnées par le décret du 5 décembre 2005 susvisé ;

b) Les routes dont la liste est annexée au présent décret ;

c) Les bretelles reliant entre elles soit deux sections de routes à grande circulation, soit une section de route à grande circulation et une autoroute. On entend par « bretelle » une voie assurant la liaison entre deux routes qui se croisent à des niveaux différents.

**Art. 2.** – Le décret du 13 décembre 1952 modifiant la nomenclature des routes à grande circulation est abrogé.

**Art. 3.** – Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre de la défense et le secrétaire d'Etat chargé des transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juin 2009.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,  
de l'énergie, du développement durable  
et de l'aménagement du territoire,*

JEAN-LOUIS BORLOO

*Le ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,*  
MICHELLE ALLOU-MARIE

*Le ministre de la défense,*

HERVE MORIS

*Le secrétaire d'Etat  
chargé des transports,*  
DOMINIQUE BESSEAU



DÉPARTEMENT	ROUTE	ROUTE de début de section	COMMUNE de début de section	ROUTE de fin de section	COMMUNE de fin de section
25	D 437	Extrémité	EXINCOURT	Extrémité	AUDINCOURT
25	D 437	Extrémité	MATHAY	Extrémité	PONTARLIER
25	D 438	D 53	MATHAY	D 437	MATHAY
25	D 53	A38	MATHAY	D 438	MATHAY
25	D 1368	D 136	MONTBELLARD	N483	MONTBELLARD
25	D 136 8	Extrémité	MONTBELLARD	D 136	MONTBELLARD
25	D 467	D 437	MORTEAU	Extrémité	VILLERS-LE-LAC
25	D 437	Extrémité	NOMMAY	Extrémité	NOMMAY
25	D 74	Extrémité	PONTARLIER	N51	PONTARLIER
25	D 535	A49	BOURG-DE-PEAGE	D 104	CREST
25	D 5	D 6	CLEON-D'ANDRAN	D 24	SALLES-SOUS-BOIS
25	D 464	D 104	CREST	D 636	CREST
25	D 536	D 464	CREST	D 4	LA REPARA- AURPLES
25	D 66	Extrémité	ETOILE-SUR-RHONE	Extrémité	ETOILE-SUR-RHONE
25	D 14	D 9	GRIGNAN	D 414	GRIGNAN
25	D 414	D 14	GRIGNAN	D 541	GRIGNAN
25	D 541	D 414	GRIGNAN	Extrémité	COLONZELLE
25	D 541	Extrémité	GRIGNAN	N 7	DOZERE
25	D 6	D 536	LA REPARA-AURPLES	D 9	CLEON-D'ANDRAN
25	D 519	Extrémité	LAPEYROUSE-MORNAY	Extrémité	LAPEYROUSE- MORNAY
25	D 538	Extrémité	LENS-LESTANG	Extrémité	MOURS-SAINT- EUSEBE
25	D 456	D 457	LES GRANGES-GONTARDES	D 59	SAINT-PAUL-TROIS- CHATEAUX
25	D 104	Extrémité	LOROL-SUR-OROME	D 204	LOROL-SUR-OROME
25	D 104	N 7	LOROL-SUR-OROME	D 464	CREST
25	D 1075	Extrémité	LUS-LA-CROIX-HAUTE	N 75	LUS-LA-CROIX- HAUTE
25	D 135	D 807	MALATAVERNE	D 541	VALAURE
25	Bvd. Président	D 540	MONTELMAR	D 540A	MONTELMAR
25	D 540	Extrémité	MONTELMAR	D 9	LA SEGUE-DE- MAZENC
25	D 53	D 536	MOURS-SAINT-EUSEBE	N 2692	ROMANS-SUR-ISERE
25	D 805A	D 536	MOURS-SAINT-EUSEBE	D 53	MOURS-SAINT- EUSEBE
25	D 53	Extrémité	PEYRINS	D 574	ROMANS-SUR-ISERE
25	D 53	Extrémité	PEYRINS	D 536	MOURS-SAINT- EUSEBE
25	D 6	Extrémité	ROCHEGUDE	Extrémité	ROCHEGUDE
25	D 532	D 574	ROMANS-SUR-ISERE	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE
25	D 574	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE
25	D 1092	N 92	SAINT-PAUL-LES-ROMANS	N 92	SAINT-PAUL-LES- ROMANS
25	D 459	D 59	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX	D 26	SAINT-PAUL-TROIS- CHATEAUX
25	D 59	D 458	SAINT-PAUL-TROIS-CHATEAUX	D 459	SAINT-PAUL-TROIS- CHATEAUX
25	D 86 C	Extrémité	SAINT-VALLIER	D 896	SAINT-VALLIER
25	D 24	D 9	SALLES-SOUS-BOIS	D 9	SALLES-SOUS-BOIS
25	D 5	D 24	SALLES-SOUS-BOIS	D 14	GRIGNAN
25	D 532	D 532A	TAIN-L-HERMITAGE	Extrémité	ROMANS-SUR-ISERE
25	D 576	D 976	TULETTE	D 94	TULETTE
25	D 576	D 94	TULETTE	Extrémité	TULETTE
25	D 94	D 576	TULETTE	D 576	TULETTE
27	D 11	D 155	ACQUIGNY	A154	PIRTERVILLE
27	D 21	D 675	BEUZEVILLE	D 834	LEUREY
27	D 151	Extrémité	BOURG-BEAUDOUIN	N 12	BOURG-BEAUDOUIN
27	D 6014	Extrémité	BOURG-BEAUDOUIN	Extrémité	GUERNY
27	D 321	D 1	CHARLEVAL	D 4015	IGOVILLE
27	D 10	D 161	DANGU	D 1404	GISORS
27	D 161	D 13	DANGU	D 8015	VERNON
27	Boulevard des Cies Unes	Route d'Orléans	EVREUX	Boulevard Gambetta/Boulevard de Normandie	EVREUX
27	Boulevard du 14-Juillet	Route d'Orléans	EVREUX	Avenue W. Churchill	EVREUX
27	D 180	Extrémité	FIQUEFLEUR-EQUIVILLE	D 675	SAINT-MACLOU
27	D 580	Extrémité	FIQUEFLEUR-EQUIVILLE	D 180	FIQUEFLEUR- EQUIVILLE
27	D 1485	D 19	GISORS	D 15 85	GISORS
27	D 15 85	Extrémité	GISORS	D 181	GISORS
27	D 181	Extrémité	GISORS	D 15 85	GISORS
27	D 6154	A154	INCARVILLE	Extrémité	VAL-DE-REUIL
27	D 6154	N 12	LA MADELEINE DE NONAN- COURT	Boulevard péni- solaire	EVREUX